

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC EN OUTAOUAIS

LE PRIX DE LA LIBERTÉ : LE RÔLE DES VALEURS NÉOLIBÉRALES  
DANS LA DÉLIMITATION DU CHAMP DES POSSIBLES EN MATIÈRE  
DE RÉDUCTION DE LA PAUVRETÉ EXTRÊME DANS LE MONDE

MÉMOIRE PRÉSENTÉ  
COMME EXIGENCE PARTIELLE  
DE LA MAÎTRISE EN DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL

PAR  
FRÉDÉRIC GOURD

NOVEMBRE 2013

## RÉSUMÉ

Ce mémoire a pour objectif de contribuer à la compréhension du rôle des valeurs dans la délimitation du champ des possibles du développement. Pour ce faire, il étudie plus spécifiquement, à l'aide d'une analyse du discours, le rôle de la valeur fondamentale du néolibéralisme dans la délimitation du champ des possibles en matière de réduction de la pauvreté extrême dans le monde. Cette valeur est une interprétation bien précise de la liberté, telle que définie par Friedrich von Hayek et Milton Friedman dans leurs œuvres qui forment notre corpus : respectivement « La route de la Servitude » (1944), et « Capitalisme et liberté » (1962).

Ainsi, après une brève illustration de l'ampleur des inégalités économiques à l'échelle mondiale, et de la pauvreté extrême qui touche près d'un milliard d'êtres humains et donne la mort à des millions d'entre eux annuellement; après la présentation de nos cadres théorique et conceptuel ainsi que de notre posture épistémologique, notre mémoire décrit comment la prédominance du discours néolibéral dans le champ conceptuel du développement, ainsi que dans les structures et les systèmes politiques et économique qui régissent et encadrent nos comportements individuels et collectifs, parvient à effectuer une délimitation non seulement théorique, mais également effective et bien réelle des fins et des moyens envisageables et désirables, par exemple, pour réduire la pauvreté extrême dans le monde.

Ainsi, notre mémoire décrit comment la prédominance de la valeur fondamentale du discours néolibéral, analysé en tant qu'arme idéologique, parvient à délimiter le champ des possibles du développement, et par voie de conséquence, de l'avenir de l'Humanité et de sa liberté en matière de choix pour faire face aux importants défis qui la confrontent aujourd'hui.

Nous concluons que de par sa capacité à circonscrire grandement les possibilités en matière de réduction de la pauvreté extrême dans le monde, les impacts du discours néolibéral sur le développement de l'Humanité représentent une forme de violence économique, dont les effets sont comparables à ceux des plus néfastes totalitarismes du vingtième siècle, paradoxalement dénoncés par Hayek et Friedman dans leurs œuvres. Ainsi, la violence économique induite par la prédominance du discours néolibéral et sa capacité à délimiter le champ des possibles du développement; la souffrance, l'insécurité, l'indignité, et souvent la mort qui découlent de cette délimitation, représentent en quelque sorte « le prix de la liberté ».

## REMERCIEMENTS

Comme pour plusieurs de mes collègues étudiants j'en suis certain, la production d'un mémoire de maîtrise tel que celui-ci a dû franchir de multiples obstacles. En effet, comment un père monoparental de quatre enfants, aidant naturel à ses heures, peut-il parvenir à passer au travers d'études universitaires de premier et de deuxième cycle? Avec le soutien, l'amitié, et l'amour de nombreuses personnes sans qui toute cette fascinante aventure n'aurait pas été possible.

Parents et amis, amoureuses et complices, votre présence indéfectible m'a donné tantôt la force et l'espoir, tantôt la joie et le bonheur de parvenir à faire de cette expérience de vie encore davantage que tout ce dont j'avais rêvé lorsque j'ai décidé de faire un retour aux études à 31 ans. Cela aura pris dix ans. Dix ans où vous avez été là pour moi quand j'avais besoin de vous. Dix ans qui comptent parmi mes plus beaux souvenirs.

Parmi toutes les personnes rencontrées à l'UQO, je tiens en premier lieu à exprimer toute ma reconnaissance à mon directeur de mémoire, le professeur Dimitri della Faille, qui a su si habilement garder vivante la motivation que j'avais à terminer ce mémoire. En effet, l'achèvement de ce mémoire a été rendu possible grâce à sa patience et à sa grande générosité, à son respect de mes idées, et à sa façon subtile de diriger quand la situation l'imposait.

J'aimerais également remercier l'ensemble du corps professoral et le personnel de soutien de l'UQO et du Département des sciences sociales pour leurs innombrables contributions

qui ont rendu mes études aussi enrichissantes que passionnantes. En particulier, j'aimerais remercier chaleureusement la professeure Charmain Levy pour m'avoir tant appris sur l'univers du développement international, et surtout, j'aimerais témoigner de mon plus profond respect, de ma gratitude et de mon admiration pour le professeur Paul Leduc Browne, qui m'a ouvert les yeux sur le monde fascinant de la philosophie politique, de son analyse, et des luttes qui s'y sont livrées et qui s'y livrent toujours.

Un gros merci également à plusieurs de mes collègues étudiants, rencontrés au fil des ans, et qui ont participé à rendre ces années aussi intéressantes, et mon passage à l'UQO bien plus qu'une simple expérience académique : Catalina, Michel, Christine, Josiane, Stéphanie, Dominique, Olivier... et tellement d'autres, merci du fond du cœur.

Les enfants, vous avez enduré onze fins de sessions, sans parler de toutes ces soirées, fins de semaines, et portions d'été et de vacances passées à la rédaction de ce mémoire. Je passerai le reste de ma vie à vous témoigner toute la tendresse et la fierté que j'ai pour vous, mais les mots ne me permettront jamais de vous remercier à la hauteur de ce que vous méritez ici. En faisant preuve de tant d'autonomie et de maturité, sans jamais vous plaindre et avec tant de gentillesse envers moi et entre vous, vous avez en quelque sorte sacrifié des petits bouts de votre enfance pour le bien de la famille. J'espère que vous allez trouver que ça aura valu la peine!

Finalement, quelques mots sur l'exemple de nos parents, et l'influence qu'ils peuvent avoir sur nous. C'est avec une très grande tristesse que je souhaite remercier mon père qui nous a quittés il y a quelques mois. Malgré toutes ces heures à philosopher ensemble, je n'aurai

pas eu la chance de lui faire lire ce mémoire, et d'entendre ses réflexions qui auront ponctuées toutes ma vie jusqu'à maintenant. Effectivement, j'ai la chance d'appartenir à une famille qui a toujours honoré la connaissance, la pensée, mais surtout leur transmission : la parole. Comme son père l'avait fait pour lui, le mien m'a appris à apprendre et à penser; à tenter de le faire librement; sans égards aux entraves que l'époque, ou pire encore nous même, pourrions établir pour circonscrire nos horizons et nos rêves.

C'est donc à lui que j'aimerais dédier cet humble effort de réflexion sur la Liberté, ainsi qu'à son père qui l'a précédé et à mes enfants qui suivront dans nos pas. À David Armand Gourd, donc, qui a fait son mémoire de maîtrise sur le Bien, et à Alain Gourd, qui a fait le sien sur la Justice.

## LISTE DES ACRONYMES

DESA	Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies ( <i>United Nations Department of Economic and Social Affairs</i> )
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture ( <i>Food and Agriculture Organization</i> )
HNWI	Personnes à haute valeur nette ( <i>High Net Worth Individuals</i> )
OMD	Objectifs du Millénaire pour le Développement
OMS	Organisation mondiale de la santé
ONU	Organisation des Nations Unies
PIB	Produit intérieur brut
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement

## TABLE DES MATIÈRES

RÉSUMÉ .....	i
LISTE DES ACRONYMES .....	vi
TABLE DES MATIÈRES .....	vii
1. Introduction.....	1
2. Contexte et justification de l’objet de recherche .....	4
2.1. Contexte économique et social .....	4
2.1.2. Brève illustration de la situation actuelle.....	5
2.2. Justification de la recherche.....	11
2.3. Originalité de la recherche .....	12
2.4. Objectifs de la recherche.....	13
2.4.1. Objectif général de la recherche .....	14
2.4.2. Objectifs spécifiques de la recherche.....	15
3. Cadre théorique.....	17
3.1. Théorie politique de l’individualisme possessif de Macpherson.....	18
3.2. Théorie de l’encastrement de Polanyi.....	19
3.3. Théories du discours comme approche disciplinaire.....	21
3.3.1. Introduction à l’analyse du discours comme discipline.....	22
3.3.2. Les discours comme arme idéologique.....	25
3.4. Conclusion du chapitre .....	30

4. Cadre conceptuel.....	31
4.1. Valeurs .....	31
4.2. Le champ des possibles.....	35
4.3. Néolibéralisme .....	38
4.4. Conclusion du chapitre .....	42
5. Hypothèse et question de recherche.....	43
5.1. Hypothèse de recherche .....	44
5.2. Question de recherche.....	46
6. Aspects méthodologiques et cadre opératoire de la recherche .....	48
6.1. Introduction à la méthodologie de recherche.....	48
6.2. Aspects méthodologiques de l'analyse du discours.....	49
6.3. Posture épistémologique .....	51
6.3.1. Contrôle de la subjectivité .....	51
6.3.2. Aux frontières de l'art et de la science .....	57
6.4. Opérationnalisation de la démarche méthodologique.....	58
6.4.1. Étapes de l'analyse.....	59
6.4.2. Corpus d'analyse.....	60
7. Analyse du corpus du discours néolibéral .....	64
7.1. Bref contexte d'élocution du corpus analysé.....	64
7.2. Hayek sur les discours et leurs usages .....	68
7.3. Les fins idéales du néolibéralisme .....	71
7.3.1. De l'individualisme à la lutte pour la liberté .....	71

7.3.2. Critique libérale des fins socialistes.....	72
7.3.3. « Liberté » et « Pouvoir » .....	74
7.3.4. Le rôle des valeurs néolibérales dans la délimitation du champ des possibles...83	
7.3.5. Conclusion de la section .....	88
7.4. Les moyens d’être libre.....	89
7.4.1. La fin justifie les moyens? .....	89
7.4.2. Critique libérale des moyens socialistes .....	91
7.4.3. Les règles du jeu .....	94
7.4.4. Chacun pour soi .....	100
8. Conclusion : « Le prix de la liberté ».....	106
9. Références bibliographiques.....	112

## 1. Introduction

Depuis la mise sur pied des institutions de Bretton Woods au sortir de la Seconde guerre mondiale, il est convenu de parler d' « ère du développement » (Rist 1996). Mais, malgré les efforts colossaux consentis en matière de développement économique et social depuis plusieurs décennies, la pauvreté extrême reste aujourd'hui un problème criant qui frappe des centaines de millions d'êtres humains<sup>1</sup>. Les moyens déployés pendant cette période ne sont pas parvenus à réduire les inégalités entre les populations, non seulement à l'échelle mondiale, mais également à l'échelle nationale<sup>2</sup>. Au contraire, il semble actuellement que ces inégalités tendent à persister et à croître (DESA 2009; OMS 2008; FAO 2008). Dans ce contexte, nous sommes en droit de nous interroger quant aux raisons de la persistance et de l'accroissement de ces inégalités. Bien que notre mémoire n'ait pas l'ambition de répondre à la question de l'origine des inégalités entre les Hommes, le présent travail a cependant comme objectif d'apporter sa contribution à la compréhension des inégalités du point de vue de l'analyse critique des idées et des discours. En particulier, nous tâcherons de faire le lien entre la pensée néolibérale, en tant qu'outil idéologique, et les transformations sociales et économiques de la dite « ère du développement ».

---

1 Voir par exemple le rapport du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD 2010)

2 Des inquiétudes pourraient également être soulevées en matière environnementale. Voir entre autres : GIEC 2007; Stern 2007; Stern 2009; PNUE 2009.

Les théoriciens du libéralisme classique ont marqué une succession de générations de penseurs et on peut affirmer qu'ils ont, par leurs écrits, contribué à établir les bases qui ont permis d'édifier la société occidentale dans laquelle nous vivons aujourd'hui. Dans certaines de leurs œuvres, nous pouvons retrouver une grande partie de l'origine des idées qui forgent à la fois nos comportements individuels et collectifs contemporains (Macpherson 1962; Dumont 1993; Latouche 2005), et les structures et systèmes politiques et économiques qui les animent et les encadrent (Polanyi 1944; Amin 1970 et 1973; Cox 1987; Furtado 1985; Wallerstein 2004; Galbraith 2009). Le fait que la société occidentale (Badie 1992; Saïd 2000 et 2004; Senarclens 2005), ses valeurs, et son modèle de développement (Rist 1996; Stiglitz 2002; Ziegler 2002; Harvey 2005; Latouche 2005) aient encore aujourd'hui une influence de première importance sur le reste du monde ne fait qu'ajouter à l'importance de bien en comprendre les racines idéologiques et leur influence sur notre perception de l'être humain, du monde et des choix à notre disposition en matière de développement.

Comme nous le postulons dans ce mémoire, la valeur « liberté » a une influence prépondérante dans les choix que nous effectuons collectivement en matière de développement. Un discours du développement peut être fondé, par exemple, sur une valeur telle que l'ordre, la puissance, la supériorité raciale, l'expansion territoriale ou son occupation, l'apaisement des dieux ou des ancêtres, ou encore la paix, l'égalité, la justice, le « bien commun » ou même la beauté et l'amour. Cependant, de toutes ces valeurs, la liberté est la principale, voire la véritable valeur fondatrice, des modèles de développement prédominants en Occident depuis l'avènement de la modernité (Polanyi 1944; Macpherson

1962). Il existe cependant certaines exceptions, comme l'ont été les valeurs fondatrices des modèles socio-démocrates des trente glorieuses fondées sur le progrès (Teepie 2004). La valeur « liberté » est encore aujourd'hui une valeur prépondérante du discours du développement. Car comme celui du libéralisme classique jusqu'au Krach de 1929, le discours néolibéral est, depuis le tournant des années 1980 et jusqu'à aujourd'hui, le discours qui prédomine dans le champ conceptuel du développement (Guichaoua et Goussault 1993; Peemans 2002; Harvey 2005).

Afin de bien comprendre quel rôle joue la valeur liberté dans le discours néolibéral à l'égard de la réduction de l'extrême pauvreté dans le monde, dans ce mémoire, nous analysons deux ouvrages clés du néolibéralisme. Afin de procéder à cette analyse, ce mémoire commence d'abord par une mise en contexte et une problématisation (chapitres 1 et 2). Ensuite, nous présentons nos cadres théoriques et conceptuels (chapitres 3 et 4). Suivent la présentation de notre hypothèse de travail et de nos outils méthodologiques (chapitres 5 et 6). Notre analyse occupe le chapitre 7 et nous terminons par une brève conclusion (chapitre 8).

## 2. Contexte et justification de l'objet de recherche

Lorsque le cours de la civilisation fait un tournant inattendu, lorsqu'au lieu du progrès continu que nous espérons nous nous voyons menacés de périls qui nous rappellent une barbarie révolue, nous accusons tout, sauf nous-mêmes. [...] Tous nos efforts n'ont-ils pas été dirigés vers un accroissement de la liberté, de la justice et de la prospérité? Si le résultat est si différent de celui que nous visions, si, au lieu de la liberté et de la prospérité, nous trouvons face à face avec l'esclavage et la misère, n'est-il pas évident que des forces pernicieuses ont déjoué nos dessins, que nous sommes victimes d'une puissance maléfique qu'il faut vaincre avant de pouvoir reprendre la route du mieux-être? (Hayek 2005 [1944], p. 15)

### 2.1. Contexte économique et social

En l'an 2000, les pays membres de l'Organisation des Nations Unies adoptaient les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD). Les Objectifs du Millénaire pour le Développement sont un vaste programme de développement caractérisé par une forte concertation entre les agences gouvernementales et intergouvernementales (Easterly 2002). Le premier des huit objectifs de ce programme vise à éradiquer la pauvreté extrême et la faim chronique dans le monde avant 2015. À cet effet, les programmes mis en place dans le cadre des OMD appellent à de plus généreuses contributions de la part des pays développés. Entre autres, il leur est demandé d'augmenter leur contribution calculée en pourcentage de leur produit intérieur brut (PIB). Cependant, ces Objectifs restent limités parce qu'ils ne visent qu'à réduire de moitié le nombre de personnes vivant en situation d'extrême pauvreté (Lautier 2002). La littérature sur le sujet évoque les résultats décevants de la dernière décennie. Ainsi par exemple, les auteurs du rapport 2009 des Nations Unies sur les Objectifs du Millénaire pour le Développement nous annonçaient que près d'un

milliard d'êtres humains seront encore soumis à la pauvreté extrême en 2015 (DESA 2009, pp. 4-7), ce qui représente une augmentation du nombre absolu de personnes soumises à la pauvreté extrême et à la faim chronique par rapport à 1990 (FAO 2008, pp. 2-6), année de référence des OMD. Pour plusieurs auteurs, cette augmentation serait en fait liée à certains effets dévastateurs, mais néanmoins planifiés, de l'application de politiques néolibérales telles qu'elles se sont particulièrement illustrées depuis les années 1980 en Amérique latine, en Afrique, en Asie et en Europe de l'est (Chossudovsky 1998). Selon certains auteurs, les OMD ne cherchent pas à rejeter les postulats néolibéraux qui auraient grandement contribué à ces inégalités, plutôt, les Objectifs visent à palier certains manques et à corriger certaines situations sans pour autant effectuer une remise en question de l'orientation des politiques les plus dévastatrices (Cameron et Haanstra 2008).

### *2.1.2. Brève illustration de la situation actuelle*

Afin de mieux saisir l'ampleur de la situation actuelle, son incidence économique et ses répercussions sociales, brosons maintenant un bref tableau dans lequel il sera question de la situation de la faim dans le monde, des inégalités, et du développement humain<sup>3</sup>.

Tous les ans, plus de 500 000 femmes des pays en développement meurent pendant leur grossesse ou lors de leur accouchement (OMS 2008, p. 94). Ainsi, selon un rapport de la

---

<sup>3</sup> Veuillez noter que de nombreuses données utilisées dans cette section peuvent dater de quelques années. Elles proviennent, pour la plupart, de grandes enquêtes internationales souvent effectuées aux cinq ou dix ans. Dans la mesure du possible, nous nous référons à des données présentées dans les derniers rapports disponibles au moment de la rédaction de ce mémoire.

Banque mondiale, environ 10 000 femmes décèdent chaque semaine (Banque mondiale 2009, p. 4). La plupart d'entre elles meurent de complications qui auraient pu être traitées facilement si ce n'avait été de l'état de grande pauvreté dans lequel elles, leurs familles, et leurs communautés se trouvent. Tous les ans, plus de dix millions d'enfants de moins de cinq ans trouvent la mort en raison de la pauvreté extrême qui marque leur environnement social (OMS 2008, p. 50). Des enfants qui survivent, plus de 125 millions, âgés de cinq à dix-sept ans, travaillent actuellement dans des conditions jugées dangereuses (OMS 2008, p. 35). Plus de 200 millions d'entre eux n'atteindront pas leur plein potentiel de développement (OMS 2008, p. 3) et plus de 25% n'ont pas le poids santé correspondant à leur âge (DESA 2009, p. 4), ce qui menace non seulement leurs chances de croissance et de développement à long terme, mais leur survie elle-même.

Dans le rapport 2008 de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), on apprend qu'au cours de « ces dix dernières années, la faim a augmenté alors que le monde s'enrichissait et produisait plus de denrées que jamais » (FAO 2008, p. 4). Les auteurs de ce rapport ajoutent que la faim dans le monde progresse, et que l'objectif de réduire de moitié le nombre de personnes sous-alimentées d'ici 2015 devient de plus en plus difficile à atteindre. La FAO estime que le nombre de personnes souffrant de la faim en 2007 était de 923 millions, ce qui représente une augmentation de 80 millions d'individus par rapport à la période de référence (1990), et que le nombre de personnes qui souffrent chroniquement de la faim risque encore de croître (FAO 2008, pp. 2-6).

Sur les trois milliards d'êtres humains vivant en zones urbaines, près d'un milliard vivent dans des bidonvilles (OMS 2008, p. 4). On estime que près de 780 millions de personnes n'ont pas accès à des sources d'eau améliorées et que 2,5 milliards n'ont pas non plus accès à des services d'assainissement sûrs (Banque mondiale 2013). Selon l'OMS, on estime qu'en 2015, près du tiers de la population n'aura pas encore accès à ces services d'assainissement et d'alimentation en eau (OMS 2013). On estime également que 80% de la population mondiale vit sans mesures de protection sociale suffisante (OMS 2008, p. 7).

En 2008, les 20% d'individus les plus riches consommaient 86% de la production mondiale (OMS 2008, p. 36). De plus, en 2000, date de lancement des Objectifs du Millénaire pour le Développement, un individu appartenant au décile mondial le plus prospère était trois mille fois plus riche qu'un individu appartenant au décile le plus pauvre. Finalement, entre les pays les plus pauvres et les plus riches, l'écart en termes d'espérance de vie à la naissance était de 40 ans en 2007 (OMS 2008, p. 166).

Après avoir brièvement brossé le tableau de certains des effets de la pauvreté qui affligent actuellement plus d'un milliard d'êtres humains, jetons maintenant un bref regard sur l'état de la richesse et des concentrations de pouvoir économique qui coexistent actuellement avec la pauvreté extrême et l'impuissance qui en découle. Ce bref regard illustrera le contraste et l'ampleur des inégalités qui sévissent dans le monde aujourd'hui.

Ainsi, selon le « World Wealth Report 2013 » présenté par la Banque Royale du Canada et Capgemini Global Financial Services, en 2012, le nombre de personnes à l'échelle mondiale à avoir des actifs dépassant le million de dollars a cru de 10% seulement en 2012

pour atteindre la barre des douze millions d'individus. Selon ce rapport, malgré la crise économique mondiale, de 2007 à 2012, le nombre de millionnaires a bondi avec une moyenne annuelle de 9,2%. Ces « personnes à haute valeur nette » (High Net Worth Individuals - HNWI) ont des actifs qui après une croissance annuelle de 18,9% en 2012, ont atteint une valeur record de 40,7 mille milliards de dollars étasuniens (Capgemini 2013, p. 4). De leur côté, les auteurs d'un rapport de l'Organisation Mondiale de la Santé nous rappellent qu'il en coûterait environ 300 milliards de dollars pour sortir de la pauvreté la totalité de la population mondiale vivant sous le seuil des 2\$ par jour (OMS 2008, p. 38). Ce rapport nommé « Big Push » cette somme nécessaire afin d'éradiquer la pauvreté extrême. On estime donc ainsi que cette somme correspond à moins d'un pourcent de la valeur actuelle des avoirs des HNWI. Ces HNWI constituent moins d'un quart de pourcent de la population mondiale. Or, si leurs actifs ne connaissaient qu'une croissance de 10% en 2010 (soit à peine plus de la moitié de la croissance constatée en 2009), ils seraient en mesure de générer des profits de 325 milliards de dollars en un mois. Cette seule somme générée par les profits des HNWI en seulement un mois correspond à l'investissement nécessaire à l'éradication totale de la pauvreté extrême et de la faim chronique dans le monde. Sans pour autant verser dans un calcul trop simpliste, rappelons qu'en vertu de ce que nous avons vu plus haut, ce sont environ 825 000 enfants soumis à la pauvreté extrême qui mourront de maladies au cours de ce seul mois (Banque mondiale 2009, p. 9). Ces morts pourraient être facilement évitées, mais cela viendrait contraindre la liberté économique individuelle des HNWI mentionné plus haut. La question de l'équilibre entre

les besoins et la survie d'une multitude et la liberté d'une poignée d'individu est en quelque sorte le thème central de la présente réflexion.

Les quelques chiffres déclinés dans les paragraphes précédents démontrent bien l'échec relatif des moyens déployés au cours des dernières décennies en matière de réduction des inégalités en général et de réduction de la pauvreté extrême en particulier. Cela dit, sans ces efforts, la situation actuelle serait d'autant plus dramatique. Constatant donc non seulement cet échec, mais également le fait que la cause de ces inégalités n'est pas un manque de ressources. Le temps est peut-être venu de se demander « pourquoi » plutôt que « comment ».

Face à ce constat nous sommes en droit de nous demander ce qui retient une réelle action globale et concertée dont l'objectif serait de mettre fin à la pauvreté. Des solutions menant à l'éradication ou du moins à la réduction de problèmes socioéconomiques tels que la pauvreté extrême et la faim chronique sont-elles hors de la portée de nos efforts de développement? Par exemple, la situation semble suggérer que dix millions d'enfants de moins de cinq ans meurent chaque année des conséquences de la pauvreté extrême pour qu'un nombre équivalent d'individus accède et maintienne son statut de millionnaire. Est-ce que la préservation ou la croissance des possessions des uns justifient le sacrifice des autres? On pourrait facilement accuser les plus riches de manque de compassion ou d'altruisme. Cependant, il nous semble que les raisons expliquant la croissance des inégalités est plus complexe que cela. Elle réside peut-être aussi dans une certaine explication ou théorie de la société qui tient ses fondements de la pensée libérale. Selon une

vision libérale, le patrimoine accumulé constitue un facteur important d'autonomie et de liberté. Ainsi, la liberté économique de certains, qui semblent s'appuyer sur des inégalités, n'a-t-elle pas un coût social important? Nous aurons l'occasion de revenir sur ces questionnements dans les pages qui suivent. Pour le moment, notons ce passage où l'économiste Amartya Sen<sup>4</sup> capte bien l'essentiel des paradoxes de la situation actuelle en matière de développement et d'inégalités :

Nous vivons dans un monde dont l'opulence sans précédent aurait même été difficile à imaginer il y a un ou deux siècles. [...] Malgré cela, nous vivons également dans un monde marqué par de remarquables privations, dénuements et oppressions. Il y a plusieurs nouveaux problèmes ainsi que de plus anciens, incluant ceux de la persistance de la pauvreté et des besoins élémentaires non comblés, de l'occurrence de famines et de la faim à grande échelle... [...] Surmonter ces problèmes est au cœur de l'exercice du développement. Nous devons reconnaître, et c'est ce que nous postulons ici, le rôle de diverses formes de libertés pour faire face et enrayer ces maux. (Sen 1999, p. xi)<sup>5</sup>

Ainsi, si certaines formes de liberté contribuent potentiellement à provoquer la pauvreté extrême et la faim chronique dans le monde, d'autres, si on en croit des auteurs tels que Sen, pourraient avoir un rôle à jouer dans leur réduction ou leur éradication. Nous nous intéresseront dans cette recherche à la valeur « liberté » telle que conçue par le discours néolibéral du développement, dont nous postulons qu'il est en partie responsable des maux et des inégalités présentés dans la présente section (Chossudovsky 1998).

---

4 Amartya Sen est lauréat du prix Nobel d'économie en 1998. Il est co-fondateur de l'approche du Développement Humain portée par le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD).

5 Notre traduction de: « We live in a world of unprecedented opulence, of a kind that would have been hard even to imagine a century or two ago. [...] And yet we also live in a world with remarkable deprivation, destitution and oppression. There are many new problems as well as old ones, including persistence of poverty and unfulfilled elementary needs, occurrence of famines and widespread hunger... [...] Overcoming these problems is a central part of the exercise of development. We have to recognize, it is argued here, the role of freedom of different kinds in countering these afflictions. »

## 2.2. Justification de la recherche

Si de nombreux auteurs ont établi un lien entre les inégalités telles que l'extrême pauvreté et la faim chronique dans le monde et les politiques néolibérales (Chossudovsky 1998; Lautier 2002; Wade 2004), et que d'autres ont, au contraire, attribué ces maux à un manque de volonté politique dans la mise en place de politiques correctives ou même un rejet du néolibéralisme (Cornia et Court 2004; Dreher 2006), peu nombreux sont les travaux qui ont tâché d'examiner, du point de vue de l'analyse critique des idées et des discours, l'origine des problèmes socioéconomiques dans les conceptions de la liberté. Dans ce mémoire, sans aucunement nier l'existence d'importants facteurs matériels pouvant expliquer la persistance et la croissance des inégalités, nous allons étudier une de leurs causes idéelles potentielles. Nous y postulons que parmi les obstacles à la lutte contre les problèmes socioéconomiques des pays dits du « Tiers monde » (tels que les manques d'*empowerment* - entendu comme un processus d'émancipation et d'autonomisation -, de bonne gouvernance, d'accès aux soins de santé et à l'éducation de qualité) pourrait figurer l'inadéquation entre des objectifs tels la réduction des inégalités et la valeur fondamentale du modèle de développement néolibéral qui prédomine actuellement. Dans ce contexte, il apparaît donc pertinent et nécessaire de parvenir à une meilleure compréhension du discours néolibéral. En particulier, nous nous pencherons sur la vision néolibérale de la notion de liberté et à sa contribution à ce que nous appelons le « champ des possibles » du développement, ou encore la délimitation du monde envisageable et réalisable en matière de réduction des inégalités en particulier et de développement en général. Ainsi, notre

recherche vise à contribuer à la compréhension des causes idéelles des inégalités et de leur pérennité.

Dans la situation qui prévaut actuellement, une telle entreprise pourrait sembler futile. Pour certains, tant les grands acteurs politiques et économiques que pour la communauté scientifique, il peut sembler inopportun d'investir trop d'efforts dans les aspects idéels de la conception, de l'élaboration ou du développement de meilleurs moyens pour parvenir à des fins, telle que la réduction ou l'éradication de la pauvreté extrême. Cependant, dans ce mémoire nous postulons que l'atteinte de tels objectifs est potentiellement contrainte par l'influence prépondérante du discours néolibéral, et de la conception de la liberté qu'il véhicule et qu'il prescrit. Nous postulons, finalement, que cette influence ne se fait pas sentir uniquement dans une certaine réalité idéelle ou conceptuelle, mais qu'elle participe également à modeler la réalité matérielle ou effective de l'Humanité et du monde dans lequel elle évolue.

### **2.3. Originalité de la recherche**

Beaucoup d'auteurs, critiques ou non, ont œuvré à mieux comprendre le discours néolibéral, ses origines, son influence et ses impacts. Mais la plupart d'entre eux se sont attardés au « comment » plutôt qu'au « pourquoi ». C'est-à-dire qu'ils se sont surtout intéressés à des questions telles que la croissance économique, en proposant parfois des alternatives comme la décroissance (Latouche 2006), le développement durable (Sachs 1998), ou encore de meilleurs moyens d'atteindre un développement (Sen 1999; Sachs

2005; Rodrik 2008). D'autres encore se sont intéressés au parcours historique qui a conféré au discours néolibéral sa prédominance (conceptuelle et structurelle) actuelle, et les raisons qui expliquent la persistance de cette prédominance (Chomsky 2004). En s'inspirant des travaux de l'économiste Karl Polanyi (1944), d'autres ont critiqué la tendance à instrumentaliser l'État, qui loin de faire preuve de « laissez-faire » en matière économique, est plutôt intervenu en s'inspirant du discours prédominant, et au profit de ses bénéficiaires (Galbraith 2009). Dans tous ces cas, comme dans d'autres plus proches des dogmes néolibéraux (Nozick 1974; Fukuyama 1992), il s'agit de s'attarder surtout à faire la critique ou les éloges des moyens du néolibéralisme plutôt que de ses fins. Cependant, des auteurs tels que Macpherson (1962), Polanyi (1944) et Harvey (2005) s'intéressent aux finalités des discours ayant des liens directs de filiation théorique avec le discours néolibéral comme nous le verrons plus en détail. Ces auteurs s'intéressent à ces fins, qu'ils parviennent à identifier et à comprendre, en analysant entre autres l'interprétation de la valeur fondamentale véhiculée par les discours qu'ils étudient respectivement. Ces discours sont autant d'interprétation de la liberté.

Maintenant que nous avons présenté la justification éthique et scientifique de notre recherche, il convient d'en présenter les objectifs généraux et spécifiques.

#### **2.4. Objectifs de la recherche**

Nous venons d'établir ce qui nous amène à croire en la nécessité et la pertinence de revisiter la valeur fondamentale du modèle de développement néolibéral tel qu'il

prédomine, dans le champ conceptuel du développement des dernières décennies et qui y prédomine encore aujourd'hui. Définissons à présent l'objectif général de notre projet de recherche.

#### *2.4.1. Objectif général de la recherche*

Dans notre recherche nous avons comme objectif général de participer à une meilleure compréhension de l'influence ou de la contribution des valeurs sur la délimitation du « champ des possibles » du développement et en particulier, de la valeur liberté sur le développement actuel. Notre recherche vise plus particulièrement à mieux comprendre l'influence que la conception de la liberté issue du discours néolibéral peut avoir à divers niveaux.

Entre autres, nous avons comme objectif de questionner l'influence de cette conception sur l'adhésion à une telle liberté par les décideurs politiques et économiques ainsi que par les chercheurs ou autres acteurs du développement. Il sera aussi question de se pencher sur l'influence des conceptions néolibérales de la liberté sur la conceptualisation de modèles (local, régional, national, international ou mondial) de développement visant, ou non, des objectifs tels que la réduction de la pauvreté extrême dans le monde.

Nous nous demanderons si les valeurs, telle la valeur « liberté », ne constitueraient pas en elles-mêmes un obstacle à l'atteinte d'objectifs tels que la réduction des inégalités en général et de réduction de la pauvreté extrême en particulier. Il s'agira donc de questionner, à partir d'une analyse de textes influents, l'articulation entre la valeur liberté, le champ des

possibles et la réalisation du développement. Ainsi nous nous demanderons comment cette valeur peut exercer son pouvoir d'influence en délimitant ce que nous appellerons le « champ des possibles » du développement, c'est-à-dire les possibilités du développement effectif, soit-il communautaire, local, régional, national, international ou mondial.

#### *2.4.2. Objectifs spécifiques de la recherche*

Comme objectif spécifique de notre recherche, nous procéderons à l'analyse d'un corpus d'œuvres appartenant au courant idéologique qui se reconnaît grandement dans le libéralisme classique. C'est ce que nous appelons la pensée néolibérale. Le corpus d'œuvres « néolibérales » choisi sera composé des œuvres principales de Friedrich A. von Hayek et de Milton Friedman. Ces deux auteurs étant reconnus comme les penseurs les plus importants du discours néolibéral (Harvey 2005; Boas et Gans-Morse 2009). Plus spécifiquement, il s'agira de relever diverses interprétations de la liberté dans l'œuvre de Friedrich A. von Hayek et de Milton Friedman. Il s'agira en fait de montrer le lien qui existe entre l'instauration d'une valeur en tant que dogme, d'une définition du « champ des possibles » et d'une position éthique à l'égard de la lutte contre l'extrême pauvreté.

Si notre objectif est de nous intéresser au discours néolibéral et à la justification qu'il fait des inégalités sociales, il ne s'agira pas, dans notre recherche, de mesurer ou de quantifier la puissance relative du discours néolibéral face à d'autres discours dans le champ conceptuel du développement ou dans les structures et systèmes politiques et économiques où sont régis nos choix individuels et collectifs en matière de développement. Ainsi, nous ne tenterons pas de déterminer s'il constitue réellement la « pensée unique » du « Nouvel

ordre mondial », ou si la puissance de son influence est hégémonique ou dominante. Cette recherche part cependant du postulat que le discours néolibéral est prédominant. Dans cette recherche, nous n'avons pas comme objectif d'examiner un tel postulat. Il ne s'agira donc pas d'effectuer une démonstration exhaustive des mécanismes et processus qui peuvent conférer à une valeur influence et prédominance. Nous ne chercherons pas non plus à mesurer ou à dresser la liste de tous les facteurs pouvant potentiellement participer à délimiter ce que nous avons appelé le « champ des possibles » du développement, tels que : l'avancement technologique et ses limites, la raison d'État des gouvernements nationaux en général et des grandes puissances en particulier, la finitude des ressources de la planète ou encore l'impossibilité pour l'être humain de percevoir complètement le monde « réel ». Nous n'évaluerons pas non plus l'influence de l'Occident et de ses valeurs sur le reste du monde. Et ce, bien que tous ces sujets auraient pu donner lieu à des projets de recherche tout aussi intéressants qu'importants.

### 3. Cadre théorique

Selon François-Pierre Gingras et Catherine Côté, respectivement sociologue et politologue, « La recherche sociale, pour avoir valeur scientifique, doit s'inspirer d'une pensée cohérente, d'une façon de voir le réel qui préside à l'ensemble de la démarche entreprise » (Gingras et Côté 2006, p. 20). Le cadre théorique est cette façon de voir le réel. La présente recherche puise son cadre théorique, ou son ensemble cohérent et articulé de concepts et sa façon de voir le monde, auprès de trois sources principales, le politologue canadien C.B. Macpherson, l'économiste hongrois Karl Polanyi et les théories du discours. Plus spécifiquement, nous puisons inspiration, outils conceptuels et cadre conceptuel critique dans la théorie politique de l'individualisme possessif de Macpherson et dans la théorie de l'encastrement de Karl Polanyi. Nous partageons les perspectives de Macpherson et Polanyi, mais aussi leur façon de « lire » le monde et l'influence qu'ont eus divers discours issus de la tradition libérale sur ce dernier. Mais, ce n'est pas uniquement les conclusions auxquelles ils sont parvenus qui nous ont poussés à choisir leurs œuvres comme fondement du cadre de notre analyse, c'est aussi, et peut-être surtout, la méthode dont ils se sont servis dans leurs analyses respectives. Cette façon de voir le réel et de mettre en œuvre une approche cohérente s'est illustrée, pour Macpherson dans son analyse des penseurs du 17<sup>ième</sup> siècle à l'origine de la théorie libérale classique (principalement Thomas Hobbes et John Locke), et pour Polanyi, dans son analyse des penseurs du libéralisme classique des 18<sup>ième</sup> et 19<sup>ième</sup> siècles (avant tout Jeremy Bentham, Joseph Townsend, Thomas Robert

Malthus, Edmund Burke, Montesquieu, Adam Smith, David Ricardo, John Stuart Mill et Ludwig Von Mises).

Dans ce chapitre nous présentons trois contributions principales à notre cadre théorique. Premièrement, nous exposons quelques éléments théoriques que nous retenons dans l'œuvre de Macpherson. Ensuite, nous présenterons ce que nous retenons de Polanyi comme contribution théorique à notre recherche. Finalement, nous expliquons quels outils théoriques de l'analyse du discours contribuent au cadre théorique de cette recherche.

### **3.1. Théorie politique de l'individualisme possessif de Macpherson**

Le politologue canadien Crawford Brough Macpherson est réputé pour sa contribution à la philosophie politique. Il a écrit plusieurs ouvrages sur la pensée libérale et les fondements philosophiques de la démocratie. Selon Macpherson, la conception de la liberté à l'origine du libéralisme classique aurait été conditionnée par deux concepts centraux : l'individualisme et la propriété, ou encore la possession. L'analyse de Macpherson nous démontre que, de cette conception de la liberté, découleraient certaines prémisses de base sur lesquelles serait fondée la pensée libérale classique dont le néolibéralisme est un prolongement contemporain (Macpherson 1962, pp. 433-436).

Ainsi, d'après les auteurs analysés par Macpherson, c'est la liberté (la capacité d'un individu à ne pas dépendre de la volonté d'autrui) qui conférerait à l'être humain son humanité. Et bien qu'il puisse aliéner sa force de travail, l'individu serait essentiellement le propriétaire exclusif de sa propre personne et de ses capacités, pour lesquelles il ne devrait

rien à la société qui, étant constituée d'êtres humains libres (tels que définis plus haut), n'est dès lors que la somme d'une série de relations marchandes. La société politique aurait donc pour fonction essentielle de protéger la propriété exclusive que les individus ont de leur propre personne et de leurs biens, et ne serait ainsi qu'un dispositif pour maintenir des relations d'échange ordonnées entre ces individus.

Pour cette recherche, nous retenons principalement des apports théoriques de Macpherson la centralité de la valeur liberté, chez les penseurs libéraux, dans la réalisation contemporaine des individus, et les concepts d'individualisme et de possessivité comme étant au cœur de la conception libérale de la liberté.

### **3.2. Théorie de l'encastrement de Polanyi**

L'économiste et politologue austro-hongrois Karl Polanyi a certainement marqué l'histoire économique au vingtième siècle. Entre autres choses, on lui doit une histoire de l'économie entendue comme une histoire institutionnelle dans laquelle, le marché est envisagé comme une innovation sociale dont les bases sont politiques et idéologiques. Polanyi avance qu'avant l'avènement du libéralisme classique, les comportements et les motifs économiques de l'être humain avaient toujours découlé du contexte social dans lequel il vivait. Le système économique reposait alors sur les principes de la réciprocité, de la redistribution ou de l'autarcie, et était « encasté » (*embedded*) dans l'organisation sociale (Polanyi 1944, pp. 48-55). L'avènement du libéralisme classique et de son économie fondée sur le principe de l'échange aurait provoqué un renversement de la relation entre

économie et société : « au lieu que l'économie soit encastrée dans les relations sociales, les relations sociales sont encastrées dans le système économique »<sup>6</sup> (Ibid, p. 60). C'est ainsi que l'établissement du libre marché aurait entraîné la séparation institutionnelle des sphères politique et économique et la dislocation des relations sociales (Ibid, pp. 73-74).

Effectivement, en appliquant le principe de la liberté contractuelle, le libéralisme classique aurait eu pour effet d'éroder les formes de relations non-contractuelles (parenté, voisinage, métier, foi, etc.), qu'il considère comme des contraintes à la liberté individuelle puisqu'elles requièrent son allégeance, pour les remplacer par un nouveau type d'organisation sociale, atomisant et individualisant (Ibid, pp. 164-173). En résumé, l'avènement du libéralisme classique aurait conduit à la marchandisation de la société, via la marchandisation du travail et de la nature :

[L]e travail et la nature sont nul autre que les êtres humains eux-mêmes, dont est constituée la société, et l'environnement naturel dans lequel ils existent. Leur inclusion dans le marché veut dire de subordonner la substance de la société elle-même aux lois du marché. <sup>7</sup> (Ibid., p. 75)

Finalement, la libre entreprise et la propriété privée étant envisagées par les penseurs du libéralisme classique comme constituantes essentielles de la liberté, aucune société basée sur d'autres fondations ne mériterait d'être qualifiée de « libre » :

---

6 Notre traduction de : « instead of economy being embedded in social relations, social relations are embedded in the economic system. »

7 Notre traduction de : « labor and land are no other than the human beings themselves of which every society consists and the natural surroundings in which they exist. To include them in the market means to subordinate the substance of society itself to the laws of the market. »

Cela veut dire une pleine mesure de liberté pour ceux dont le revenu, les loisirs et la sécurité n'ont pas besoin d'être rehaussés, et une maigre pitance de liberté pour le peuple, qui peut en vain tenter de faire usage de ses droits démocratiques pour s'abriter du pouvoir des détenteurs de la propriété.<sup>8</sup> (Ibid., p. 265)

Pour cette recherche, nous retenons principalement des apports théoriques de Polanyi qu'un discours a la capacité de transformer les structures de la société, de délimiter les possibilités de son développement.

### **3.3. Théories du discours comme approche disciplinaire**

Si l'on peut penser que l'analyse du discours est une approche méthodologique qui se penche sur l'oralité et le texte afin d'y examiner quelques dimensions sociales, une telle analyse devrait peut-être avant tout être envisagée comme une discipline des sciences sociales et humaines qui dépasse les simples aspects méthodologiques pour proposer une théorie sociale. Dans notre mémoire, nous allons utiliser la notion de discours comme un élément d'analyse appartenant à une théorie des rapports sociaux. À cet effet, il est important de présenter ce que nous entendons par analyse du discours et quels aspects de cette discipline nous retenons.

---

<sup>8</sup> Notre traduction de : « This means the fullness of freedom for those whose income, leisure, and security need no enhancing, and a mere pittance of liberty for the people, who may in vain attempt to make use of their democratic rights to gain shelter from the power of the owners of property. »

### *3.3.1. Introduction à l'analyse du discours comme discipline*

Depuis les années 1960, l'on constate un intérêt croissant pour l'analyse du discours en sciences humaines et sociales. Des auteurs tels que Michel Foucault, Michaël Bakhtine, Pierre Bourdieu, Teun Van Dijk, Norman Fairclough, Michel Pêcheux, Aaron Cicourel, et Emanuel Schegloff ont contribué à ces débats. Certains y voient une idéologie scientifique, d'autres encore, une simple méthodologie. Mais, en sciences humaines et sociales, l'analyse du discours est à la fois une approche disciplinaire et une méthodologie. En fait, nous devrions dire que sous l'appellation analyse du discours se retrouvent diverses d'approches disciplinaires et de méthodologies qui ne sont pas toujours nécessairement compatibles.

Pour notre recherche nous avons adopté à la fois la perspective disciplinaire et méthodologique de l'analyse du discours. Nous retenons les quelques aspects théoriques de ce type d'analyse des idéologies que nous présentons ci-dessous. Nous reviendrons aux aspects méthodologiques dans la section consacrée aux données et à leur analyse (voir chapitre 6).

Dans notre recherche, nous mobilisons quelques-unes de ces conceptions ou définitions du discours relativement différentes. Parmi les auteurs associés à l'analyse du discours à partir de textes idéologiques, nous avons en particulier retenu les outils théoriques développés par Quentin Skinner. C'est, entre autres, dans l'analyse de textes de philosophie politique classique et moderne que Skinner s'est illustré (Skinner 1996).

À l'instar de Skinner, nous envisageons les discours comme étant caractérisés « par une énonciation supposant un locuteur et un auditeur, et par la volonté du locuteur d'influencer son interlocuteur » (Sarfati 2007, p. 14). Plus précisément, nous envisageons les discours comme des actes politiques ayant comme l'intention d'amener leurs interlocuteurs à adhérer aux valeurs qu'ils portent et qu'ils prescrivent. Dans cette optique, nous concevons ces discours comme des moyens visant une finalité politique précise. Cette finalité est de convaincre leurs interlocuteurs de la désirabilité des mondes, des avenir potentiels que les valeurs qu'ils véhiculent permettent ou rendent possibles. Nous postulons que c'est particulièrement vrai dans les discours de type idéologique, tel que le discours néolibéral.

Nous concevons également ces discours idéologiques comme ayant, de par leur force de conviction, la capacité de légitimer la délimitation du « champ des possibles » et par effet miroir, de ce qui est impossible. Nous tâcherons de montrer comment ces discours élargissent ou limitent l'éventail de nos choix, contraignent ou accroissent non seulement notre capacité collective de réduire ou d'éradiquer la pauvreté extrême dans le monde, mais contraignent ou accroissent également une certaine conformité des modes de pensée, des possibilités individuelles de rêver, d'imaginer un monde et un avenir meilleurs (Petrella 2007).

Finalement, nous percevons ces discours comme des actes politiques ayant pour finalité principale de nous faire souhaiter ce monde qu'ils nous proposent, et ce particulièrement en nous amenant à considérer comme nôtres ces valeurs centrales ou fondamentales qu'ils diffusent et entendent transmettre, et desquelles découlent souvent tantôt leurs conceptions

de l'être humain, de la nature, de la société, tantôt leurs conceptions de la culture, du politique, de l'économie, ou même de la valeur et du sens de la vie humaine (Fairclough et Fairclough 2012).

Si pour Gingras et Côté « les phénomènes humains impliquent des valeurs, des buts, des motivations, des choix » (Gingras et Côté 2003, p. 38), pour Skinner tout discours découle d'une intention car chaque énoncé constituant un discours, tout comme chaque action qu'on pourrait poser, présuppose l'intention de l'avoir énoncé ou de l'avoir posée (Skinner dans Tully 1988, p. 61). C'est ainsi que pour Skinner, « la parole est aussi une action », et « les mots sont aussi des actes » (Skinner dans Tully 1988, p. 260)<sup>9</sup>, et c'est de cette manière qu'il en arrive finalement à dire que tout discours, et les textes participant à le constituer, devraient être envisagés en tant que « Text-as-Action », ou comme le dirait Bardin, en tant que « paroles en acte » (Bardin 1993, p. 224).

Dans cette perspective, si les discours sont des performances, des actions, des actes politiques ayant pour intention de persuader un auditoire donné dans un contexte donné, Skinner ajoute que pour que l'intention qui a motivé leur énonciation puisse se traduire dans la réalité, ces discours doivent tout d'abord parvenir à se légitimer à l'aide des valeurs qu'ils portent, à défaut de quoi les fins qu'ils visent ne pourront jamais advenir. C'est ainsi que s'il est vrai que toute valeur concourant à la légitimation des fins d'un discours doit être considérée non seulement comme une fin en soi mais également comme un moyen

---

9 Notre traduction de : « Speech is also action », « Words are also deeds ».

essentiel et nécessaire à la légitimation et à l'avènement de ces fins (Skinner dans Tully 1988, p. 117), il est également vrai que « L'intention qui se trouve derrière la manifestation d'une valeur confère à celle-ci sa vraie signification » (Rezsóhazy 2006, p. 45). En résumé, et comme nous le verrons ci-dessous avec Boudon, pour effectuer sa propre légitimation et pour participer à l'avènement des fins qu'il vise, un discours doit avoir la puissance nécessaire pour convaincre, et il doit le faire en s'appuyant sur les valeurs qui le fonde et qu'il entend transmettre. C'est précisément ce qu'ont réussi à accomplir les tenants du discours néolibéral comme nous le dit Harvey en faisant au passage allusion à Friedrich von Hayek et Milton Friedman :

Pour que n'importe quelle façon de penser devienne dominante, un appareillage conceptuel doit être promu en faisant appel à nos intuitions et nos instincts, à nos valeurs et nos désirs, tout comme aux possibilités inhérentes dans le monde social que nous habitons. En cas de succès, cet appareillage conceptuel devient tellement enraciné dans le sens commun qu'il en vient à être pris pour acquis et hors de portée d'une remise en question. Les fondateurs de la pensée néolibérale voyaient les idéaux politiques de dignité humaine et de liberté individuelle comme fondamentaux, comme 'les valeurs centrales de la civilisation'. Ce faisant, ils ont choisis sagement, car ces derniers sont en effet des idéaux puissants et séduisants. (Harvey 2005, p. 5)<sup>10</sup>

### 3.3.2. *Les discours comme arme idéologique*

De cette vision du discours, découle une manière d'envisager la production d'idées et de textes comme lieu de lutte sociale. Le discours est envisagé alors comme porteur

---

<sup>10</sup> Notre traduction de : « For any way of thought to become dominant, a conceptual apparatus has to be advanced that appeals to our intuitions and instincts, to our values and our desires, as well as to the possibilities inherent in the social world we inhabit. If successful, this conceptual apparatus becomes so embedded in common sense as to be taken for granted and not open to question. The founding figures of neoliberal thought took political ideals of human dignity and individual freedom as fundamental, as 'the central values of civilization'. In so doing, they chose wisely, for these are indeed compelling and seductive ideals. »

d'idéologie, voire même comme arme politique au service des idéologies. L'histoire nous démontre que de par leur nature, les antagonismes politiques tendent à s'exprimer par la violence, parce qu'ils concernent des questions fondamentales. Cependant, à l'instar du politologue français Maurice Duverger, on peut définir la politique comme un effort constant pour éliminer la violence physique, pour donner aux antagonismes sociaux et individuels d'autres moyens d'expression, moins rudes, moins brutaux, moins sanglants (Duverger 1964, p. 276). Le discours serait ainsi une arme idéologique, qui compte potentiellement parmi ces « autres moyens d'expression » dont nous parle Duverger, tout dépendant des finalités qu'il vise. Nous voyons donc dans le discours des moyens qui, s'ils sont souvent complémentaires à la force des armes dans leur incarnation de ces « antagonismes politiques qui tendent à s'exprimer par la violence » (Duverger 1964, p. 276), n'en restent pas moins des alternatives potentielles dans bien des cas<sup>11</sup>. À ce sujet, Clausewitz nous disait en 1831 que « La guerre est une simple continuation de la politique par d'autres moyens. [...] Car l'intention politique est la fin et la guerre le moyen, et l'on ne peut concevoir le moyen indépendamment de la fin » (Clausewitz 1831 dans Chaliand 1990, p. 829). Mais si les discours idéologiques, tout comme la guerre, sont les instruments

---

<sup>11</sup> Cela dit, nous partons du constat que ces discours peuvent potentiellement avoir des conséquences aussi graves que la violence physique qu'ils tendent à remplacer. En ce sens, ils peuvent tout autant être porteurs de violence. En considérant l'état actuel du développement de notre monde et des inégalités et des injustices qui y sévissent, en considérant les très nombreuses pertes en vie humaines occasionnées par la pauvreté extrême dans un contexte de relative abondance de ressources matérielles et financières à l'échelle mondiale, et en considérant finalement la souffrance, la détresse, le désespoir et l'indignité qui affligent ceux qui survivent en dépit de ces maux, peut-on vraiment dire que la contribution de ces discours à la délimitation des possibilités du développement est toujours « moins rude », « moins brutale » ou « moins sanglante » que la violence physique?

de l'intention politique, s'ils sont en quelque sorte « d'autres moyens » d'atteindre une fin, la guerre diffère de ces discours en ceci que contrairement à eux, elle ne porte pas en elle les fins qu'elle poursuit en tant que moyen. Voilà pourquoi, plus encore que dans le cas de la guerre, dans le cas des discours tels que le discours néolibéral, « l'on ne peut concevoir le moyen indépendamment de la fin ». C'est du moins ce que nous croyons, et c'est dans ce sens que pointent les résultats de l'analyse que fait Charles Taylor de la méthode de Quentin Skinner.

Effectivement, Taylor nous dit que dans le cas, par exemple, d'une œuvre de théorie politique, nous devrions comprendre le contexte dans lequel cette œuvre a été écrite, et dont Skinner nous souligne l'importance comme nous l'avons vu, en tant que langage du politique, langage qui serait constitutif d'un certain mode de vie politique, qui participerait à la définition de ce qui est acceptable, du bien et du mal (ajoutons du possible et de l'impossible), etc. Il suggère donc l'expression « contexte idéologique » ou simplement « idéologie » pour référer au contexte tel que décrit par Skinner, et poursuit en disant que la notion de « Text-as-Action » de ce dernier devrait non seulement être comprise comme faisant partie de ce contexte idéologique, mais également comme étant en relation avec lui. L'intention d'un auteur serait de renforcer ou de transformer ce contexte, d'affaiblir les discours rivaux, de préserver intacts certains éléments de son propre discours qui seraient sous attaque par ces derniers (Taylor dans Tully 1988, p. 219). Conséquemment, Taylor ajoute que dans ce contexte :

Les batailles politiques de l'Histoire, qui de temps à autre deviennent conflit militaire comme Clausewitz nous le rappelle, sont également des batailles pour les 'cœurs et les

esprits' de ceux qui sont en mesure d'affecter le résultat. Dans ce contexte, les textes de théorie politique sont des armes. La plume devient épée, et en effet, une arme très puissante... (Taylor dans Tully 1988, p. 219)<sup>12</sup>

Ces discours se font armes idéologiques du moment où nous considérons le contexte de leur élocution comme un contexte de lutte, et leur intention comme étant d'acquérir, face à la résistance des discours qui leurs sont opposés et contre lesquels ils « combattent », la prédominance et la puissance nécessaire pour effectuer la délimitation du possible et de l'impossible, du désirable et de l'idéal.

Nous envisageons les discours idéologiques tels que le discours néolibéral comme des actes politiques ou une série d'actes politiques, comme une arme idéologique, utilisée afin de convaincre et de vaincre. Ces armes idéologiques s'inscrivent dans un contexte de luttes idéologiques ayant pour fin la préservation, le renforcement ou la transformation de la délimitation de notre perception de la réalité sociale. Cette réalité sociale est représentée tant dans ses dimensions politique, économique, sociale, que culturelle. Cette réalité représentée dans les discours idéologiques a pour « champ de bataille » non seulement le champ conceptuel du développement et les structures et les systèmes politiques et économiques qui régissent nos comportements individuels et collectifs, mais également le développement effectif du monde, de ses régions, et de ses communautés. Car en effet, ces discours ont pour finalité ultime, comme nous l'avons vu précédemment, la transformation

---

12 Notre traduction de : « Political battles in history, which from time to time tip over into military conflict as Clausewitz reminds us, are also always battles for the 'hearts and minds' of those who can affect the outcome. In this latter theatre, the texts of political theory are weapons. The pen becomes a sword, and indeed, a very powerful one... »

de la réalité sociale d'une manière qui s'approche toujours davantage de la vision du monde et de l'avenir qu'ils désirent voir advenir et qui découle des valeurs qu'ils portent.

En d'autres mots, les discours idéologiques tels que le discours néolibéral peuvent être envisagés comme des armes idéologiques participant aux batailles politiques de leur époque, leur puissance étant mesurée à l'aune de leurs contributions aux résultats de ces luttes. Et si les champs de bataille où se livrent ces luttes sont les cœurs et les esprits des êtres humains, leur enjeu ultime est la détermination des possibilités de leur avenir.

En résumé, nous retenons de l'analyse du discours comme approche disciplinaire que si la finalité visée par les tenants de discours de type idéologique est d'engendrer une transformation sociale et de maintenir les changements déjà opérés, il faut envisager ces discours comme comptant indubitablement parmi les plus puissants moyens à leur disposition afin d'atteindre cette transformation. Les discours facilitent ou créent le consentement, rendent possible notre adhésion aux valeurs qu'ils portent et aux visions du monde et de l'avenir qu'ils nous proposent et qu'ils désirent. Pour paraphraser le sociologue français Raymond Boudon, la conviction est dépendante de la force de l'idéologie qui la fonde (Boudon 1995, p. 41). C'est ce qui explique que sans la puissance de ces actes politiques, sans la capacité de ces discours à nous convaincre, ces mondes et ces avenir ne pourraient jamais exister ou advenir, sauf peut-être par la contrainte physique. Ainsi, l'analyse du discours comme discipline envisage son objet, le discours, comme un véhicule qui porte, dans le but de la transmettre pour convaincre, une idéologie au sein de laquelle des valeurs sont organisées hiérarchiquement en système autour de

valeurs centrales et structurantes, de valeurs fondamentales, et dans le discours néolibéral, autour d'une certaine conception de la liberté.

### **3.4. Conclusion du chapitre**

Des théories de C.B. Macpherson et de Karl Polanyi à propos du libéralisme, cette recherche retient la centralité des conceptions de la liberté comme facteur déterminant l'ensemble des idées et de l'organisation de la société. Ainsi, les théories de Macpherson et Polanyi nous offrent une vision cohérente qui explique les liens entre les idées et la transformation du monde. Elles inspirent notre démarche de recherche en ceci que ces théories ont pour point de départ la prémisse, que nous partageons, selon laquelle les conceptions du politique, de l'économique, de l'être humain, de la société que portent et véhiculent les auteurs libéraux étudiés, découlent, émergent ou encore sont induits par leur interprétation du concept de liberté. Ce concept est envisagé comme valeur fondamentale de leurs discours.

Des théories de Macpherson et de Polanyi, cette recherche retient également comment une analyse du discours peut parvenir à faire ressortir un ensemble de valeurs, des conceptions de l'être humain, de la nature, de la société qui découlent d'une conception de la liberté. Des théories du discours, cette recherche retient que les idées, telles que présentées dans le texte et dans l'oralité, sont parfois des armes ayant pour champ de bataille nos esprits. Elles sont des performances visant à convaincre. Ainsi, il faut envisager les discours dans leurs rapports avec leurs conséquences matérielles, telles les exclusions et les inégalités sociales.

## **4. Cadre conceptuel**

Un cadre conceptuel est un ensemble d'idées et une manière d'organiser la pensée. Un cadre conceptuel, c'est aussi un outil pour la recherche qui assiste le chercheur dans ses découvertes et qui contribue à établir des liens entre la littérature existante et les objectifs de la recherche. En conséquence de quoi, le cadre conceptuel oriente la problématique et les questions de recherche. Les principaux concepts que nous avons retenus pour notre analyse sont les valeurs, le champ des possibles et le néolibéralisme. Ces conceptions découlent de notre cadre théorique. Ils sont autant d'éléments qui permettent d'opérationnaliser notre recherche à partir des outils théoriques présentés dans le chapitre précédent.

### **4.1. Valeurs**

Une valeur est une conception du désirable qui implique « la mise en œuvre d'une aspiration et d'une représentation » (Hermet et al. 2001, p. 308). Délimitant le beau, le bien ou le vrai, le désir renvoyant à des idées ou à des idéaux (Resweber 1992, p. 5), les valeurs, lorsqu'elles sont partagées à l'intérieur d'une communauté sociale, contribuent au maintien et à la régulation de la société en fondant « la légitimité de l'ordre social, la validité des lois et la pratique du contrôle social » (Rezsohazy 2006, p. 12). Sans valeurs communes, aucune coexistence n'est possible entre les êtres humains (Ibid, p. 31). Effectivement, et malgré que l'angle par lequel ils envisagent les valeurs diffère parfois, les sociologues classiques tels que Max Weber et Émile Durkheim, chez qui la notion de valeurs revient fréquemment, s'entendent pour dire que « l'unité sociale est assurée par les valeurs inculquées aux

individus, et finalement partagées et assimilées par eux » (Boudon et Bourricaud 1986, p. 663).

Dans ses travaux, le sociologue Émile Durkheim met l'accent sur l'adhésion à des valeurs communes comme source de cohésion sociale et d'intégration sociale des individus, une société pouvant dans cette optique être perçue comme une population dotée de valeurs partagées permettant éventuellement l'acceptation de contraintes par ses membres (Durkheim 1893). Max Weber, de son côté, aborde la question des valeurs en insistant davantage sur le fait que les décisions et les actions des individus ne procèdent pas seulement d'une rationalité instrumentale, par rapport à un but, à des intérêts, etc., mais également et très souvent d'une rationalité axiologique, c'est-à-dire par référence à des valeurs (Weber 1971 [1921]). Ainsi, le sens que l'individu donne à ses actions découle de valeurs multiples parmi lesquelles il a en quelque sorte effectué un choix, une priorisation.

Pour notre recherche, nous définirons la valeur tout autant à la lumière de la notion wébérienne de « choix » qu'à la lumière de la notion durkheimienne de « contrainte ». Nous nous intéresserons donc aux choix raisonnés et rationnels de Weber, en explorant la capacité des discours à nous convaincre, à susciter notre adhésion aux valeurs qu'ils portent et qu'ils prescrivent. Mais nous nous intéresserons également au pouvoir contraignant des discours, tel qu'envisagé par Durkheim, puisque nous envisageons que ces discours, une fois qu'ils ont triomphé dans l'arène sociale, ont la capacité de contribuer à la délimitation du souhaitable, du désirable, et de l'idéal; à la démarcation du possible et de l'impossible,

et en ce qui nous concerne plus particulièrement ici, soit la délimitation des possibilités en matière de développement.

C'est ainsi qu'à l'instar du sociologue français Raymond Boudon, réputé pour sa position dite de l'individualisme méthodologique, nous envisageons les valeurs comme des phénomènes, observables dans toutes sociétés et variables d'un système social à l'autre ainsi que d'un groupe d'agents sociaux à l'autre, et dont le caractère normatif agit lorsqu'elles sont tenues pour vraies par les acteurs sociaux (Boudon et Bourricaud 1986, p. 296). Nous envisageons également les valeurs comme des faits constitutifs de la réalité. Ainsi, nous les concevons comme participant à la fois à « ce qui est » et à « ce qui devrait être ».

Dans le but d'établir un lien entre « choix » wébériens et « contraintes » durkheimiennes, il est cependant nécessaire de distinguer normes et valeurs. Normes et valeurs appartiennent toutes deux « à un même monde, lequel est jugé tantôt sous l'aspect culturel des significations qui structurent et limitent les intellections, tantôt sous l'aspect social de normes qui orientent et régulent les interactions » (Ferry 1998, p. 145). Le philosophe français Jean-Marc Ferry définit ainsi les valeurs:

[Elles] ont à la fois le statut de limites axiologico-sémantiques définissant une certaine compréhension du monde (ce qui correspond au concept herméneutique de monde culturel) et la fonction de normes éthico-juridiques régulant les interactions sociales à l'intérieur de la communauté où cette compréhension est partagée (ce qui correspond au concept interactionniste de monde social). (Idem)

Abondant dans le même sens que Ferry, les sociologues Boudon et Bourricaud nous expliquent que les normes seraient des manières socialement définies et sanctionnées de

faire, d'être ou de penser, tandis que les valeurs orienteraient les actions, les comportements des individus, en leur fournissant un ensemble de références idéales et symboliques (Boudon et Bourricaud 1986, p. 417).

Dans ce contexte, toute action individuelle ou collective impliquerait l'adhésion à des propositions normatives, c'est-à-dire à des valeurs et/ou à des normes. Nos comportements individuels et collectifs peuvent résulter de l'existence d'un système de contraintes sociales, où la menace de sanctions peut influencer le choix de l'action dans une direction plutôt que dans une autre (normes). Mais les comportements humains résultent également de croyances (valeurs) qui seraient vécues en termes de choix, de préférences, et qui, au-delà d'une contribution à la détermination des finalités de l'action, interviendraient également au niveau de la recherche des moyens. Car dès que les finalités atteignent un certain niveau de complexité (comme, par exemple, dans le cas du développement), l'évaluation des moyens nécessaires est généralement le produit ou l'effet non seulement d'une évaluation rationnelle de type instrumentale (par exemple, dans le cas de l'analyse coûts/bénéfices fondée sur l'intérêt), mais également de choix, de préférences en termes de valeurs (Boudon et Bourricaud 1986, pp. 297-298).

C'est ainsi que si la conformité des individus aux normes peut être partiellement expliquée par leur consentement à l'existence de ces dernières ou encore par la crainte de sanctions, la légitimité de ces normes doit être comprise comme découlant de valeurs partagées (ou de la reconnaissance, par les membres d'une société, du fait que ces valeurs soient partagées) qui

définissent l'idéal collectif en délimitant « le domaine de ce qui est désirable », et en s'imposant « comme modèle ou comme projet d'action collective » (Idem).

En résumé, pour notre recherche, nous retiendrons que c'est au travers des normes qu'elles induisent, que les valeurs et cet idéal collectif qu'elles projettent exercent une contrainte sur la conduite des membres d'une société et concourent à la conformité de leurs actions, de leurs comportements, et même de leurs pensées dans une certaine mesure, et c'est ainsi que les valeurs et les normes qui découlent d'elles contribuent, en définissant l'idéal et le désirable, à délimiter les représentations que nous pourrions nous faire du possible et de l'impossible.

#### **4.2. Le champ des possibles**

Dans le cadre de ce mémoire, nous concevons le « champ des possibles » comme un « espace » théorique où des actions peuvent être entreprises, où des fins peuvent être poursuivies et où des moyens peuvent être déployés. Et ce, en autant que ces actions, fins et moyens ne contreviennent pas aux impératifs découlant de la ou des valeurs fondamentales du discours ayant contribué à sa délimitation. Ainsi, un champ des possibles limite les moyens et les finalités, c'est une délimitation du monde envisageable et réalisable. Pour l'anthropologue François Masnata, le champ des possibles est une définition de la réalité. Le champ des possibles « assigne les individus à certaines places, oriente et conditionne les pratiques, limite donc les possibles tout en assurant à l'ensemble société une relative cohésion » (Masnata 1990, p. 85). Il rajoute que le champ des possibles, comme définition

de la réalité, « fixe le lieu [...] à partir duquel la société organise centralement sa réalité » et que cette définition « assure du même coup la légitimité de ceux, qui placés dans ce lieu, contribuent ‘au nom de’ la société à la production de cette organisation » (Idem). Pour le sociologue Pierre Bourdieu (Bourdieu et Passeron 1964), le champ des possibles est une réduction des possibilités de se réaliser qui s’impose aux individus. Cette limitation est une production sociale, mais elle est envisagée comme un ordre naturel des choses internalisé par les individus. Elle permet la reproduction sociale. Pour l’épistémologue Thomas Kuhn (1983), le paradigme, comme entreprise collective et idéologique, est aussi une délimitation du champ des possibles en ce sens qu’il limite la manière d’envisager les solutions aux problèmes et donne un cadre au caractère souhaitable de ces solutions. En ce sens, des actions, une finalité, et les moyens pour l’atteindre qui contreviendraient à ces impératifs, qui se trouverait « hors » du champ des possibles qu’ils délimitent, seraient ainsi non envisageables, non souhaitables et même, théoriquement impossibles à atteindre.

Dans le cas d’un modèle de développement issu d’un discours conceptuellement et structurellement prédominant, dominant, ou hégémonique, la délimitation du champ des possibles du développement cesse d’être théorique pour devenir « réelle » ou effective. Ainsi, la poursuite d’une finalité qui contreviendrait aux impératifs découlant de la ou des valeurs fondamentales de ce discours, deviendrait non plus théoriquement, mais effectivement impossible à atteindre, ou du moins rencontrerait d’immenses obstacles tant en terme, par exemple, de légitimité dans le champ conceptuel du développement, que de volonté des acteurs dans les systèmes et structures politiques et économiques du monde, soient-ils communautaires, locaux, régionaux, nationaux, internationaux ou mondiaux.

Le champ des possibles est délimité entre autres par les valeurs telles que nous les avons définies dans la section précédente. D'autres facteurs contribuent à délimiter l'ensemble des éléments qui donnent forme à l'action humaine et qui limitent la possibilité de sa réalisation tels que : l'avancement technologique et ses limites, la raison d'État des gouvernements nationaux en général et des grandes puissances en particulier, la finitude des ressources de la planète ou encore l'impossibilité pour l'être humain de percevoir complètement le monde « réel ». Les valeurs sont un facteur prépondérant. Elles servent de fondement à la détermination des fins et des moyens proposés du développement. Les valeurs qui fondent ou délimitent le champ des possibles sont véhiculées par des discours qui se donnent pour objectif soit de transformer la direction dans laquelle s'engagent les efforts et les réflexions en matière de développement, soit d'en légitimer et d'en perfectionner le statu quo.

Ainsi, un discours prédominant est un discours qui par les valeurs qu'il porte et qui le fondent, par sa « victoire » sur les discours avec lesquels il est en lutte, a acquis un grand pouvoir d'influence sur la délimitation du champ des possibles. Son influence effective, c'est à dire sur la réalité du monde et des êtres humains qui y évoluent, sur le développement en ce qui nous concerne plus spécifiquement dans le présent mémoire, est d'une certaine manière proportionnelle à son influence dans le champ conceptuel du développement, ainsi que dans les structures et les systèmes politiques et économique qui régissent et encadrent nos comportements individuels et collectifs. Ou comme le déclare le philosophe Charles Taylor : l'influence effective est proportionnelle à l'influence du discours « sur ceux qui comptent », sur ceux qui ont du pouvoir, soit-il politique, économique, scientifique, ou autre (Taylor dans Tully 1988, 219).

Finalement, le champ des possibles est le résultat de ces luttes à un moment donné, et il sera appelé à être continuellement transformé au gré de l'influence relative et mouvante que ces discours sauront avoir sur leurs interlocuteurs, que ces discours soient nouveaux ou anciens, ascendants ou déclinants, ou prédominants comme nous postulons que l'est le discours néolibéral à notre époque.

En résumé, pour notre recherche, nous retiendrons que le champ des possibles est l'espace, limité par l'idéologie, à l'intérieur duquel sont pensés les objectifs et les moyens du développement.

### **4.3. Néolibéralisme**

Le concept de néolibéralisme fait référence à un courant théorique qui s'exprime principalement à la rencontre des domaines politique et économique. Ce courant théorique et idéologique s'est particulièrement illustré depuis les années 1980 dans le domaine de l'action publique, de la théorie de l'État et du développement international (Harvey 2005). Prédominant, il est devenu, en quelque sorte, la voie du « bon sens » dans la gestion des affaires publiques lors d'une période durant laquelle plusieurs crises monétaires, politiques et gouvernementales ont permis à cette idéologie, présentée alors comme une simple pratique de gestion des affaires publiques, de s'imposer. Ainsi, ajustements structurels dans les pays du Tiers-Monde, démantèlement plus ou moins prononcé de l'État providence des pays développés, privatisation des entreprises publiques, allègements fiscaux bénéficiant principalement aux couches les plus riches de la population, libéralisation du commerce à

l'échelle internationale, dérèglementations des marchés, financiarisation de l'économie, accroissement des inégalités et affaiblissement des solidarités économiques nationales, etc., etc. : toutes ces mesures découlant directement des théories néolibérales et de l'influence de leurs adhérents ont ceci de commun qu'elles visent, en rupture avec les trente glorieuses, à établir ce qui est communément appelé l'État minimal, au profit d'une toujours plus grande liberté des acteurs économiques et des marchés, d'une toujours plus grande liberté économique des individus.

La pensée néolibérale, dont certains des auteurs les plus importants sont les économistes Milton Friedman et Friedrich von Hayek que nous présenterons plus de détails lors de l'introduction à notre corpus d'analyse, est à la fois en rupture et en continuité avec les penseurs libéraux des 18<sup>ème</sup> et 19<sup>ème</sup> siècles dont John Stuart Mill, Adam Smith et John Locke sont quelques-uns des auteurs que l'histoire a retenus. Le néolibéralisme, qui se présente souvent, non pas comme une vision idéologique, mais bien plutôt comme la seule manière raisonnable et efficace de gérer les affaires publiques et le « commerce des choses », met l'emphase sur l'individualisme et le droit de propriété, sur le marché comme le seul véritable levier de prospérité et de gestion collective des intérêts personnels. Comme l'indique Milton Friedman:

Les arrangements économiques jouent un double rôle dans la promotion d'une société libre. D'un côté, la liberté dans les arrangements économiques est elle-même une composante de la liberté au sens large, ce qui fait que la liberté économique est une fin en soi. En deuxième lieu, la liberté économique est également un moyen indispensable vers l'avènement de la liberté politique. [...] La sorte d'organisation économique qui procure directement la liberté

économique, c'est-à-dire le capitalisme compétitif, promeut également la liberté politique parce qu'elle sépare le pouvoir économique du pouvoir politique, et de cette façon permet à l'un de contrecarrer l'autre. (Friedman 2002 [1962], pp. 8-9)<sup>13</sup>

Ce que Friedman avance ici, n'est en rien différent de ce que Karl Polanyi avance à propos des conceptions du libéralisme classique. En effet, Friedman insiste sur la nécessité de séparer les pouvoirs politique et économique pour garantir la liberté économique et politique des individus. Polanyi dirait que ce « désencastrement » de l'économique du politique, que cette marchandisation des relations sociales par le biais d'une séparation institutionnelle des sphères politique et économique qui découle de l'instauration du libre marché, est importante pour la pensée néolibérale car elle protégerait la liberté économique individuelle, à la fois une fin en soi pour les néolibéraux, et un moyen de parvenir à la liberté politique individuelle qui serait autrement contrainte par une volonté collective incarnée dans l'État.

À titre d'exemple supplémentaire des liens entre la pensée libérale et la pensée néolibérale, notons la filiation directe entre cet extrait du classique de Friedrich von Hayek « La route de la servitude », publié en 1944, et les conclusions de Macpherson que nous avons vues plus haut quant à une conception libérale de l'être humain comme propriétaire exclusif de sa propre personne, de ses capacités et de ses biens :

---

13 Notre traduction de : « Economic arrangements play a dual role in the promotion of a free society. On the one hand, freedom in economic arrangements is itself a component of freedom broadly understood, so economic freedom is an end in itself. In the second place, economic freedom is also an indispensable means toward the achievement of political freedom. [...] The kind of economic organization that provides economic freedom directly, namely, competitive capitalism, also promotes political freedom because it separates economic power from political power and in this way enables the one to offset the other. »

La liberté économique ne peut figurer comme condition préalable de toutes les autres libertés si elle doit signifier la libération de tout souci économique, promise par les socialistes, puisqu'on ne pourrait l'atteindre qu'en privant l'individu et de la nécessité et de la capacité du choix. [...] Dans la société de concurrence le pauvre a beaucoup moins de possibilités que le riche, c'est entendu. Il n'en est pas moins vrai que dans cette société le pauvre est quand même plus libre qu'une personne disposant d'un plus grand bien-être matériel dans un autre genre de société. (Hayek 2005, pp. 76-77)

Au-delà de certaines ruptures entre les époques de la pensée libérale, la parenté évidente entre ces discours libéraux des 17<sup>ème</sup> (origines du libéralisme étudiées par Macpherson), 18<sup>ème</sup> et 19<sup>ème</sup> (libéralisme classique étudié par Polanyi) et finalement 20<sup>ème</sup> et 21<sup>ème</sup> siècles (étudiés dans le cadre du présent projet de recherche) illustre bien en quoi le néolibéralisme n'est pas qu'un phénomène temporaire appartenant uniquement à notre époque, mais bien la manifestation nouvelle d'un courant d'idée aux racines profondes, qui, depuis plusieurs siècles lutte pour acquérir la capacité de définir les conceptions non seulement du juste équilibre entre pouvoirs économiques et politiques, mais également de la nature de l'Homme, de ses relations sociales, et de sa place dans l'environnement naturel dans lequel il évolue.

Il aurait été fort intéressant de se pencher davantage sur les points de rupture entre la pensée néolibérale et les diverses expressions de la pensée libérale des siècles passé. Il aurait également été intéressant de remonter à la source des réflexions sur la liberté individuelle, comme par exemple le *sola fides* de Luther et le libre arbitre d'Érasme, pour ne citer que ces derniers; ou encore d'explorer les racines d'une certaine réflexion sur les dimensions économiques de la liberté individuelle avec des auteurs tels que Max Weber, et autres. Mais tels ne sont pas les objectifs du présent mémoire, qui se concentre principalement sur le

rôle des valeurs néolibérales dans la délimitation du champ des possibles en matière de développement en général et de réduction de la pauvreté extrême en particulier.

Pour cette recherche, nous retenons donc du concept de néolibéralisme que c'est une idéologie qui envisage le marché comme le meilleur moyen de médiation entre le privé et le public ainsi que l'individuel et le collectif. Ainsi, le marché permettrait, plus efficacement que tout autre système, la prospérité et la redistribution de richesse, et surtout la préservation de la liberté individuelle. À ce titre, cette idéologie envisage toute limitation imposée au marché comme un potentiel frein à cet outil de médiation et de prospérité, et une atteinte aux possibilités des individus de vivre leur vie en fonction de leurs propres idées et valeurs. En résumé, pour Hayek comme pour Friedman, l'essentiel est que l'État se borne à favoriser la liberté économique des individus et le bon fonctionnement des marchés, tout en assurant la protection de leur vie et de leur propriété privée.

#### **4.4. Conclusion du chapitre**

En conclusion, nous retenons pour notre cadre conceptuel trois éléments qui seront articulés dans notre recherche et qui donneront forme à nos questionnements. Ces concepts de « valeurs », de « champ des possibles » et de « néolibéralisme » seront appliqués lors de notre lecture des textes de Hayek et Friedman.

## 5. Hypothèse et question de recherche

Maintenant que nous avons défini notre cadre théorique grâce aux apports de C.B. Macpherson, de Karl Polanyi et des théories du discours et que nous avons défini les concepts de « valeurs », du « champ des possibles » et du « néolibéralisme » qui constituent notre cadre conceptuel, nous devons formuler notre hypothèse de travail et proposer la question qui en découle. Bien que le choix de constituer notre cadre théorique en nous inspirant des œuvres de Macpherson, de Polanyi et de l'analyse du discours témoigne en quelque sorte d'un positionnement épistémologique critique, il n'en reste pas moins que le choix du discours néolibéral comme objet de recherche principal n'est qu'un moyen de parvenir, via une généralisation des résultats de la présente recherche, à une meilleure compréhension de l'influence des valeurs, et des discours qui les portent, sur la délimitation du champ des possibles du développement.

Cet objectif requière la plus grande rupture épistémologique possible en raison de la rencontre des valeurs qui font l'objet du présent projet de recherche, des valeurs véhiculées par toutes les œuvres théoriques et même méthodologiques qui y contribueront, et enfin des valeurs personnelles du chercheur qui devront rigoureusement et constamment être mises de côté pour que ce projet de recherche puisse porter des fruits crédibles, vérifiables et reproductibles. En d'autres mots, ce projet de recherche se veut une étude, et non un « jugement de valeur ».

Comme nous l'avons indiqué plus haut, nous concevons les valeurs comme fondement de l'idéologie. À cet effet, les valeurs sont les clefs de compréhension d'une idéologie, d'un système de valeurs dans son ensemble en en constituant d'une certaine façon le « noyau dur » (Boudon et Bourricaud 1986, p. 668). Dans cette perspective, il nous semble nécessaire et incontournable de choisir la conception de la liberté issue du discours néolibéral comme point de départ d'une réflexion qui se donne d'une part pour objectif spécifique de comprendre les contributions de ce discours à la délimitation des possibilités en matière de réduction de la pauvreté extrême dans le monde, et d'autre part de comprendre plus généralement les conséquences de ces contributions sur notre présent et sur notre avenir, sur les choix à notre disposition en matière de développement.

### **5.1. Hypothèse de recherche**

Notre projet de recherche partant d'une hypothèse définie en lien avec notre cadre théorique et grâce à l'utilisation d'une méthode d'analyse au sein de laquelle le cadre conceptuel sera opérationnalisé, nous allons examiner des questionnements qui auront été orientés avant toute observation empirique. À ce sujet, le spécialiste des questions de gestion Gérard D'Amboise affirme qu'une hypothèse de recherche est « un énoncé vérifiable répondant aux questions de recherche spécifiques soulevées dans la problématique » (D'Amboise 1996, p. 27). D'Amboise ajoute que « La teneur de cet énoncé est fonction des relations anticipées par le chercheur entre les variables formant le cadre théorique de sa recherche » (Idem). Avant de formuler notre hypothèse, il est important d'expliquer que nous partons du postulat que les valeurs fondamentales d'un

discours prédominant, lorsqu'elles sont adoptées par les acteurs influents au sein des systèmes et des structures politiques et économiques du monde, participent à déterminer, dans l'esprit des acteurs influents, l'idéal et le désirable, et à démarquer le possible de l'impossible. C'est un postulat car nous n'avons pas l'ambition de le valider ou de l'invalidier, ou d'en faire la démonstration dans le cadre de la présente recherche.

C'est dans cette optique que nous émettons comme hypothèse de recherche que les valeurs du néolibéralisme contribuent à la délimitation théorique et effective du champ des possibles du développement. Ainsi, l'interprétation de la conception de la liberté issue du discours néolibéral contribue, entre autres, à délimiter le champ des possibles du développement d'une manière qui défavorise de façon importante la réduction des inégalités telles qu'incarnées dans l'état actuel de la pauvreté extrême dans le monde, et qui restreint paradoxalement la liberté individuelle de la majorité des êtres humains.

Cette hypothèse doit être explorée comme une conséquence de l'influence prédominante du discours néolibéral dans le champ conceptuel du développement et dans les systèmes et structures politiques et économiques qui régissent nos comportements individuels et collectifs. De cette influence que nous percevons découle la capacité du discours néolibéral à délimiter le champ des possibles du développement.

## 5.2. Question de recherche

En conséquence de notre hypothèse, nous pouvons émettre la question suivante qui guidera notre recherche. « Quelle est la contribution de la valeur fondamentale du discours néolibéral à la délimitation du champ des possibles du développement? »

Avec une telle question, le présent projet de recherche vise à participer à une meilleure compréhension de la contribution de la conception de la liberté issue du discours néolibéral à la conceptualisation de son modèle de développement, à la conception du développement lui-même; et aux délimitations théoriques et effectives des possibilités en matière de réduction d'inégalités telle que la pauvreté extrême dans le monde.

Dans l'éventualité où l'hypothèse du présent projet de recherche s'avérait validée, le double exercice théorique de validation de la cohérence entre valeurs fondamentales, fins et moyens, et de délimitation du champ des possibles en matière de réduction des inégalités que représente notre démarche méthodologique, aurait pour effet d'illustrer l'influence des valeurs sur la conception de modèles de développement et sur le développement lui-même, en démontrant qu'un changement de valeur fondamentale provoque nécessairement une transformation de ses fins et de ses moyens.

Cet exercice théorique aurait également pour effet de démontrer la capacité d'un discours jouissant d'une prédominance conceptuelle et structurelle à faire obstacle aux fins et aux moyens qui ne sont pas en cohérence avec lui; à délimiter le développement « réel » du monde en rendant impossible ou beaucoup plus difficile l'application de certaines solutions

aux problèmes qui confrontent actuellement l'Humanité, tels que la persistance et la croissance de la pauvreté extrême.

La validation de l'hypothèse de recherche du présent projet de recherche démontrerait finalement le fait que quand il y a inadéquation entre valeurs fondamentales et finalités du développement, il faut soit changer de finalités (par exemple, renoncer à des objectifs tels que la réduction de la pauvreté extrême dans le monde), soit changer de valeurs (par exemple renoncer à la liberté, telle que conçue par le discours néolibéral, comme valeur fondamentale derrière les fins et les moyens de notre développement).

## 6. Aspects méthodologiques et cadre opératoire de la recherche

Lorsqu'un spécialiste de questions sociales écrit un livre politique, son premier devoir est d'en avertir le lecteur. Ceci est un livre politique. J'aurais pu le dissimuler en lui donnant le nom plus élégant et plus prétentieux d'« essai de philosophie sociale », mais je n'en ferai rien. Le nom fait peu de chose à l'affaire. Ce qui compte, c'est que tout ce que j'ai à dire provient d'un certain nombre de valeurs essentielles. Et je pense que mon livre lui-même révèle sans aucune équivoque en quoi consiste ces valeurs, dont tout dépend. (Hayek 2005, p. 7)

### 6.1. Introduction à la méthodologie de recherche

Afin de recueillir et interpréter les données nécessaires à l'évaluation de notre hypothèse de recherche, nous avons choisi et utilisée une méthode d'analyse du discours grandement inspirée de l'analyse de discours comme « Text-as-Action » développée par l'historien des idées Quentin Skinner, et de l'analyse que fait de cette méthode le philosophe Charles Taylor, qui sont exposées dans l'ouvrage sur la direction de James Tully intitulé « Meaning and Context : Quentin Skinner and his critics » (Tully 1988). Nous avons choisi cette méthode d'analyse car elle nous semble particulièrement bien adaptée autant à nos besoins en termes méthodologiques, qu'à notre posture épistémologique et notre façon de concevoir les valeurs, les discours, et leur relation avec la réalité sociale.

Dans les sections qui suivent, nous décrivons brièvement ce qu'est l'analyse du discours du point de vue de la méthodologie. En effet, nous avons déjà précisé plus haut ce que nous entendons par analyse du discours comme approche disciplinaire. Suivront quelques réflexions portant sur le contexte, l'intentionnalité et la légitimation des discours en explorant les thèses de Skinner, et finalement, nous exposerons notre démarche méthodologique et sa pertinence.

## 6.2. Aspects méthodologiques de l'analyse du discours

L'analyse du discours « procède de traces mortes [...] pour observer des processus vivants : la pensée humaine dans sa dimension sociale » (Sabourin 2006, p. 358). D'après la psychosociologue française Laurence Bardin, l'intérêt majeur de cette approche méthodologique réside « dans la contrainte qu'elle impose d'allonger le temps de latence entre les intuitions ou hypothèses de départ et les interprétations définitives » (Bardin 1993, pp. 13-14). L'analyse du discours envisage la production textuelle, et la lecture qui en est faite, comme « le lieu privilégié d'observation de l'élaboration du sens social » (Sabourin 2003, p. 360). Elle s'appuie premièrement sur une conception de la communication comme processus et non comme donnée (Bardin 1993, p. 223). C'est-à-dire qu'elle s'intéresse à l'acte de communication non pas uniquement pour son résultat en l'envisageant comme un acte social. Ainsi, l'analyse du discours repose sur une conception du discours comme « parole en acte » (Ibid, p. 224), ou comme « Text-as-Action » (Skinner dans Tully 1988, p.61).

Dans l'exposition de sa méthode, Quentin Skinner souligne l'importance de bien comprendre le contexte dans lequel un discours s'inscrit, cette compréhension étant nécessaire à l'élucidation du sens des énoncés constituant les textes à l'étude, à une réelle compréhension de leur signification et de leurs éventuelles conséquences. Pour ce faire, il souligne également l'importance de se tourner vers le contexte de leur élocution pour déterminer leur éventuelle correspondance ou relation avec d'autres textes appartenant au même contexte et portant sur les mêmes enjeux (Skinner dans Tully 1988, p. 59). C'est

pour cela que nous avons choisi, au travers de nos cadres théorique et conceptuel, de mettre en relation notre objet de recherche avec les œuvres contemporaines de Macpherson et Polanyi. Car comme le dit le sociologue québécois Paul Sabourin :

Les méthodes contemporaines d'analyse du discours n'ont pas comme clôture un document. Elles doivent pour rendre celui-ci intelligible, situer le texte parmi les textes (l'intertextualité des discours sociaux) et envisager l'écrit comme un moment particulier d'un comportement social spécifique : une relation sociale de communication. (Sabourin 2003, p. 361)

À cet effet, on peut noter que, dans ses travaux, Quentin Skinner accorde une grande importance au contexte car ce n'est qu'en l'identifiant et en le reconnaissant que nous pouvons être ensuite véritablement en mesure de comprendre l'intention qu'avait l'auteur en produisant son texte (Skinner dans Tully 1988, p. 275). Ainsi, allant lui aussi dans le sens de ce qui a déjà été dit sur les valeurs, les idéologies et les discours qui les portent (voir chapitre 3), en concevant les discours comme des « performances » ayant pour but de persuader, Skinner nous dit que par conséquent, la compréhension des textes, des discours, et du contexte dans lequel ils ont été produits présuppose non seulement une compréhension de la signification des énoncés qui les constituent, mais également une compréhension de la façon dont ils ont été ou pourraient être reçus et compris (Skinner dans Tully 1988, p. 63), et donc une identification des interlocuteurs à qui ce discours et ses énoncés s'adressaient ou s'adressent encore (Skinner dans Tully 1988, p. 59).

### 6.3. Posture épistémologique

Du moment que la science doit servir non pas la vérité, mais les intérêts d'une classe, d'une communauté, d'un État, la seule tâche qui incombe aux démonstrations et aux discussions est de soutenir et de répandre les croyances qui dirigent toute la vie de la communauté. (Hayek 2005, p. 118)

Le spectacle le plus déprimant et le plus honteux est celui des savants et des universitaires qui, à peu d'exceptions près, se sont mis servilement à la disposition des dirigeants. (Hayek 2005, p. 138)

#### 6.3.1. Contrôle de la subjectivité

L'analyse du discours est une technique délicate qui nécessite une certaine part d'intuition et de subjectivité (Mayer et al. 2000, pp. 168-169). La subjectivité incontournable du chercheur l'oblige à se méfier des interprétations spontanées qui prendraient pour repères ses propres valeurs (Quivy et Van Campenhoudt 2006, p. 204).

À l'instar de ce que déclare le sociologue français Pierre Bourdieu dans sa réflexion sur la réflexivité en sciences sociales (Bourdieu 2001), il faut reconnaître que tout producteur, promoteur ou lecteur de discours (incluant le présent chercheur) est « localisé socialement » à travers ses expériences et sa socialisation, ses connaissances le plus souvent des représentations, des images incomplètes et imparfaites de la réalité (Sabourin 2003, p. 379). Sa façon d'apprendre dépendant de cette socialisation, elle correspond aux types de rapports qu'il entretient avec le « réel ». Ainsi, tout discours (ou analyse ou interprétation de ces discours) n'est également et conséquemment qu'un reflet partiel et imparfait de la réalité (Gingras et Côté 2003, pp. 20-21), de la « vérité ». C'est dans cette optique que nous envisageons l'analyse des discours qui fera l'objet du présent projet de recherche.

La socialisation du chercheur participe à conditionner la perception qu'il a du « réel »<sup>14</sup> et à constituer son système de valeurs. Cela veut dire, pour le chercheur en sciences sociales, que la réalité qu'il tente d'appréhender est traversée de contradictions en raison de la multiplicité des perceptions du « réel » qui participe à la constituer, et est difficile, sinon impossible à saisir parfaitement en raison du fait « que nous baignons dans l'objet même que nous cherchons à connaître » (Férréol et Deudel 1993, p. 69). Rajoutons aussi que dans notre analyse du discours néolibéral, nous sommes aux prises avec notre propre subjectivité car notre recherche, comme toute autre recherche en sciences sociales « baigne dans un contexte social, économique, politique, culturel et organisationnel particulier » (Gingras et Côté 2003, p. 14). De plus, notons que puisque la réalité n'est pas un système fermé, elle n'est pas saisissable dans sa totalité. Elle donc doit toujours faire l'objet d'un découpage quelconque (Gingras et Côté 2003, p. 43). Tout découpage étant nécessairement sélectif, cela suppose des choix de la part du chercheur qui rendent impossible une objectivité parfaite dans l'étude de réalités, soient-elles sociales, politiques, économiques, culturelles, etc.

Les valeurs du chercheur et de sa société ont une influence sur le choix des thèmes abordés et conditionnent la recherche scientifique, sur ses problématiques, ses orientations, ses instruments, ses données, et même sur ses conclusions, sur ces nouvelles « connaissances »

---

14 En ce qui a trait au présent projet de recherche, il est intéressant de noter que cette perception de la réalité conditionne à son tour notre perception des problèmes en matière de développement ainsi que des solutions à apporter à ces derniers.

produites par la science (Chevrier 2003, p. 53). Toutefois, ces valeurs « ne constituent pas nécessairement des entraves à la recherche », selon Gingras et Côté, en autant que les chercheurs fassent état de leur subjectivisme, de leur idéologie, de leurs intérêts. Ils en appellent donc à l'affirmation, de la part des chercheurs, de ce qu'on pourrait appeler une posture épistémologique. Ce ne serait d'après eux qu'honnêteté intellectuelle; qu'une des premières marques d'intégrité à exiger d'eux (Gingras et Côté 2003, p. 35).

Nombreux sont ceux qui croient que la science devrait être « neutre », que l'idéal scientifique passe par une objectivité pure (Mellos 2003, p. 547). Selon Mellos, cette thèse de la neutralité de la science serait basée sur la prémisse selon laquelle il n'y aurait pas de continuité entre faits et valeurs, « que les faits concernent le monde tel qu'il est et que les valeurs concernent ce qu'il devrait être » (Mellos 2003, p. 542). Ainsi, les valeurs du chercheur « falsifieraient » la réalité et la perception qu'on peut avoir d'elle, ce qui mènerait à « des explications de son comportement qui seraient plus en accord avec les désirs de l'analyste qu'avec la réalité » (Mellos 2003, p. 547). Dans l'extrait suivant, Mellos conteste ce postulat de la « neutralité » de la science :

L'analyse des objets sociaux qui accorde un statut de neutralité à ces objets n'est pas neutre non plus. [...] l'analyse de ce qui devrait être (valeurs) est rejetée puisque ce qui devrait être fait partie de ce qui est (faits) dans la perspective des structures de la classe dominante. Mais cet axiome idéologique n'élimine pas ce qui devrait être l'objet de l'analyse. Cette portion de la réalité est dissimulée derrière la correspondance idéologique entre ce qui est et ce qui devrait être. (Mellos 2003, p. 555)

Mellos ajoute que dans le contexte actuel (rapports de classe du système capitaliste pour lui, ou prédominance conceptuelle et structurelle du discours néolibéral pour nous), une analyse qui ignorerait cette unité entre faits et valeurs, entre « ce qui est » et « ce qui devrait

être », ignorerait également « la relation conflictuelle que ces possibles créent avec d'autres possibles, avec d'autres formes potentielles de relations sociales » (Idem). Il conclue en disant :

Que la science elle-même ne puisse être neutre dans sa logique nous ramène au fait que la réalité (et sa structure) ne peut pas être conçue comme neutre. Elle est déterminée par les rapports sociaux, par les contradictions et la lutte, et mue par les intérêts de classe où faits et valeurs forment une seule entité. (Ibid., p. 556)

Ainsi, si la science peut participer à « changer le monde », elle peut tout aussi bien être un moyen de plus pour renforcer le statu quo.

Dans cette perspective, les tenants de la neutralité de la science pourraient être perçus comme étant subjectifs, partiels et non scientifiques (puisque'ils refusent de reconnaître la validité des valeurs comme objet d'étude). Ils peuvent aussi être perçus comme étant en quelque sorte volontairement « aveuglés ». Ainsi, on peut dire que l'objectivité et l'honnêteté intellectuelle appartenant davantage à ceux qui reconnaissent les valeurs, les idéologies, et les discours *en tant que faits constitutifs de la réalité*, de la vérité sociale.

Dans l'optique du présent projet de recherche, on pourrait même dire qu'en tant que discours, la thèse de la neutralité de la science se positionne dans une lutte visant la délimitation des possibilités et des finalités en matière de scientificité; et par conséquent la délimitation des possibilités et des moyens disponibles pour atteindre une meilleure compréhension de cette réalité sociale que les tenants de la thèse de la neutralité de la science voudraient peut-être maintenir comme telle.

La science ne devrait pas avoir à nous dire ce que nous devrions faire, *ce qui devrait être*. Nous ne pensons pas que cela devrait être son rôle. Elle « ne peut énoncer que des conseils de prudence sur ce qu'il convient de faire *si l'on désire telle ou telle fin* » (Boyer 1998, p. 89). Comme le dit le philosophe français Alain Boyer : « On ne peut pas critiquer un état de choses et soutenir que cette critique ne repose sur aucune norme ni aucune valeur » (Boyer 1998, p. 96). Il ajoute que « La distinction des faits et des valeurs nous autorise à *critiquer les faits* au nom des valeurs, par exemple sous la forme du combat contre les injustices » (Idem). La science devrait-elle être « neutre »? La question nous semble mal posée. Les sciences sociales peuvent-elles étudier la réalité sociale comme si elle leur était extérieure? Nous pensons que la réponse à cette question est non. Comme le disent Gingras et Côté :

La science n'existe pas indépendamment de la société où elle s'élabore; la recherche scientifique est une production humaine inscrite dans un environnement social qui, à la fois, détermine l'éventail des options disponibles et impose des contraintes quant aux choix entre ces diverses options. (Gingras et Côté 2003, pp. 33-34)

Aussi importants que peuvent sembler ces enjeux cruciaux de l'objectivité de la recherche en sciences sociales, nous croyons qu'ils peuvent être contrôlés. En présence d'un raisonnement rigoureux qui contrôle les préjugés, l'intuition du chercheur est féconde, elle peut s'exprimer sans qu'elle devienne un frein aux ambitions du chercheur de baser ses travaux dans une démarche scientifique (Ibid., p. 24). Cela dit, nous demeurons conscient que cet objectif que nous nous sommes donné de toujours tendre vers l'honnêteté intellectuelle – qui est synonyme pour nous d'objectivité scientifique – requière, peut-être plus encore que dans le cas d'autres recherches nous en convenons, la plus grande rupture épistémologique possible.

À la lumière de tout ce que nous venons de voir, nous jugeons comme Gingras et Côté qu'il serait « déraisonnable d'affirmer qu'on puisse effectuer une rupture épistémologique si totale qu'on devienne complètement 'objectif' face à [notre] objet de recherche » (Gingras et Côté 2003, p. 43). L'historien et sociologue belge, Rudolf Rezsöhazi nous dit pour sa part que « l'objectivité nous engage dans une poursuite sans arrêt », qu'« elle n'est jamais à portée immédiate », et qu'« il faut toujours tendre vers elle » (Rezsöhazi 2006, p. 60). Or, si l'objectivité n'est que partiellement atteignable, l'honnêteté intellectuelle restera toujours le rempart le plus sûr pour le chercheur visant à atteindre la vérité, indépendamment des convictions qu'il puisse entretenir alors même qu'il interroge cette réalité qu'il cherche à comprendre; alors même qu'il interroge les convictions d'autrui et leur perception de cette réalité qu'ils ne conçoivent pas de la même manière que lui. Conséquemment, et dans le but de parvenir à une compréhension la plus véritable possible de ces « portions » de la réalité qui nous intéressent, nous tenterons donc de naviguer le plus honnêtement possible entre les écueils d'une inéluctable subjectivité et l'horizon d'une objectivité scientifique aussi impossible qu'idéale.

Outre l'objectivité scientifique et l'honnêteté intellectuelle, l'analyse de discours idéologiques requiert de la part du chercheur de savoir respecter « l'impératif de la description » face à des discours qu'il devra systématiquement aborder en tant que « savoirs socialement différenciés de ceux de sa socialisation » (Sabourin 2003, p. 369). Cette forme d'analyse requiert également une certaine dose de discernement et d'imagination. Pour le chercheur, le discernement est nécessaire, car il permet, par exemple, de distinguer l'essentiel de l'accessoire lors de la composition du corpus à

analyser, lors du choix des passages à étudier avec plus d'attention, et lors de l'interprétation du sens et de la signification que leurs auteurs ont voulu leur donner. L'imagination est aussi nécessaire, car elle permet au chercheur d'innover, de découvrir, d'inventer, ou au moins d'envisager sinon les solutions aux problèmes soulevés, du moins les hypothèses qui sont à tester. En effet, si l'imagination permet « d'aller au-delà des connaissances acquises », de « concevoir ce qui n'existe pas encore » (Rezsohazy 2006, pp. 59-61), elle nous semble également nécessaire afin de s'émanciper, du moins partiellement, des courants de pensée dominants. C'est ce que le sociologue étasunien Charles Wright Mills appelle justement l'imagination (Mills 1967), cette capacité à établir les liens entre les expériences des individus, leurs actions et le contexte social, à voir le général dans le particulier. Mais, pour Mills, l'imagination, c'est aussi cette capacité à s'affranchir de notre routine quotidienne tout en interrogeant la société et défiant les inégalités auxquelles nous sommes continuellement confrontés.

### *6.3.2. Aux frontières de l'art et de la science*

C'est ainsi que l'imagination et la créativité, bien encadrées par l'honnêteté intellectuelle et la rigueur scientifique, donnent toute leur pertinence et toute leur richesse à l'analyse du discours et à leur interprétation. En raison de la nature spéculative de ces qualités nécessaires au chercheur, et en raison de l'impossibilité, pour le chercheur, d'atteindre une objectivité parfaite face à la réalité sociale qu'il tente d'appréhender et de comprendre, force est d'admettre et de reconnaître ici que le chercheur n'a souvent d'autre choix, s'il

veut rendre fructueuse son investigation et s'il veut sincèrement contribuer à l'avancement de la connaissance scientifique, que de permettre à la science de se muer en « art »<sup>15</sup>.

Cette posture paradoxale mais nécessaire implique que les fruits de ses recherches, s'ils peuvent être jugés scientifiques à l'aune de leur qualité explicative apparente, ne peuvent en aucun cas être assimilés avec une absolue certitude à un juste reflet de la vérité de la réalité sociale dont ils font partie et qu'ils participent à transformer. Car une analyse du discours, tout comme les discours qu'elle analyse, n'est elle-même, une fois dénué de ses artifices, qu'un discours qui tente de convaincre à son tour. Faire une analyse du discours, « c'est produire du langage (le discours savant d'interprétation des documents) à partir du langage (les documents analysés résultant d'une interprétation du monde) » (Sabourin 2003, p. 358).

#### **6.4. Opérationnalisation de la démarche méthodologique**

Afin d'opérationnaliser notre méthodologie de recherche en analyse du discours, il est maintenant nécessaire de préciser quelles seront les étapes de notre processus de recherche, mais aussi, quelles sont les caractéristiques de notre corpus d'analyse.

---

15 Si la science et l'art se rencontrent ainsi par moments dans leurs dimensions réflexives face à la réalité sociale, rapprochement qui pousse parfois Skinner à parler des discours en termes de « performances », nous croyons qu'ils se doivent toutefois de maintenir une nette distinction dans leurs modes d'expression. Car là où l'art peut se donner la liberté de révéler, la science doit s'astreindre à dévoiler. Elle peut le faire en s'imposant la vérité comme horizon et la réalité comme point de départ là où l'art, n'acceptant aucune entrave, tente parfois de transcender la première pour se délivrer de la deuxième.

#### *6.4.1. Étapes de l'analyse*

Dans une première étape, et pour rester fidèle aux éléments méthodologiques proposés par Skinner, nous présenterons brièvement le contexte politico-historique dans lequel se sont exprimés Hayek et Friedman (section 7.1), pour ensuite aborder la question de l'intentionnalité (section 7.2), en jetant un regard sur ce que Hayek avait à nous dire sur les discours et leurs usages.

Ensuite, nous explorerons de quelle façon le discours néolibéral tel qu'exprimé par Hayek et Friedman dans les œuvres étudiés dans le présent mémoire, s'efforce de légitimer, au nom de son interprétation de la liberté, la valeur fondamentale de ce discours, une certaine délimitation du champ des possibles du développement. Nous explorerons en particulier les effets de cette délimitation sur les possibilités en matière de réduction de la pauvreté extrême dans le monde, en regardant tout d'abord en quoi la valeur fondamentale d'un discours participe à la détermination de ses fins (section 7.3), pour terminer par une analyse similaire au niveau des moyens (section 7.4).

Suite à cette démarche, nous serons en mesure de valider ou d'infirmer l'hypothèse du présent projet de recherche quant à la contribution d'une valeur prédominante dans le champ conceptuel du développement et dans les structures et systèmes politiques et économiques du monde, à la délimitation effective ou « réelle » du champ des possibles du développement en général, et de la réduction de la pauvreté extrême en particulier.

#### 6.4.2. *Corpus d'analyse*

Puisqu'il s'agit de se pencher sur la question de la valeur « liberté » dans la pensée néolibérale, nous avons choisi, non pas de constituer un corpus historique qui aurait peut-être permis de faire des comparaisons dans le temps et de prouver, soit que la liberté est représentée dans les mêmes termes à la fois dans la pensée libérale que dans la pensée néolibérale. Ou même encore, une analyse historique comparative aurait probablement montré que les néolibéraux conçoivent la liberté en utilisant parfois des termes ou des concepts nouveaux, et en rejetant certains éléments constituant la pensée de leurs prédécesseurs de l'époque du libéralisme classique. Mais tel n'est pas l'objectif du présent mémoire. Il ne s'agit donc pas de s'intéresser à la pensée politique et économique des 18<sup>ème</sup> et 19<sup>ème</sup> siècles. C'est-à-dire que nous sommes bien conscients que la valeur « liberté » telle qu'elle est représentée par les penseurs néolibéraux peut avoir certains liens de continuité ou de rupture avec la pensée libérale, mais dans ce mémoire, il s'agira de s'intéresser spécifiquement à la manière dont le néolibéralisme d'après la Seconde guerre mondiale pense la liberté.

À cet effet, nous avons choisi de nous pencher sur les ouvrages clés de deux des plus importants penseurs du néolibéralisme, soit Friedrich von Hayek et Milton Friedman. Tous deux Prix Nobel d'économie, et la grande influence de leurs théories sur les décideurs politiques et économiques à partir des années 1980 étant reconnue comme étant prépondérante, les théories de ces deux penseurs forment le fondement du néolibéralisme tel qu'il a été appliqué depuis cette époque (Harvey 2005; Boas et Gans-Morse 2009) et tel

qu'il est envisagé dans le présent mémoire. Bien que d'autres auteurs de la même période ont évidemment participé aux réflexions et débats tels que ceux portant sur le rôle de l'État dans la sphère économique et les contraintes (ou leur absence) à imposer aux acteurs économiques, il est généralement admis qu'aucuns auteurs néolibéraux n'ont connu une influence aussi importante qu'Hayek et Friedman auprès des décideurs politiques et économiques de cette période.

Friedrich von Hayek (né en 1899 et décédé en 1992), philosophe et économiste autrichien et Prix Nobel d'économie (1974), acquiert en 1938 la nationalité britannique, et cofonde en 1947 la Société du Mont-Pèlerin, regroupement international d'intellectuels ayant pour objectif la promotion du libéralisme (Ebenstein, 2003). Il en est président de 1947 à 1961. Enseignant entre autres à la London School of Economics et à l'Université de Chicago, où il croisera Friedman, il cesse d'enseigner en 1968.

Milton Friedman (né en 1912 et décédé en 2006), économiste étasunien et Prix Nobel d'économie (1976), fut le fondateur de l'École de Chicago, groupe d'économiste libéraux connu, entre autres, pour son opposition au keynésianisme (Ebenstein, 2007). Enseignant au Département économique de l'Université de Chicago, il participe entre autres à former les « Chicago Boys », technocrates chiliens ayant mis en place les politiques économiques sous la dictature d'Augusto Pinochet.

De Friedrich von Hayek, nous avons choisi d'analyser « The Road to Serfdom » publié initialement en 1944 que nous analyserons à partir de sa traduction en français dans l'édition publiée en 2005 aux Presses Universitaires de France, « La route de la servitude ».

De Milton Friedman, nous avons choisi d'analyser « Capitalism and Freedom » publié initialement en 1962 que nous analyserons à partir de son édition de 2002 publiée aux presses de l'Université de Chicago.

Cela dit, dans notre analyse du discours néolibéral qui sera incarné dans ces pages par les œuvres de Friedrich von Hayek et de Milton Friedman, nous avons jugé important de ne pas perdre de vue que « la structure de tout système normatif peut d'abord être analysée comme un ensemble de moyens tendant à la réalisation d'un état réputé désirable » (Boudon et Bourricaud 1986, pp. 117-118). Nous avons également tenu à garder à l'esprit qu'une idéologie, tout comme le discours qui la véhicule, peut être analysée comme un ensemble de valeurs organisées et hiérarchisées en un système ayant pour fin d'imposer une délimitation précise du souhaitable et du désirable, du possible et de l'impossible.

Ainsi, toujours pour les fins du présent projet de recherche, nous présumerons que les textes de Hayek et de Friedman constituant notre corpus néolibéral sont des actes politiques<sup>16</sup>, ou encore des armes idéologiques ayant pour intention de *vaincre*, de légitimer dans le champ conceptuel du développement les conceptions de l'être humain, de la nature, de la société, du politique et du rôle de l'État, et de l'économie et du rôle du marché issues de leur interprétation du concept de liberté; et de *convaincre* « ceux qui ont un effet sur le

---

16 Les sources secondaires, les textes de Macpherson et de Polanyi inspirant notre cadre analytique, et même les textes ayant contribué à l'élaboration de notre cadre méthodologique, etc., seront également considérées en tant qu'actes politiques d'une nature similaire.

résultat »<sup>17</sup>, comme le dirait Taylor, dans les structures et les systèmes politiques et économiques qui régissent les comportements de l'ensemble des individus formant nos collectivités.

En conclusion, dans le même esprit que celui de la théorie de Skinner et de la synthèse qu'en fait Taylor, nous considérons donc le champ conceptuel du développement, ainsi que les structures et les systèmes mentionnés à l'instant, comme les deux éléments constituant le « champ de bataille » où se livre une lutte idéologique ayant pour finalité ultime la capacité de préserver, de renforcer, ou de transformer la délimitation effective du champ des possibles du développement.

---

17 Notre traduction de : « those who can affect the outcome ».

## 7. Analyse du corpus du discours néolibéral

La transformation progressive d'un système rigide et hiérarchique en un régime où l'homme peut au moins essayer de modeler son destin, où il a l'occasion de connaître plusieurs genres de vie et de choisir entre eux, cette transformation est étroitement liée au développement du commerce. [...] C'est dans les Pays-Bas et en Grande-Bretagne (que la nouvelle conception de la vie) a connu son développement le plus complet, et qu'elle a pu, pour la première fois, croître librement et devenir la base de la vie politique et sociale. [...] Au cours de toute cette période moderne de l'histoire européenne, l'évolution a tendu d'une façon générale à libérer l'individu des liens traditionnels ou obligatoires qui entravaient son activité quotidienne. Après un certain progrès dans ce sens, on commença à comprendre que les efforts spontanés et libres des individus pouvaient déterminer un système complexe d'activités économiques. Cette activité économique librement développée, résultat imprévu de la liberté politique, finit par provoquer l'élaboration d'une théorie cohérente de la liberté économique. (Hayek 2005, pp. 18-19)

### 7.1. Bref contexte d'élocution du corpus analysé

Il faut peut-être expliquer que les deux ouvrages analysés dans ce mémoire s'insèrent dans un contexte politico-historique particulier. Les deux ouvrages sont donc à la fois teintés par les événements passés et en cours alors que les auteurs les rédigeaient, mais ils sont aussi orientés par les événements futurs dont les auteurs perçoivent une réalisation possible. Tous deux désirent convaincre leurs contemporains de la justesse de leurs valeurs, et de la nécessité des transformations politiques, économiques, sociales, etc. qui en découlent. Pour résumer, Skinner dirait donc que leur « auditoire » est composé des individus détenant une influence dans les sphères politique et économique de leurs époques respectives, que leurs théories représentent des « performances » ayant pour objectif de convaincre ces individus influents, et que les discours, tantôt du socialisme (pour Hayek) ou encore en provenance du bloc communiste à l'extérieur, et des sociaux-démocrates des trente glorieuses à

l'intérieur (Pour Friedman) sont en lutte avec les leurs pour parvenir à cet objectif que nous avons défini comme étant la délimitation du champs des possibles du développement.

Ainsi, alors qu'Hayek déclare que « l'histoire intellectuelle des soixante ou quatre-vingts dernières années illustre parfaitement cette vérité qu'en matière d'évolution sociale il n'y a d'inévitables que les choses qu'on pense être inévitables » (Hayek 2005, p. 41), il affirme justement la force des idées qui limitent le champ des possibles, mais qui peuvent également permettre d'en transformer la délimitation.

« The Road to Serfdom (La route de la servitude) » de Hayek a été écrit alors que la guerre ravageait l'Europe et qu'elle avait embrasé de nombreuses régions du monde<sup>18</sup>. Hayek s'interroge alors sur la question de l'émergence des tendances totalitaires du collectivisme. Hayek craint tout autant le socialisme que l'étatisme. Il est préoccupé par l'abandon progressif de la liberté par les démocraties occidentales. Il n'hésite pas à voir dans le socialisme les racines d'un certain nazisme. Hayek perçoit le risque socialiste et il n'hésite pas à mettre l'emphase sur le sentiment d'urgence face à la « menace » et au « danger » socialiste qui le guette alors. Il prévient, « On n'a pas besoin d'être un prophète pour se rendre compte qu'un danger nous menace » (Hayek 2005, p. 9). Pire encore, ce danger, il

---

<sup>18</sup> Il est important de noter que l'œuvre de Polanyi, « La grande transformation », a été publiée la même année que « La route de la servitude » de Hayek. Ces deux auteurs importants pour le présent mémoire appartiennent donc au même contexte politico-historique précis, et c'est ce qui explique que le dernier chapitre de Polanyi, portant sur les sociétés complexes, nous semble en quelque sorte une réponse directe aux thèses de Hayek. Voici donc un excellent exemple de l'intertextualité des textes mentionnés dans les chapitres précédents, et c'est en partie ce qui explique que nous avons fait le choix d'inclure Polanyi comme l'un des piliers de notre cadre théorique.

provient par une route pavée de bonnes intentions. En effet, Hayek déclare que : « Nous nous efforçons de créer un avenir conforme à un idéal élevé et nous arrivons au résultat exactement opposé à celui que nous recherchions. Peut-on imaginer plus grande tragédie? » (Hayek 2005, p. 12)<sup>19</sup>.

« Capitalism and Freedom (Capitalisme et liberté) » de Friedman a été écrit dans un contexte quelque peu différent. Vingt-années le sépare de l'ouvrage de Hayek<sup>20</sup>. S'il n'est plus question de guerre mondiale ou de spectre du nazisme alors que Friedman rédige son ouvrage, celui-ci est néanmoins préoccupé par la puissance du Bloc communiste, et par la dimension interventionniste de l'État américain qui, d'après lui, n'est pas efficace et qui plus souvent que jamais mène à des effets délétères. L'État nuit au marché et au

---

19 C'est non sans une certaine ironie que nous pouvons remarquer qu'il existe peut-être un certain parallèle entre le sentiment d'urgence qu'un « socialiste » ou un « solidaire » peut ressentir face au néolibéralisme que ce que Hayek doit avoir ressenti dans les années 1940 face au socialisme. À cet effet, nous aimerions noter que tout autant qu'Hayek face au socialisme et aux collectivismes, nous désirons contribuer au même effort, mais, l'appliquer au néolibéralisme, c'est-à-dire renforcer un discours face à un autre, ou plutôt participer à démasquer un discours prédominant. Nous avons avec Hayek en commun cet idéalisme, cette conviction que les idées et les valeurs sont l'un des facteurs prépondérant dans la délimitation du champ des possibles qui semble à un moment donné une réalité inéluctable. Nous aimerions noter que nous avons été confronté lors de nos études à plusieurs discours en provenance d'économistes, d'urbanistes et de politologues, certains dans le corps professoral, qui tenaient certains processus sociaux, tels que la mondialisation et la régionalisation, pour des phénomènes naturels inéluctables.

<sup>20</sup> Tout comme précédemment avec Polanyi et Hayek, l'œuvre de MacPherson, « Possessive individualism » a été publiée la même année que « Capitalism and Freedom » de Friedman. Et bien qu'il semble que les deux auteurs de notre cadre théorique réagissaient directement aux thèses des deux auteurs étudiés dans notre corpus, et pas nécessairement l'inverse, il est important de noter que dans les deux cas, leurs œuvres appartenaient au même contexte politico-historique (si les deux premiers étaient plongés dans le contexte d'une Europe en guerre, les deux autres écrivaient à partir des États-Unis de la guerre froide) et traitaient des mêmes thèmes, elles se livraient une lutte pour parvenir à la délimitation du champ des possibles correspondant avec leurs valeurs : la liberté économique pour Friedman, la justice et la paix pour MacPherson.

capitalisme. Il nuit à la liberté des individus. Friedman ne s'en cache pas en parlant de son livre :

Son thème principal est le rôle du capitalisme compétitif – l'organisation du gros de l'activité économique au travers de l'entreprise privée qui opère dans un marché libre – comme système de liberté économique et condition nécessaire pour la liberté politique. Son thème principal est le rôle que l'État devrait jouer dans une société dédiée à la liberté en se fiant principalement sur le marché pour organiser l'activité économique. (Friedman 2002, p. 4)<sup>21</sup>

Pour Friedman, ce danger est ainsi double : il provient du communisme et de nous-même (Friedman 2002, p. 201). Friedman partage avec Hayek le sentiment du devoir de la défense de la société occidentale. Tous deux sont en position de lutte. Mais Friedman est surtout en réaction alors à la « tyrannie du statu quo » et à l'État providence qui s'illustre particulièrement dans les années 1960 alors qu'il écrit l'ouvrage que nous analysons ici.

Ceux d'entre nous qui étaient profondément inquiets à propos des dangers que faisaient porter à la liberté et à la prospérité la croissance de l'État et le triomphe de l'État providence et des idées keynésiennes, étaient une petite minorité assiégée et regardée comme des excentriques par la majorité de nos confrères intellectuels. (Friedman, 2002. p. xi)<sup>22</sup>

Tant Hayek que Friedman ont, dans leurs contextes historiques et politiques différents, l'intention de convaincre de leurs thèses et de l'importance d'agir. Pour Friedman, il s'agit de « développer des alternatives aux politiques actuelles, de les garder en vie et disponibles

---

21 Notre traduction de : « Its major theme is the role of competitive capitalism – the organization of the bulk of economic activity through private enterprise operating in a free market – as a system of economic freedom and a necessary condition for political freedom. Its major theme is the role that government should play in a society dedicated to freedom and relying primarily on the market to organize economic activity. »

22 Notre traduction de : « Those of us who were deeply concerned about the danger to freedom and prosperity from the growth of government, from the triumph of welfare-state and Keynesian ideas, were a small beleaguered minority regarded as eccentrics by the great majority of our fellow intellectuals. »

jusqu'à ce que ce qui est politiquement impossible devienne politiquement inévitable » (Friedman 2002, pp. xiii-xiv)<sup>23</sup>. Pour Hayek, il s'agit de se battre « pour être libres de conformer notre vie à nos idées » (Hayek 2005, p. 12), et « de nous entendre sur un certain nombre de principes et de nous libérer de quelques erreurs qui ont dominé notre vie dans le passé récent » (Hayek 2005, p. 170) et « si nous voulons construire un monde meilleur, nous devons trouver le courage de prendre un départ nouveau, même si cela signifie reculer pour mieux sauter » (Idem).

## 7.2. Hayek sur les discours et leurs usages

Comme nous l'avons vu dans les sections 3.3.1. et 3.3.2., face aux enjeux identifiés, le texte se fait idéologique, qui vise à *convaincre*, alors qu'il porte en lui des valeurs fondamentales qui représentent en quelque sorte le germe d'un avenir meilleur, le discours se fait arme idéologique, qui vise à *vaincre*, alors qu'il est confronté à d'autres discours, portant d'autres valeurs, d'autres avenir potentiels. À la section précédente, nous avons considéré le contexte de l'élocution des deux ouvrages. Nous avons pu commencer à constater comment ce contexte en était un de lutte pour les auteurs, d'urgence, même, de résistance, de combat, ou de préparatifs à une lutte encore à venir. Passons maintenant plus précisément à l'idée d'intentionnalité du discours comme nous le disait Skinner. Car si Friedman ne s'est pas penché directement sur la question de l'intentionnalité outre ce qui a

---

23 Notre traduction de : « That, I believe, is our basic function: to develop alternatives to existing policies, to keep them alive and available until the politically impossible becomes politically inevitable. »

été mentionné à l'instant, Hayek, au contraire, nous livre l'état de sa pensée sur le rôle des œuvres telles que la sienne, et l'intention de leurs auteurs, qui ont une affinité certaine avec la vision méthodologique de Skinner; notre hypothèse que les valeurs jouent un rôle important dans la délimitation de ce que nous appelons le champ des possibles du développement; et que la liberté est la valeur fondamentale du discours qu'il porte :

La meilleure façon de faire admettre aux hommes l'authenticité des valeurs qu'on leur propose, c'est de les convaincre de leur identité avec celles qu'ils avaient [...]. On persuade le peuple de troquer ses anciens dieux contre des nouveaux, en lui laissant croire que les nouveaux dieux lui avaient été révélés depuis toujours par son instinct naturel, mais qu'il n'en avait que confusément senti la présence. La technique la plus efficace pour arriver à cette fin consiste à employer des termes anciens en leur prêtant un sens nouveau. Peu d'éléments du régime totalitaire sont aussi déroutants pour l'observateur superficiel et en même temps aussi caractéristiques pour le climat intellectuel du système que la perversion du langage, la transformation du sens des mots qui expriment l'idéal du nouveau régime. La plus grande victime dans cet ordre d'idée est le mot : liberté. (Hayek 2005, pp. 114-115)

Effectivement, dans son ouvrage, Hayek nous parle abondamment de lutte, de son désir de persuader et de lutter contre les idées socialistes dominantes dans les cercles intellectuels et politiques de l'Angleterre de son époque. Il veut persuader par le façonnement des esprits. Son texte a comme objectif de « gagner la guerre des idéologies » (Hayek 2005, p. 157). Pour ce faire, il dénonce les idéologies qui, grâce à l'école et à la presse, inculquent à la jeunesse cette vision qui considère « toute entreprise commerciale comme suspecte, tout profit comme immoral » (Hayek 2005, p. 96).

Dans une langue très élaborée, Hayek nous narre sa version de l'histoire. Cette histoire, il la présente comme débat social ou un épique combat idéologique résultant en, ce qu'il considère comme une fin tragique, la défaite des idéaux du libéralisme classique. Il procède lui-même à une analyse de l'idéologie collectiviste qu'il fait équivaloir à une propagande

qui vise à obtenir « l'adhésion des gens dociles et faciles à duper qui n'ont pas de convictions personnelles bien définies et acceptent tout système de valeurs à condition qu'on leur répète des slogans appropriés assez fort et avec suffisamment d'insistance » (Hayek 2005, p. 102).

Mais, dans cette entreprise d'analyse de l'idéologie, Hayek participe à cet effort de propagande. Il le reconnaît lui-même. Il va même jusqu'à instrumentaliser la liberté afin de protéger le marché. Hayek déclare ainsi que « si l'on veut amener les hommes à accepter les valeurs officiellement désignées, on doit les justifier par des valeurs déjà connues », il rajoute qu'il faut insérer ces valeurs dans un discours qui saura convaincre, « ce qui nécessite des démonstrations de causalité entre moyens et fins » (Hayek 2005, p. 113) et qu'il faut « présenter son raisonnement sous une forme susceptible de convaincre le plus grand nombre de gens possible » (Hayek 2005, p. 114). Ainsi, Hayek nous présente une manière de lutter pour donner forme à un autre monde, un monde plus cohérent avec nos valeurs profondes. Ce monde est donc conçu par des discours, tels que le sien ou ceux de ses adversaires socialistes, des discours ayant la force de conviction, la capacité de participer à la délimitation du champ des possibles.

Si donc l'intentionnalité, l'objectif premier d'un discours est de convaincre en faisant tout d'abord accepter à l'interlocuteur la désirabilité d'une ou de plusieurs valeurs fondamentales, la trame de cet intentionnalité se poursuit, comme vient de nous le dire Hayek, dans l'exposition des fins poursuivies et des moyens pour y parvenir, qui découleront de cette valeur, qui seront cohérents avec elle.

Conséquemment, partant du postulat que la liberté économique individuelle est la valeur fondamentale du discours néolibéral, et pour répondre à notre question de recherche qui vise à comprendre la contribution de cette valeur à la délimitation du champ des possibles du développement, nous allons donc procéder, dans les deux sections qui suivent, à faire la démonstration ou l'illustration, via une analyse des fins (section 7.3) et des moyens (section 7.4) proposés dans les œuvres de Hayek et Friedman, que la valeur fondamentale du discours néolibéral a participé, tel que postulé dans notre hypothèse de recherche, à délimiter le champ des possible du développement d'une façon qui défavorise de façon importante la réduction des inégalités telles qu'incarnées dans l'état actuel de la pauvreté extrême dans le monde, et qui restreint paradoxalement la liberté individuelle de la majorité des êtres humains.

### **7.3. Les fins idéales du néolibéralisme**

Il est hors de tout doute que la promesse d'une plus grande liberté est devenue une des armes les plus efficaces de la propagande socialiste et que les gens croient authentiquement et sincèrement que le socialisme apporte la liberté. La tragédie est d'autant plus atroce s'il est prouvé que la route de la liberté promise ne mène qu'à la servitude. (Hayek 2005, p. 26)

#### *7.3.1. De l'individualisme à la lutte pour la liberté*

Cette section a comme objectif de dégager les racines de la liberté néolibérale. Nous allons illustrer la lutte entre libéraux et socialistes afin de parvenir à imposer leur conception du concept de liberté, d'en effectuer une définition dont ils auront ensuite le monopole, renforçant ce faisant la puissance de leur discours face au discours adverses.

Débutons en disant que Hayek reproche l'association souvent faite par ses adversaires entre individualisme et égoïsme. Pour lui, lorsqu'on oppose socialisme et individualisme, le raccourci est vite effectué. Pour condamner les sociétés libérales, on dit qu'elles sont égoïstes et on en vient à se retenir de parler de liberté (Hayek 2005, p. 18). Mais, pour Hayek, l'individualisme, c'est le respect des individus. C'est croire en le potentiel de réalisation des êtres humains, c'est croire en leur liberté autonome de choisir. Clamer le droit de voir l'individualisme comme un concept positif, c'est oser employer le mot « liberté » pour ce qu'il est, c'est oser se réapproprier sa pleine signification. C'est lutter pour éviter que le socialisme puisse prétendre à l'utilisation de la liberté (Hayek 2005, p. 24). C'est aussi lutter contre la « modification subtile imposée au mot liberté » par les socialistes (Hayek 2005, p. 25). En donnant à l'individualisme une connotation constructive et positive, ce que Hayek propose en fait, c'est un combat idéologique qui passe par le discours. C'est une lutte textuelle qui s'effectue au travers de la définition et d'appropriation de la valeur « liberté ». Pour ce faire, c'est l'objet de l'analyse de la prochaine section, Hayek démonte la prétention du socialisme à la liberté en montrant que sous le couvert de liberté, les socialistes désirent en fait imposer une justice « redistributive », une redistribution des richesses qui va à l'encontre de la liberté individuelle telle qu'il la conçoit.

### *7.3.2. Critique libérale des fins socialistes*

Hayek reconnaît que le système collectiviste peut être basé sur des principes moraux élevés, mais il rajoute qu'« en réalité, il n'y a aucune raison à priori pour qu'un [tel] système

favorise les facteurs qui ont servi à son établissement » (Hayek 2005, p. 100). L'on serait peut-être tenté de rajouter que la même chose pourrait être dite à propos du discours néolibéral. Lorsqu'Hayek critique la prétention du socialisme à la liberté, il montre que sous le couvert de liberté, les socialistes désirent en fait transformer radicalement la société et proposer un système coercitif qui a comme objectif de distribuer les revenus sans égard aux libertés individuelles. Pour les socialistes, les fins justifieraient les moyens. Toute la société organisée par les collectivistes, et Hayek inclut ici les fascismes, est orienté vers les fins. En ce sens tous les projets collectivistes diffèrent « du libéralisme et de l'individualisme en ceci qu'ils veulent organiser l'ensemble de la société et toutes ses ressources en vue de cette fin unique » (Hayek 2005, p. 47). En critiquant cette vision uniquement organisée autour des fins, Hayek cherche à démontrer que le libéralisme n'est pas une position idéologique ou un « dogme immuable ». Selon lui, dans le libéralisme, « il n'y a pas de règles stables, fixées une fois pour toutes » (Hayek 2005, p. 20). Hayek voit même une supériorité à cet égard dans le libéralisme. La liberté pour lui, est libérale. Son avantage « est précisément de laisser le champ libre au progrès futur imprévisible » (Hayek 2005, p. 44) et de « faire le plus grand usage possible des forces sociales spontanées » (Hayek 2005, p. 20). Nous verrons pourtant dans les sections qui suivent que le néolibéralisme est tout autant orienté vers des fins qui découlent d'une valeur fondamentale, sa propre conception de la liberté.

Alors qu'il critique les socialistes, Hayek dénonce les sacrifices imposés par le système collectiviste en vue de réaliser leur idéaux. « Le collectiviste a toujours les yeux fixés sur les buts élevés que servent ces mesures pour les justifier. Aucun droit et aucune valeur

chers à l'individu ne peuvent entraver la réalisation des fins assignées par la communauté » (Hayek 2005, p. 109). Cependant, Hayek nous prévient que pour pouvoir profiter de la liberté, il faut « être prêt à faire des sacrifices pour elle » (Hayek 2005, p. 44). Ces sacrifices sont illustrés plus loin dans ce que nous avons choisi d'appeler « le prix de la liberté », et proviennent en grande partie du fait que pour Hayek, à l'instar des autres penseurs du néolibéralisme, aucun compromis ou amalgame n'est possible entre organisation collective ou libérale de l'économie. Pour Hayek :

[R]ien ne paraît à première vue plus plausible, et rien ne saurait plaire davantage aux gens raisonnables, que l'idée de rechercher non pas l'extrême décentralisation de la libre concurrence, ni la centralisation totale du plan unique, mais une combinaison judicieuse des deux méthodes. Et pourtant le bon sens est un mauvais guide en cette matière. La concurrence peut supporter une certaine dose de réglementation, mais elle ne saurait être alliée au planisme dans la mesure où nous le voudrions sans cesser de guider efficacement la production. Et le planisme n'est pas un remède qui, pris à petites doses, puisse produire les résultats qu'on attendait de son application totale. La concurrence et la direction centralisée deviennent de très mauvais instruments si elles ne sont pas complètes; il faut choisir entre les deux pour résoudre un même problème, et le mélange signifie qu'aucune des deux méthodes ne sera efficace, et que le résultat sera pire que si l'on s'était contenté de l'une ou de l'autre. Ou bien, en d'autres termes, on ne peut combiner planisme et concurrence qu'en faisant des plans pour la concurrence, mais non pas contre elle. (Hayek 2005, p. 35)

### 7.3.3. « Liberté » et « Pouvoir »

Après avoir présenté la critique néolibérale des fins des socialistes, telles qu'adressées par Hayek, passons maintenant à la présentation du point de vue de Hayek et de Friedman à propos du rapport entre les différentes conceptions de la liberté, et la nécessité de séparer les sphères politique et économique pour garantir la liberté des individus.

### 7.3.3.1. Liberté politique et liberté économique

Cette section a comme objectif d'exposer les différences de vision entre Hayek et Friedman à propos du rapport entre liberté politique et liberté économique ainsi que leurs présentations respectives des positions des socialistes à cet égard.

Si plusieurs déclarent que la liberté politique n'a pas de sens sans liberté économique individuelle, Hayek signale qu'on envisage souvent la question d'un mauvais point de vue.

En fait, selon lui,

[I]a liberté économique ne peut figurer comme condition préalable de toutes les autres libertés si elle doit signifier la libération de tout souci économique, promise par les socialistes, puisqu'on ne pourrait l'atteindre qu'en privant l'individu et de la nécessité et de la capacité du choix. Elle ne pourrait remplir ce rôle qu'en étant une liberté économique personnelle nous conservant le droit de choisir, ce qui entraînerait inévitablement les risques et les responsabilités corollaires de tout droit. (Hayek 2005, p. 76)

Si la liberté économique individuelle n'est pas une condition préalable aux autres libertés, elles seraient intimement liées. Selon Hayek, il faudrait donc reconnaître, en examinant l'histoire de la civilisation européenne que les libertés personnelles et politiques n'ont jamais existé sans la liberté économique (Hayek 2005, p. 17).

De son côté, en revenant sur son ouvrage quarante ans après sa publication, Friedman apporte dans sa préface de 2002 un éclairage particulier. Il confirme que, selon lui, la liberté économique individuelle est une condition nécessaire aux libertés civiles et politiques. Mais, il reconnaît que « la liberté politique, même si elle est très désirable, n'est

cependant pas une condition aux libertés économiques et civiles » (Friedman 2002, pp. ix-x)<sup>24</sup>. Il rajoute que lors de l'écriture initiale de son ouvrage il n'avait peut-être pas alors saisi le rôle joué par la liberté politique qui « dans certaines circonstances, encourage les libertés économiques et civiles, mais qui dans d'autres circonstances, inhibe les libertés économiques et civiles » (Idem)<sup>25</sup>.

### 7.3.3.2. De la décentralisation du pouvoir et de la séparation des sphères

Maintenant que nous avons rapidement exposé les liens que Hayek et Friedman établissent entre les différentes libertés économiques et politiques, penchons-nous sur la question de la décentralisation du pouvoir et de la séparation des sphères politique et économique. C'est que ces deux processus de décentralisation du pouvoir et de séparation des sphères constituent les piliers, parmi les plus importants, de la pensée néolibérale et éclairent la position des auteurs à l'égard de la véritable signification, à leurs yeux, de la liberté. Il semble qu'une des plus grandes hantises de Hayek et Friedman est la concentration du pouvoir via un contrôle de la sphère économique par la sphère politique. En réponse à cette hantise, les auteurs proposent une décentralisation et une dispersion. Pour eux, le libre marché est la force qui permet de jouer adéquatement ce rôle et qui a le pouvoir de séparer l'économique du politique, mettant les individus à l'abri du pouvoir arbitraire de l'État.

---

24 Notre traduction de : « political freedom, desirable though it may be, is not a necessary condition for economic and civil freedom. »

25 Notre traduction de : « [Political freedom], which under some circumstances promotes economic and civil freedom, and under others, inhibits economic and civil freedom. »

Pour Hayek, « [l]e pouvoir économique, même comme instrument de coercition, est toujours détenu par des individus particuliers, il n'est jamais exclusif et total, et n'est jamais un pouvoir sur la vie des hommes. Mais une fois centralisé, ce pouvoir devient un instrument politique qui met les hommes dans une situation qui diffère à peine de l'esclavage » (Hayek 2005, p. 107). Hayek semble ainsi effectuer un parallèle entre la concentration du pouvoir et la planification socialiste. Pour Friedman, le marché n'est pas caractérisé par la concentration des pouvoirs. Il est plutôt un espace de coopération volontaire entre individus (Friedman 2002, p. 13). En ce sens, le marché s'oppose à l'autre manière de coordonner les activités d'une population, la voie de la coercition, « la technique de l'armée et de l'État moderne totalitaire » (Idem)<sup>26</sup>. Le pouvoir économique devrait donc être dispersé à grande échelle. Et Friedman convient qu'il est bien plus facile de disperser le pouvoir économique que le pouvoir politique (Friedman 2002, p. 15). Ainsi, il envisage le pouvoir économique, qu'il espère être dispersé, comme un contre-pouvoir au pouvoir politique :

Si le gouvernement central gagne en pouvoir, c'est probable que ce soit aux dépens du gouvernement local. Il semble y avoir quelque chose comme une somme fixe de pouvoir à distribuer. Conséquemment, si le pouvoir économique est joint au pouvoir politique, une concentration de pouvoir semble presque inévitable. (Friedman 2002, p. 16)<sup>27</sup>

---

26 Notre traduction de : « the technique of the army and of the modern totalitarian state. »

27 Notre traduction de : « If central government gains power, it is likely to be at the expense of local government. There seems to be something like a fixed total of political power to be distributed. Consequently, if economic power is joined to political power, concentration seems almost inevitable. On the other hand, if economic power is kept in separate hands from political power, it can serve as a check and a counter to political power. »

Friedman reconnaît qu'il y existe une étroite relation entre le politique et l'économique. Mais, selon lui, seules « certaines combinaisons d'arrangements entre le politique et l'économique sont possibles » (Friedman 2002, pp. 7-8)<sup>28</sup>. L'arrangement optimal est, selon Friedman, le suivant : « Le genre d'organisation économique qui procure directement la liberté économique, c'est-à-dire le capitalisme compétitif, promeut également la liberté politique parce qu'il sépare le pouvoir économique du pouvoir politique, et de cette façon permet à l'un de contrecarrer l'autre » (Friedman 2002, p. 9)<sup>29</sup>.

La séparation des sphères, ou l'autonomie du marché est donc envisagée comme la seule configuration possible ou naturelle pour assurer la liberté individuelle. Pour Hayek, la séparation des sphères permet au système de concurrence de s'exprimer librement et ainsi, le partage des pouvoirs « est capable de réduire, par le moyen de la décentralisation, le pouvoir exercé par l'homme sur l'homme » (Hayek 2005, p. 106). Ainsi, « la séparation des buts politiques et économiques est une garantie essentielle de la liberté individuelle » (Hayek 2005, p. 107).

Cependant, il nous apparaît que Hayek et Friedman sont muets à propos du risque de concentration du pouvoir économique aux mains d'une minorité. Cette concentration et ses

---

28 Notre traduction de : « there is an intimate connection between economics and politics, that only certain combinations of political and economic arrangements are possible. »

29 Notre traduction de : « The kind of economic organization that provides economic freedom directly, namely, competitive capitalism, also promotes political freedom because it separates economic power from political power and in this way enables one to offset the other. »

conséquences sont, d'une certaine manière, un pouvoir des êtres humains sur les êtres humains. Nous aurons l'occasion d'y revenir plus loin dans notre analyse.

### 7.3.3.3. Fins individuelles et fins communes

Pour Hayek et Friedman, les fins doivent être élaborées individuellement. En quelque sorte, cela vient atomiser la société en une multitude de fins individuelles qui remet en cause l'idée que l'humanité pour avait un but commun et collectif. En cela, le discours néolibéral réduit grandement les choix en termes de délimitation du champ des possibles. Toutes fins communes sont écartées. À cet égard, Hayek nous prévient que « croire en un but et en un intérêt commun à tous les hommes serait admettre une ressemblance dans la formation et dans la mentalité qui ne saurait exister entre êtres humains » (Hayek 2005, p. 103). Conséquemment, dans une société où prédomine le discours néolibéral, il devient difficile de s'interroger sur les fins ultimes du système socio-économique qui régit en grande partie, ou plutôt limite l'action de notre système politique, qui a pourtant originalement été conçu pour incarné la volonté populaire et articuler les efforts individuels vers des fins théoriquement adoptées collectivement et démocratiquement.

Cela s'explique par le fait Pour Hayek, comme pour les autres tenants du discours néolibéral, il n'existe pas d'échelle de valeur commune. Il n'existe pas d'éthique collective qui devrait guider les fins communes. Une telle éthique serait même dangereuse. « [L]es hommes les plus désireux de planifier la société seraient les plus dangereux si on les laisse faire, et les plus intolérants à l'égard du planisme d'autrui » (Hayek 2005, p. 46). Face à la

diversité des fins et des éthiques individuelles, l'élaboration de fins communes est impossible.

Pour Friedman, il est vain de penser que l'on puisse envisager un consensus social autour d'une fin commune. Il ne peut y avoir d'unanimité. Les fins sont une question éthique qui devrait être laissée dans les mains des individus. « Dans une société, la liberté n'a rien à dire à propos de ce qu'un individu fait avec sa liberté; ce n'est pas une éthique qui englobe tout. En effet, une revendication majeure du libéral est de laisser à l'individu le soin de lutter lui-même avec le problème éthique » (Friedman 2002, p. 12)<sup>30</sup>. À cet effet, le marché est un outil important qui permet aux individus de se rencontrer et d'éviter de s'imposer entre eux une conformité. Sur le marché, les individus gardent intactes leurs fins, telles que définies individuellement, et par un mécanisme dynamique, s'y rencontrent des acteurs qui y convergent temporairement. S'il peut exister des convergences entre des fins individuelles, cette convergence est de l'ordre du hasard ou de la coïncidence que le marché rend possible et réalisable.

Hayek va dans le même sens en parlant de :

[...] l'existence de fins sociales, ou plutôt une coïncidence de fins individuelles qui recommande aux hommes de s'associer pour les atteindre. Mais elle limite cette action commune aux cas où les idées individuelles coïncident; ce qu'on appelle des « fins sociales » sont simplement des fins identiques d'un grand nombre d'individus, ou des fins à l'obtention desquelles des individus sont disposés à contribuer en échange de l'assistance qu'ils reçoivent pour la satisfaction de leurs propres désirs. (Hayek 2005, p. 49)

---

30 Notre traduction de: « [I]n a society freedom has nothing to say about what an individual does with his freedom; it is not an all embracing ethic. Indeed, a major claim of the liberal is to leave the ethical problem for the individual to wrestle with. »

Pour Friedman, le marché permet de soustraire la définition des fins au monde du politique et du collectif. Si le marché est garant de liberté économique, il est aussi garant de libertés individuelles.

L'usage généralisé du marché réduit la pression sur le tissu social en rendant la conformité non nécessaire dans toutes activités qu'il englobe. Plus la portée des activités couvertes par le marché est large, moins nombreux sont les enjeux à propos desquels des décisions explicitement politiques sont requises et donc à propos desquelles il est nécessaire de parvenir à une entente. Conséquemment, moins il y a d'enjeux à propos desquels l'entente est nécessaire, plus grande est la probabilité d'obtenir une entente tout en maintenant une société libre. (Friedman 2002, p. 24)<sup>31</sup>

Un modèle social, ainsi envisagé comme une société fragmentée ou atomisée faite d'une collection d'individus réduit considérablement le champ des possibles. L'univers des choses réalisables est limité par le fait que les libéraux et les néolibéraux ne considèrent pas que la société existe au-delà des initiatives individuelles. Les fins communes n'ayant pas de sens, seules peuvent être envisagées comme réalisables, les fins individuelles qui reflètent toutes les intérêts de la multitude qui consiste avant tout en une accumulation individuelle de capital.

Mais, pour arriver à ces fins, il est nécessaire de discuter des moyens à mettre en œuvre. Ces moyens sont eux aussi délimités par le modèle social, politique et économique proposé par Hayek et Friedman. Si le développement est envisagé comme quelque chose de

---

31 Notre traduction de : « The widespread use of the market reduces the strain on the social fabric by rendering conformity unnecessary with respect to any activities it encompasses. The wider the range of activities covered by the market, the fewer are the issues on which explicitly political decisions are required and hence on which it is necessary to achieve agreement. In turn, the fewer the issues on which agreement is necessary, the greater is the likelihood of getting agreement while maintaining a free society. »

souhaitable, ce qui ne semble pas être nécessairement le cas, son modèle est conditionné par les dogmes de la pensée néolibérale en termes d'accumulation de capital, de liberté individuelle, de droit de propriété, et toutes leurs conséquences en ce qui a trait aux inégalités.

D'après le discours néolibéral, une liberté individuelle implique donc que les unités individuelles de la société soient en mesure de définir par eux-mêmes et pour eux-mêmes ce qu'ils désirent poursuivre comme fins et quels sont les moyens nécessaires pour y parvenir. Cette définition ne devrait être en aucune manière entravée par des acteurs collectifs, tel l'État, ou individuels.

Pour Hayek ou Friedman, il n'est pas important de se poser la question de l'altruisme ou de l'égoïsme des individus. Tel que présenté dans la section 7.3.1., pour eux, il est plus important de rendre à l'individualisme son aspect positif que le collectivisme tente de faire disparaître. C'est dans cette optique que Hayek nous dit :

Peu importe qu'il soit égoïste ou altruiste au sens ordinaire de ces termes. Le point important est qu'un homme ne peut embrasser plus qu'un terrain limité, ne peut connaître que l'urgence d'un nombre limité de besoin. Que ses intérêts gravitent autour de ses propres besoins physiques, ou qu'il s'intéresse chaleureusement au bien-être de chacun des êtres humains qu'il connaît, il ne peut se soucier que d'une fraction infinitésimale des besoins de l'humanité. C'est là le fait fondamental sur lequel repose toute la philosophie de l'individualisme. (Hayek 2005, p. 49)

Plus loin, Hayek ajoute :

Au-delà de la sphère de la responsabilité individuelle il n'y a ni bonté, ni méchanceté, ni aucune possibilité de faire preuve de qualités morales ni de donner la mesure de sa conviction en sacrifiant ses désirs à la justice. Une décision n'a de valeur morale que dans la mesure où nous sommes responsables de nos propres intérêts et libres de les sacrifier. Nous ne saurions être altruistes aux dépens d'autrui, et il n'y a pas non plus de mérite à être altruiste si nous n'avons pas le choix. (Hayek 2005, p. 152)

#### 7.3.4. *Le rôle des valeurs néolibérales dans la délimitation du champ des possibles*

En tant que libéraux, nous prenons la liberté de l'individu, ou peut-être de la famille, comme notre but ultime en jugeant des arrangements sociaux. (Friedman 2002, p. 12)<sup>32</sup>

Dans cette section, nous nous pencherons sur la manière dont les valeurs du néolibéralisme, telles que présentées par les deux auteurs, s'insèrent dans une plus large théorie sociale et une vision de la justice qui ont comme effet de déterminer les fins et les moyens, et de réduire le champ des possibles.

##### 7.3.4.1. Liberté et égalité

Pour Friedman, la notion d'égalité, telle qu'elle se concrétise sous la forme d'une redistribution des ressources, ou d'une justice « redistributive » implique un élément de coercition qui passe, dans le cas des utopies ou des discours collectivistes, par l'action de l'État. Une telle justice est incompatible avec la promotion et la défense des intérêts individuels, et de sa conception de la liberté. Ainsi, selon lui, la liberté des individus doit être protégée. Les efforts collectifs afin de chercher une justice sociale qui protégerait la dignité ou la survie des autres va à l'encontre des principes de liberté.

Le défaut central de ces mesures est qu'elles cherchent par l'entremise du pouvoir gouvernemental à forcer les gens à agir contre leurs propres intérêts immédiats en vue de promouvoir un supposé intérêt général. Elles cherchent à résoudre ce qui est supposé un conflit d'intérêts, ou une différence de visions à propos des intérêts, non pas en établissant un cadre qui éliminera le conflit, ou en persuadant les gens d'avoir des intérêts

---

32 Notre traduction de: « As liberals, we take freedom of the individual, or perhaps of the family, as our ultimate goal in judging social arrangements. »

différents, mais en forçant les gens à agir contre leur propre intérêt. (Friedman 2002, p. 200)<sup>33</sup>

Les moyens mis en œuvre afin de s'assurer d'une égalité ont comme effet de limiter la liberté des individus. À ce titre, si quelque chose doit être protégé, c'est la liberté économique car, plus que l'égalité, elle est la seule manière de s'assurer d'une pleine réalisation individuelle sans dérive collectiviste ou coercitive. La liberté économique est la seule garante d'une dignité individuelle. Selon lui, « Le cœur de la philosophie libérale est une croyance en la dignité de l'individu, en sa liberté de faire au mieux de ses capacités et opportunités en accord avec ses propres vues, en respectant seulement la prémisse qu'il n'interférera pas avec la liberté des individus de faire de même » (Friedman 2002, p. 95)<sup>34</sup>.

Friedman précise qu'en fait, une telle vision est égalitaire comme tous les êtres humains sont égaux. Ils disposent du même droit d'accéder à la liberté économique (Idem). La réponse aux inégalités que nous avons brièvement décrite à la section 2.1 ne se trouve pas, selon Friedman, dans une justice collective. Elle se trouve dans une défense de la liberté économique des individus. C'est ainsi que Friedman délimite le champ des possibles et justifie le refus de travailler collectivement à réduire les inégalités.

---

33 Notre traduction de : « The central defect of these measures is that they seek through government to force people to act against their own immediate interests in order to promote a supposedly general interest. They seek to resolve what is supposedly a conflict of interest, or a difference in view about interest, not by establishing a framework that will eliminate the conflict, or by persuading people to have different interests, but by forcing people to act against their own interest. »

34 Notre traduction de : « The heart of the liberal philosophy is a belief in the dignity of the individual, in his freedom to make the most of his capacities and opportunities according to his own lights, subject only to the proviso that he not interfere with the freedom of other individuals to do the same. »

#### 7.3.4.2. Le sacrifice de la justice

Sans perdre un instant cette vérité en vue, nous ne devons pas tomber dans l'erreur fatale à la mode chez les intellectuels qui exigent la sécurité au prix de la liberté. Regardons franchement la réalité; admettons que la liberté ne s'obtient qu'à un certain prix et que l'homme doit faire de durs sacrifices pour la conserver. (Hayek 2005, p. 98)

En trame de fond de l'œuvre de Hayek et de Friedman réside une théorie de la justice. Cette théorie veut que, malgré les objectifs qui semblent bien nobles de la sécurité économique collective, cette fin ne peut se réaliser qu'au détriment de la liberté économique individuelle. Cependant, afin d'éviter toute coercition et toute dérive autoritaire, il ne faut jamais sacrifier la liberté économique individuelle, même au prix de grandes inégalités économiques que nous avons ironiquement appelées « le prix de la liberté ». Dans cette optique, Hayek déclare donc que :

Le but principal de toute politique doit évidemment être de protéger l'homme contre les privations élémentaires, d'éviter le gaspillage des forces, d'en éliminer les causes et d'en prévenir les effets. Mais pour assurer le succès de ces tentatives sans supprimer la liberté individuelle, il faudrait réaliser la sécurité sans exercer de pression sur le marché, en laissant libre cours à la concurrence. (Hayek 2005, p. 97)

Hayek reconnaît qu'il existe des raisons pour lesquelles la justice égalitaire peut séduire. « [P]ar son indignation devant les inégalités sociales, notre génération dépasse probablement la plupart des précédentes. [...] Dans ce domaine les idées sont devenues si confuses qu'il est bon de revenir aux principes fondamentaux » (Hayek 2005, p. 152). Ces principes permettent un retour au plus important, la liberté. Si Hayek convient à demi-mot qu'il peut exister une juste compétition entre les modèles sociaux, il nous semble que Friedman va bien plus loin encore. Il indique qu'une justice économique par la redistribution est une doctrine subversive qui a comme objectif de détruire les sociétés

libres. Une société libre se définit par la possibilité, pour les individus, de se réaliser via leur capacité non contrainte d'accumuler de la richesse.

Peu de courants pourraient aussi complètement affaiblir les fondations mêmes de notre société libre que l'acceptation par des officiers corporatifs d'une responsabilité sociale autre que de faire autant d'argent que possible pour leur actionnaires. Cela est une doctrine fondamentalement subversive. (Friedman 2002, p. 133)<sup>35</sup>

Comme nous le venons de voir, Hayek et Friedman réduisent le champ des possibles au nom de la liberté. Il y a apparemment un coût social, un prix à cette liberté, mais ce coût est nécessaire pour protéger l'individu de toute entreprise de coercition par l'État.

Nous verrons dans la prochaine section que si l'un des objectifs du discours néolibéral est de soustraire les individus aux fins du discours socialiste, l'avènement du monde qu'il nous propose passe également par l'acceptation ou l'imposition des fins du discours néolibéral, et des moyens de parvenir à ces fins, qui seront étudiés à la section 7.4.

#### 7.3.4.3. Soumission aux fins idéales du néolibéralisme

D'après le discours néolibéral, la seule force capable de permettre une interaction optimale entre les individus et de participer à une distribution optimale des ressources en considération de l'essentielle atomisation de la société est le libre marché. Ce libre marché est fait de forces impersonnelles et comme espace de rencontre des intérêts individuels, il serait la seule institution sociale en mesure de garantir les libertés.

---

35 Notre traduction de : « Few trends could so thoroughly undermine the very foundations of our free society as the acceptance by corporate officials of a social responsibility other than to make as much money for their stockholders as possible. This is a fundamentally subversive doctrine. »

Pour Friedman, le libre marché dans sa constituante essentiellement compétitive est impersonnel et donc aveugle aux différences individuelles. Dans ce sens, le libre marché est garant du respect des individus.

Le terme compétition a deux sens très différents. Dans la discussion ordinaire, compétition veut dire rivalité personnelle, avec un individu cherchant à défaire son propre compétiteur. Dans le monde économique, compétition veut presque dire le contraire. Il n'y a pas de rivalité personnelle dans le marché compétitif. [...] L'essence d'un marché compétitif est son caractère impersonnel. (Friedman 2002, p. 118)<sup>36</sup>

Hayek abonde dans ce sens :

Le libéralisme est basé sur la conviction que la concurrence est le meilleur moyen de guider les efforts individuels. [...] Il considère la concurrence comme supérieure non seulement parce qu'elle est dans la plupart des circonstances la méthode la plus efficace qu'on connaisse, mais plus encore parce qu'elle est la seule méthode qui permette d'ajuster nos activités les unes aux autres sans intervention arbitraire ou coercitive de l'autorité. (Hayek 2005, p. 33)

Cependant, nous pouvons noter ici autre un paradoxe, ce que Hayek et Friedman proposent au nom de la liberté, c'est une soumission sous la forme d'un acte de foi. Comme en religion, il faut se soumettre, et l'on reprochera à celles et ceux qui ne parviennent pas à réaliser leurs objectifs, à obtenir leurs fins, une soumission qui manque de sincérité.

À propos de cet acte de foi, Hayek déclare ceci :

C'est la soumission de l'homme aux forces impersonnelles du marché qui, dans le passé, a rendu possible le développement d'une civilisation qui sans cela n'aurait pu se développer; c'est par cette soumission quotidienne que nous contribuons à construire quelque chose qui est plus grand que nous pouvons le comprendre. (Hayek 2005, p. 148)

---

36 Notre traduction de : « Competition has two very different meanings. In ordinary discourse, competition means personal rivalry, with one individual seeking to outdo his own competitor. In the economic world, competition means almost the opposite. There is no personal rivalry in the competitive market. [...] The essence of a competitive market is its impersonal character. »

### *7.3.5. Conclusion de la section*

Nous avons vu dans cette section que tant Hayek que Friedman établissent dans la liberté économique individuelle à la fois une valeur fondamentale et une fin ultime du néolibéralisme. Il est apparu que les auteurs sont conscients de la souffrance que cela peut engendrer, des « sacrifices » nécessaires que nous avons appelés le « prix de la liberté », mais ils regrettent qu'au nom de cette souffrance, l'on souhaite établir des mesures coercitives. Nous avons également vu que cette liberté individuelle, telle qu'envisagée par les auteurs, est d'une telle force qu'elle ne peut coexister avec un principe collectif ou des valeurs communes. Mais, selon les auteurs, le libre marché permet une interaction collective. C'est la seule institution sociale qui permet un respect des libertés individuelles. Jamais, cette institution ne devrait être soumise à d'autres forces. Il faut s'assurer que le pouvoir soit décentralisé, qu'il soit fragmenté et que le libre marché soit affranchi de toute détermination par la sphère politique.

Ainsi, la délimitation du champ des possibles par la pensée néolibérale de Hayek et de Friedman s'inscrit dans une guerre idéologique dans laquelle les fins poursuivies ne permettent aucun compromis, et à propos du bien-fondé duquel nous devrions professer un acte de foi. Après analyse, nous sommes donc en mesure de constater que le discours néolibéral se présente sous la forme d'une idéologie qui nous invite à avoir foi en elle, d'un dogme qui nous invite à la soumission au nom de sa conception de la liberté.

## 7.4. Les moyens d'être libre

Dans cette section, nous explorons les moyens proposés par les auteurs pour parvenir aux fins exposées dans la section précédentes. Nous serons à même de constater que tout comme les fins, les moyens découlent de la ou des valeurs fondamentales d'un discours, et qu'ils participent eux aussi à la délimitation du champ des possibles. Finalement, nous verrons, comme le suggérait notre hypothèse de recherche, en quoi le discours néolibéral participe à délimiter le champ des possible du développement d'une façon qui défavorise de façon importante la réduction des inégalités telles qu'incarnées dans l'état actuel de la pauvreté extrême dans le monde, et qui restreint paradoxalement la liberté individuelle de la majorité des êtres humains.

### 7.4.1. *La fin justifie les moyens?*

Tel que nous l'avons vu dans la section précédente, au nom de la fin ultime visée par leur discours, qu'est la suprématie de leur conception de la liberté économique individuelle, il nous semble que les auteurs sont prêts à justifier de nombreux moyens, de nombreux « sacrifices ». Mais, rappelons-nous, Hayek critique les socialistes qui, selon lui, justifieraient tous les moyens au nom des fins.

[L]e terme [socialisme] peut signifier, et sert souvent à définir simplement les idéaux de justice sociale, d'égalité et de sécurité accrues qui sont les fins dernières du socialisme. Mais il signifie aussi la méthode particulière par laquelle la plupart des socialistes espèrent atteindre ces fins [...]. Dans cette acception, le mot socialisme signifie abolition de l'entreprise privée, de la propriété privée des moyens de production, et création d'un système d' « économie planifiée » où le chef d'entreprise travaillant pour un profit est remplacé par un organisme planificateur central. (Hayek 2005, p. 30)

En dénonçant le collectivisme qui organise tout autour des fins, Hayek cherche à donner une validité au libéralisme qu'il présente comme une position non idéologique. Friedman, lui aussi critique les sociétés totalitaires, mais pas exactement dans le même sens que Hayek. Il ne dénonce pas l'orientation des activités vers une fin donnée, mais plutôt la justification de l'usage de mauvais moyens pour atteindre une fin jugée bonne :

Une objection courante aux sociétés totalitaires est qu'elles regardent la fin pour justifier les moyens. Pris littéralement, cette objection est clairement illogique. Si la fin ne justifie pas les moyens, qu'est-ce qui le fait? Mais cette réponse facile ne dispose pas de l'objection; elle démontre simplement que l'objection n'est pas bien amenée. De nier que la fin justifie les moyens est indirectement d'affirmer que la fin en question n'est pas la fin ultime, que la fin ultime est elle-même l'usage des bons moyens. Désirables ou non, n'importe quelle fin qui peut seulement être atteinte par de mauvais moyens doit céder la place à la fin plus basique de l'usage de moyens acceptables. (Friedman 2002, p. 22)<sup>37</sup>

Si Hayek et Friedman critiquent tantôt l'idée que la fin semble justifier les moyens, tantôt que de mauvais moyens ne peuvent être employés dans l'atteinte d'une fin jugée bonne, il nous paraît important de leur adresser les mêmes critiques. Car les fins et les moyens qu'ils proposent vont justement dans ce sens. Au nom de la liberté économique individuelle, il faudrait justifier les inégalités telles que l'extrême pauvreté et la faim chronique dans le monde. Leur conception de la liberté participe ainsi à définir, dans une approche dogmatique, des limites très restrictives au champ des possibles, limites qui amènent leur lot de questions d'ordre éthique également.

---

37 Notre traduction de : « A common objection to totalitarian societies is that they regard the end to justify the means. Taken literally, this objection is clearly illogical. If the end does not justify the means, what does? But this easy answer does not dispose of the objection; it simply shows that the objection is not well put. To deny that the end justifies the means is indirectly to assert that the end in question is not the ultimate end, that the ultimate end is itself the use of the proper means. Desirable or not, any end that can be attained only by bad means must give way to the more basic end of the use of acceptable means. »

#### *7.4.2. Critique libérale des moyens socialistes*

Il y a beaucoup de gens qui se donnent à eux-mêmes le nom de socialistes et qui ne se soucient de la première acception du mot socialisme. Ils croient avec ferveur à ces fins dernières du socialisme, mais ne veulent ni ne peuvent comprendre par quels moyens elles pourront être atteintes. Ils se contentent d'être sûrs qu'il faut les atteindre à tout prix. Mais pour tous ceux pour qui le socialisme est non seulement un espoir mais encore un objet de politique pratique, les méthodes caractéristiques du socialisme moderne sont aussi essentielles que les fins elles-mêmes. (Hayek 2005, p. 30)

Comme nous l'avons vu tout au long du présent mémoire, l'œuvre de Friedman et de Hayek est une lutte idéologique contre le socialisme et ses valeurs. La section qui suit présente donc, dans cette optique, la critique néolibérale des moyens proposés par le socialisme pour parvenir à leurs idéaux d'égalité et de justice redistributive.

##### 7.4.2.1. Les moyens de la tyrannie

Après nous avoir avertis des dangers des moyens du socialisme et plus généralement des collectivismes et des totalitarismes, Hayek et Friedman établissent les risques d'une société basée sur les fins qui détermineraient tous les moyens. Les auteurs nous avertissent que les moyens du socialisme mènent à d'autres fins que la justice sociale. Dans sa réalisation, le socialisme met en place des moyens qui vont même dans un sens opposés aux fins qu'il professe. Encore une fois, la tentation pourrait être forte de faire la même critique envers le discours néolibéral.

Pour Hayek, le socialisme prétend vouloir la liberté, mais dans les faits, il planifie l'économie qui est encadrée alors par l'État. En ce sens, Hayek reconnaît qu'il existe deux acceptions de l'économie, une libre et une planifiée. Cette dernière mène à la tyrannie car, dans sa réalisation, l'économie planifiée est à l'image des intérêts des responsables de la

planification. Ces responsables, ou experts, imposent leurs valeurs à la communauté qu'ils désirent libérer. Hayek y voit une importante contradiction entre les fins et les moyens. Ainsi Hayek déclare que « le planisme centralisé signifie que c'est la communauté qui doit résoudre le problème économique à la place de l'individu. Ceci implique l'obligation pour la communauté ou pour ses représentants de déterminer l'importance relative des différents besoins » (Hayek 2005, p. 70). Il précise que le « planisme » est un exercice de contrôle tyrannique de certains individus sur la vie des autres.

De par l'essence même du problème économique, l'établissement d'un plan économique implique le choix entre des fins concurrentes et antagonistes – les besoins différents de différentes gens. Mais quelles sont les fins ainsi aux prises, quelles sont celles qu'il faudra sacrifier pour en atteindre certaines autres, en bref, quelles sont les alternatives entre lesquelles il nous faudra choisir, c'est ce que peuvent savoir seul ceux qui connaissent tous les faits; et eux seuls, les experts, sont en mesure de décider à quelles fins donner la préférence. Il est inévitable qu'ils imposent leur échelle de préférences à la collectivité pour laquelle ils planifient. (Hayek 2005, p. 53)

Si, comme nous le dit Hayek, les socialistes sacrifient la liberté individuelle au profit d'une égalité ou d'une justice, les libéraux nous semblent prêts à sacrifier toute sécurité économique, qui pourrait prendre la forme d'une égalité ou d'une justice au profit de la liberté individuelle. Il nous semble que cela constitue le centre de l'argument, de la lutte menée sans compromis aux socialistes par les auteurs néolibéraux, et le cœur de leur délimitation très restrictive du champ des possibles.

#### 7.4.2.2. La démocratie en péril et les périls de la démocratie

Ainsi, selon Hayek et Friedman, il existe un péril important dans l'imposition d'un plan par un projet socialiste. Ce plan, qui proviendrait d'une minorité, les experts, est

essentiellement anti-démocratique. Selon les auteurs, seul le capitalisme permet la véritable démocratie qui est le meilleur modèle d'organisation politique et sociale puisqu'il place au centre de toutes choses la liberté individuelle. Cependant, en protégeant ou en faisant advenir la démocratie, il ne faudrait pas perdre de vue qu'elle n'est en fait qu'un moyen d'atteindre la liberté. D'après les auteurs, elle ne serait pas une fin en soi. Dans ce sens, Hayek déclare que « [l]a démocratie est essentiellement un moyen, un procédé utilitaire pour sauvegarder la paix intérieure et la liberté individuelle. En tant que telle, elle n'est aucunement infaillible » (Hayek 2005, p. 56-57).

Comme nous l'avons vu dans la section 7.3.3.2., la liberté ne serait possible que dans une dispersion du pouvoir. Ainsi, si la source du pouvoir provient du système démocratique, il est au moins aussi important de s'assurer que la réalisation du pouvoir se passe par une décentralisation de celui-ci. Si Hayek et Friedman reconnaissent des vertus à la démocratie, il existe dans leur discours une certaine inquiétude face à celle-ci, qui représenterait un certain péril. Selon Hayek il faut être prudent face à la démocratie car elle peut mettre en danger la liberté économique individuelle (Hayek 2005, p. 57). Elle peut « instaurer le despotisme le plus absolu » (Hayek 2005, p. 65). Un système démocratique risque de tendre vers un partage forcé de la richesse. Friedman voit dans la démocratie un risque de coercition. De la sorte, il déclare que « le manque de volonté du riche [...] de partager sa fortune ne devrait pas constituer une justification de l'utilisation de la coercition par les

autres » (Friedman 2002, p. 165)<sup>38</sup>. Dans cet ordre d'idée, Friedman voit dans un des accomplissements de la démocratie, les paliers progressifs d'imposition, une sorte de coercition qui a comme objectif une redistribution forcée des richesses. Cet accomplissement de la démocratie va directement à l'encontre de la réalisation et de la protection de liberté la liberté telle que conçu par le discours néolibéral. Les auteurs ne vont toutefois pas ouvertement au-delà des invitations à la prudence présentés ici, et ne proposent pas directement un système politique non démocratique. En raison de la dispersion relative du pouvoir politique qu'elle représente, la démocratie semble donc représenter peut-être pas un mal nécessaire, mais au moins un danger potentiel inévitable dans le contexte politico-historique dans lequel leurs textes s'inscrivent.

#### *7.4.3. Les règles du jeu*

Dans cette section, nous examinons comment Hayek et Friedman établissent un programme, une articulation de moyens pour parvenir à une économie de libre marché. Ce programme est basé dans un certain nombre de postulats hérités du libéralisme classique, comme le fait que l'être humain est imparfait et doit être guidé par un système économique susceptible de palier au moins partiellement à cette imperfection; et que la liberté économique individuelle étant une fin en soi, le laissez-faire et le libre-échange, entre autres, sont des moyens essentiels à l'atteinte de cette fin.

---

38 Notre traduction de : « The unwillingness of the rich [...] to share his wealth does not justify the use of coercion by the others. »

### 7.4.3.1. La règle de la loi

Pour Friedman, toute liberté absolue est impossible. Il existe des situations dans lesquelles les libertés individuelles entrent en conflit entre elles. Ainsi, la liberté absolue, qui prendrait la forme d'une anarchie, n'est pas réalisable. Car en effet, la société est composée d'êtres humains qui sont foncièrement imparfaits (Friedman 2002, p. 25). Pour pouvoir réaliser la liberté individuelle, tout en minimisant les risques des conflits entre individus poursuivant chacun leurs fins individuelles, il est nécessaire d'établir des « règles du jeu ». Mais, il faut que les membres d'une société s'entendent sur ces règles. Friedman déclare ainsi que « Une bonne société requiert que ses membres s'entendent sur les conditions générales qui gouverneront les relations entre eux, sur certains moyens d'arbitrer les diverses interprétations de ces conditions, et sur une quelconque façon d'assurer le respect des règles généralement acceptées » (Idem)<sup>39</sup>. Ces « règles du jeu » doivent passer par un large consensus social. Dans ce contexte, si l'on peut penser à un rôle pour l'État, celui-ci devrait être de faire respecter ces « règles du jeu ». L'État devrait participer à l'arbitrage des conflits entre individus. Pour lui, « Le rôle du gouvernement ainsi considéré est de faire quelque chose que le marché ne peut pas faire lui-même, c'est-à-dire, de déterminer,

---

39 Notre traduction de : « [A] good society requires that its members agree on the general conditions that will govern relations among them, on some means of arbitrating different interpretations of these conditions, and on some device for enforcing compliance with the generally accepted rules. »

arbitrer, et assurer le respect des règles du jeu » (Friedman 2002, p. 27)<sup>40</sup>. Dans la section suivante, nous présenterons plus en détails le rôle de l'État tel qu'envisagé par Friedman.

Hayek va dans le même sens. Pour lui, l'État devrait se limiter à établir les « règles du jeu » et ainsi à garantir la liberté individuelle. Ces « règles du jeu » sont les lois dont le respect permet de protéger l'individu et ses droits des abus du pouvoir politique. Pour Hayek, c'est le contraire de l'État socialiste qui sacrifie les intérêts de certains groupes pour le bénéfice d'autres groupes. La règle de la loi est essentielle au respect des libertés individuelles.

Toutefois, les lois peuvent aussi être des instruments d'asservissement. Il existe un risque qu'elles puissent fixer le niveau de richesse et de possession des individus. Hayek explique que « lois restreignent, dans une certaine mesure, la liberté individuelle en limitant les moyens que les citoyens peuvent employer pour réaliser leurs desseins » (Hayek 2005, p. 58). Ainsi, une règle de loi adéquate permettrait de protéger le libre marché qui est foncièrement juste et impartial en raison de l'imprévisibilité de ses effets sur les intérêts particuliers. La règle de la loi limite les pouvoirs démocratiques et elle protège de certaines dérives. Plus loin Hayek déclare que la règle de loi doit s'opposer « à toute législation orientée d'après les intérêts d'une certaine catégorie de gens » (Hayek 2005, p. 65). Elle doit toujours être appliquée, indistinctement, c'est-à-dire même en cas d'injustices. Ainsi, afin de protéger la liberté individuelle, elle ne doit pas servir des fins telles qu'une justice

---

40 Notre traduction de : « The role of government just considered is to do something that the market cannot do for itself, namely, to determine, arbitrate, and enforce the rules of the game. »

distributrice visant à pallier les inégalités économiques. Appliquée ainsi, la règle de loi est l'incarnation légale de la liberté (Hayek 2005, p. 64).

#### 7.4.3.2. Le rôle de l'État

Là où il y a une grande pauvreté, il y a une grande inégalité. Pour un homme riche, il doit y avoir au moins cinq cent pauvres et la richesse de quelques uns suppose la pauvreté de nombreux autres. [...] L'acquisition d'une propriété large et d'une grande valeur, ainsi, requiert nécessairement l'établissement d'un gouvernement civil. (Smith 2003, p. 177)<sup>41</sup>

Le gouvernement civil, du moins lorsqu'institué pour protéger la propriété privée, est en réalité institué pour la défense du riche contre le pauvre, ou de ceux qui ont une quelconque propriété contre ceux qui n'en ont pas du tout. (Smith 2003, p. 181)<sup>42</sup>

Les riches, en particulier, sont nécessairement intéressés à supporter cet ordre des choses, qui seul peut les protéger dans la possession de leurs propres avantages. (Smith 2003, p. 180)<sup>43</sup>

Le rôle de l'État occupe une place prépondérante dans la définition de la société et la protection de la liberté individuelle. Comme nous allons le voir, les deux éléments sont intimement liés. Selon Friedman, la société n'est que la somme des individus qui la compose (Friedman 2002, p. 1). Ce qu'il appelle l'« homme libre » ne reconnaît pas de fins communes. Il ne reconnaît que des fins individuelles poursuivies par l'ensemble des individus qui composent la société. Friedman est opposé au pouvoir de l'État qu'il caractérise de « paternaliste » (Friedman 2002, p. 33). Cette aversion est fondée sur son

---

41 Notre traduction de : « Wherever there is great property, there is great inequality. For one very rich man, there must be at least five hundred poor and the affluence of the few supposes the indigence of the many. [...] The acquisition of valuable and extensive property, therefore, necessarily requires the establishment of civil government. »

42 Notre traduction de : « Civil government, so far as it is instituted for the security of property, is in reality instituted for the defence of the rich against the poor, or of those who have some property against those who have none at all. »

43 Notre traduction de : « The rich, in particular, are necessarily interested to support that order of things, which can alone secure them in the possession of their own advantages. »

interprétation du socialisme envisagé comme un régime dans lequel certains décident pour tous. Cependant, comme nous l'avons présenté dans la section précédente, Friedman reconnaît la nécessité d'un État qui ferait respecter les « règles du jeu ». La fonction principale de l'État doit donc être de protéger la liberté et la propriété des individus, de préserver la loi et l'ordre, de faire respecter les contrats et de favoriser l'établissement de marchés compétitifs. Mais Friedman reconnaît d'autres fonctions additionnelles à l'État. Ces fonctions sont par exemple, de s'occuper des domaines « indivisibles », tels que la défense nationale. Cependant, ces fonctions additionnelles doivent être exercées dans le plus grand respect de la liberté individuelle et dans la plus grande méfiance de la concentration du pouvoir politique.

Comment pouvons-nous conserver le gouvernement que nous avons créé, sans qu'il devienne un Frankenstein qui détruira la liberté même pour la défense de laquelle nous l'avons établi. La liberté est une plante rare et délicate. Nos esprits nous disent, et l'Histoire le confirme, que la grande menace à la liberté est la concentration de pouvoir. Le gouvernement est nécessaire à la préservation de la liberté, c'est un instrument au travers duquel nous pouvons exercer notre liberté; mais en concentrant du pouvoir aux mains du politique, il est également une menace à la liberté. (Friedman 2002, p. 2)<sup>44</sup>

Il faut donc s'assurer de limiter la capacité de l'État à limiter la liberté individuelle. En soi, chaque acte de l'État limite la liberté individuelle directement et menace la préservation de la liberté indirectement (Friedman 2002, p. 32). Le libre marché est le meilleur moyen de contrebalancer le pouvoir de l'État. En ce sens, Friedman refuse tant le socialisme qui

---

44 Notre traduction de : « How can we keep the government we create from becoming a Frankenstein that will destroy the very freedom we establish it to protect. Freedom is a rare and delicate plant. Our minds tell us, and history confirms that the great threat to freedom is the concentration of power. Government is necessary to preserve our freedom, it is an instrument through which we can exercise our freedom; yet by concentrating power in political hands, it is also a threat to freedom. »

verrait dans l'État un moyen de contrôle social, que l'anarchisme qui rejetterait l'État comme moyen de protection du libre marché (Friedman 2002, p. 34).

De son côté, Hayek envisage également un rôle limité pour l'État. Ce rôle devrait être limité aux domaines où il existe un accord (Hayek 2005, p. 50). Le seul accord possible, c'est de favoriser le libre marché qui est le meilleur mécanisme de garantie de la liberté individuelle. C'est une de ces fonctions « au sujet desquelles les citoyens sont pratiquement unanimes » (Idem). Le rôle principal de l'État est ainsi de créer les conditions dans lesquelles la concurrence sera la plus efficace possible (Hayek 2005, p. 35). Cette limite, un État minimal, a comme fin ultime de protéger la liberté individuelle.

#### 7.4.3.3. Le moyen de contrôler des fins

Dans la société, telle qu'envisagée par les auteurs, la liberté économique détermine toutes les fins. C'est l'élément central qui donne du sens et qui explique tout. Pour les auteurs, l'argent, comme outil du libre marché est garant de liberté. C'est un des plus magnifiques instruments inventés par les êtres humains (Hayek 2005, p. 74). L'argent participe aussi à déterminer le champ des possibles. Il rend possible la liberté des individus et la « collectivité ». Il permet de médiatiser les intérêts individuels et rend possibles les aspirations des individus. L'argent est le moyen de la réalisation des toutes les fins imaginables et possibles. Puisqu'il permet une hiérarchisation des valeurs, l'argent facilite la priorisation des intérêts, mais il limite aussi l'ampleur de leur réalisation et de leur caractère « souhaitable » ou admissible. Les auteurs conviennent que des sacrifices matériels considérables sont parfois nécessaires. Mais, si un prix doit être payé, c'est afin

de préserver la liberté économique individuelle (Hayek 2005, p. 74). Hayek reconnaît cependant qu'il y a un grand risque en déclarant que celui « qui contrôle toute l'activité économique contrôle en même temps tous les moyens de réalisation destinés à toutes les fins imaginables » (Hayek 2005, p. 70). Il rajoute que « [q]uiconque a le contrôle exclusif de ces moyens est à même de décider quels sont les résultats qu'on doit rechercher, d'établir une hiérarchie de valeurs, en un mot, c'est lui qui déterminera quelles croyances et quelles ambitions sont admissibles » (Idem).

Si Hayek a une aversion pour le contrôle politique de ces moyens, en lui reconnaissant la capacité de déterminer les croyances et les fins admissibles, ne sommes-nous pas en droit de nous demander si un tel contrôle existe actuellement parmi les acteurs les plus puissants de la sphère économique, et s'il n'est pas renforcé justement par la délimitation du champ des possibles telle que définie par le discours néolibéral auquel il a lui-même tant contribué.

#### *7.4.4. Chacun pour soi*

Dans cette section, nous verrons comment Hayek et Friedman en arrivent à voir dans le libre marché un outil de libération, et nous examinons ensuite avec plus de détails les impacts d'une telle conception de la liberté sur les inégalités économiques et sur le champ des possibles en matière de réduction de la pauvreté dans le monde.

##### 7.4.4.1. Le marché comme instrument de libération universelle

Dans la société de concurrence le pauvre a beaucoup moins de possibilités que le riche, c'est entendu. Il n'en est pas moins vrai que dans cette société le pauvre est quand même plus libre qu'une personne disposant d'un plus grand bien-être matériel dans un autre genre de société. » (Hayek 2005, pp. 77-78)

Pour les auteurs, le conflit entre liberté et planisme au niveau national s'aggrave au niveau international. Cet aggravement est attribuable à l'accroissement des différences de niveaux de vie et de valeurs. À mesure que l'échelle grandit, la concordance dans l'échelle de valeurs communes et l'accord sur les fins diminue. Avec cela, la nécessité de la contrainte et de la coercition augmente. C'est ce qui amène Hayek à déclarer que :

Dans une communauté relativement petite on obtiendra facilement une concordance des opinions sur l'importance des tâches principales, sur une échelle de valeurs communes. Mais plus le nombre des sujets sur lesquels il faut s'entendre s'accroît, plus l'accord devient difficile et plus la nécessité de recourir à la force et à la coercition augmente. (Hayek 2005, p. 160)

Dès lors, il est très difficile d'envisager une redistribution planifiée de la richesse à l'échelle internationale. Elle ne peut pas se faire par consensus. Inévitablement, une minorité emploiera la force pour imposer à tous les autres ce qu'elle estime juste (Hayek 2005, p. 160). Pour les auteurs, ceci reste vrai même si le pouvoir dominant est exercé d'une façon aussi idéaliste et désintéressé que possible. Ainsi, le pouvoir qui aurait comme objectif de lutter contre les inégalités est, de manière évidente, forcé d'exercer un contrôle. Les meilleures intentions paraîtront hautement immorales aux hommes soumis à la coercition (Idem).

Cela pousse les auteurs à se poser encore la question de la justice. Tel que nous l'avions montré dans la section 7.3.4.2., pour les auteurs, il n'existe pas de justice sans liberté. Ils rajoutent que le marché est le meilleur outil, le meilleur garant de la justice.

Hayek se demande s'il existe une échelle de valeurs à laquelle toute personne sensée puisse se référer. Il cherche des réponses à la question de savoir ce qui peut, à la fois, justifier un

nouvel ordre hiérarchique de la société et satisfaire l'aspiration naturelle des êtres humains à la justice (Hayek 2005, p. 83). Le système de libre concurrence ne semble lui offrir qu'une satisfaction limitée. Hayek reconnaît qu'il a de la peine à admettre que l'humanité ne dispose pas d'un meilleur étalon moral permettant de régler ces questions sinon parfaitement, du moins à la satisfaction relative de tous.

Pour sa part, Friedman, voit dans le capitalisme une éthique qui découle directement de la liberté économique. Ce principe éthique justifie la redistribution de la richesse en fonction de la contribution productive de chacun au système économique (Friedman 2002, p. 161). Comme ce principe fait actuellement partie des valeurs communément acceptées par la majorité, Friedman indique qu'il doit être considéré juste. L'application de ce principe de justice dépend d'une des fonctions principales de l'État qui est d'assurer la protection de la propriété privée.

Tel que nous venons de le démontrer tout au long du présent chapitre, les auteurs voient dans le marché un pouvoir libérateur. Pour Hayek, toute question économique est ainsi une question politique (Hayek 2005, p. 81). Il en conclue donc avec une proposition politique, la meilleure garantie de la liberté individuelle est la propriété privée. C'est par la protection de la propriété privée et d'un marché libre que découle toute liberté individuelle. Pour Friedman, la proposition est similaire. Le principe central d'une économie de marché serait de permettre la coopération des individus sans coercition politique (Friedman 2002, p. 168). Ainsi, par les moyens d'une garantie de la liberté des échanges économiques et de la protection de la propriété privée, découleraient une promesse de coopération et une rencontre efficace des aspirations et des fins individuelles.

#### 7.4.4.2. La délimitation du champ des possibles en matière de réduction des inégalités

Comme nous l'avons vu, Friedman et Hayek refusent toute intervention qui aurait comme objectif de créer une société égalitaire. Toute intervention dans le but de changer la répartition de la richesse est envisagée comme allant à l'encontre de la liberté économique individuelle, valeur fondamentale de leur discours. Cependant, tous deux reconnaissent également qu'il existe des inégalités dans le système économique capitaliste.

Pour Friedman, le système capitaliste est caractérisé par une inégalité économique considérable. Mais, cette inégalité ne serait toutefois pas inhérente, d'après lui, à une économie de libre marché. Friedman prévient que l'on se trompe souvent, que l'état actuel des choses est « mal interprété » quand on dit que « le capitalisme et l'entreprise privée produisent de plus grandes injustices que des systèmes alternatifs et, en conséquence, que l'extension et le développement du capitalisme a voulu dire un accroissement des inégalités » (Friedman 2002, p. 168)<sup>45</sup>.

Il avance qu'une large part des inégalités actuelles découlerait en fait d'imperfections dans le marché, souvent provoquées par un contrôle politique de l'économie encore trop présent (Friedman 2002, p. 176). Il souhaite que des « règles du jeu » puissent être mises en place et concède ainsi que l'action gouvernementale ayant pour objectif de réduire la pauvreté puisse être justifiée. Cependant, ces interventions doivent être limitées car souvent des

---

<sup>45</sup> Notre traduction de : « misinterpreted to mean that capitalism and free enterprise produce wider inequality than alternative systems and, as a corollary, that the extension and development of capitalism has meant increased inequality. »

mesures correctives de distribution du revenu sont utilisées pour justifier « l'interventionnisme gouvernemental en termes de supposés défauts du système fondé sur l'entreprise privée quand plusieurs des phénomènes à propos desquels les champions de l'interventionnisme gouvernemental se plaignent sont eux-mêmes les créations des gouvernements, petits et grands » (Idem)<sup>46</sup>.

Pour Hayek, une répartition plus juste et plus équitable de la richesse est le seul argument en faveur du socialisme, ou du planisme, qui mérite d'être examiné sérieusement (Hayek 2005, p. 75). En principe, en théorie, Hayek ne voit pas d'incompatibilité entre l'intervention de l'État pour assurer une plus grande sécurité et la liberté individuelle. Cependant, selon lui, dans les faits, l'aspiration générale à la sécurité économique peut constituer un danger pour la liberté. Il faut donc préférer la liberté individuelle à la sécurité économique, car en bout de ligne elle est la seule garante de la répartition la plus efficace des richesses. Ainsi, il déclare :

Mais l'idée de la sécurité économique est non moins vague et ambiguë que la plupart des notions dans ce domaine. C'est justement pourquoi l'aspiration générale à cette sécurité peut devenir dangereuse pour la liberté. En effet, lorsque cette sécurité est prise dans un sens absolu, l'aspiration à la sécurité, au lieu d'ouvrir la voie à la liberté, représente une grave menace pour elle. (Hayek 2005, p. 89)

On peut conclure cette analyse en disant que malgré que les auteurs soient conscients des inégalités économiques induits par une priorisation absolue de la liberté économique

---

<sup>46</sup> Notre traduction de : « justification of government intervention in terms of alleged defects of the private enterprise system when many of the phenomena of which champions of big government complain are themselves the creation of government, big and small. »

individuelle, ils sont surtout très inquiets de la capacité des discours qui utilisent ces inégalités comme arguments à effectuer une délimitation du champ des possibles qui permettrait un contrôle politique de l'économie, même si les fins poursuivies visent la réduction de la pauvreté extrême. Ces discours allant diamétralement à l'encontre de la valeur fondamentale du discours qu'ils défendent, voilà pourquoi ils les combattent avec autant d'acharnement, voilà pourquoi ils ont produit ces textes ayant pour but de nous convaincre, de nous faire croire, de nous amener à nous soumettre à leurs idéaux. En cela, il faut reconnaître qu'ils ont connu un immense succès.

C'est donc ce qui nous amène à conclure qu'au nom d'un « individualisme possessif », comme le dirait Macpherson, au nom d'une liberté économique individuelle n'admettant aucuns compromis, quand bien même des millions d'êtres humains mourraient de faim et des conséquences de leur extrême pauvreté, le discours néolibéral est parvenu à effectuer une délimitation du champ des possibles, de la réalité actuelle de notre monde, qui donne raison à Polanyi quand il dit que :

Cela veut dire une pleine mesure de liberté pour ceux dont le revenu, les loisirs et la sécurité n'ont pas besoin d'être rehaussés, et une maigre pitance de liberté pour le peuple, qui peut en vain tenter de faire usage de ses droits démocratiques pour s'abriter du pouvoir des détenteurs de la propriété.<sup>47</sup> (Ibid., p. 265)

---

47 Notre traduction de : « This means the fullness of freedom for those whose income, leisure, and security need no enhancing, and a mere pittance of liberty for the people, who may in vain attempt to make use of their democratic rights to gain shelter from the power of the owners of property. »

## **8. Conclusion : « Le prix de la liberté »**

Le cadre théorique qui a inspiré notre recherche, ainsi que nos cadres conceptuels et méthodologiques, ont renforcé notre tendance à envisager que les conceptions du politique, de l'économique, et de la nature de l'Homme et de la société dans laquelle il vit que portent et véhiculent les auteurs néolibéraux étudiés découlent, émergent ou encore sont induits par leur conception de la liberté. Ces outils de la recherche nous ont également appuyés dans notre conception du champ conceptuel du développement comme étant un « champ de bataille » où se livre une lutte idéologique ayant pour finalité ultime la capacité de préserver, de renforcer, ou de transformer la délimitation non seulement théorique, mais également effective ou réelle du champ des possibles du développement.

À l'issue de notre analyse des textes de Hayek et Friedman qui composent notre corpus, il est maintenant nécessaire d'effectuer un bref rappel de l'hypothèse et de la question de recherche que nous avons émises au chapitre 5. Notre hypothèse de recherche postulait, comme nous venons de le mentionner, que les valeurs du néolibéralisme contribuent à la délimitation théorique et effective du champ des possibles du développement. Elle postulait également que ces valeurs contribuaient, entre autres, à le délimiter d'une manière qui défavorise de façon importante la réduction des inégalités telles qu'incarnées dans l'état actuel de la pauvreté extrême, et qui restreint paradoxalement la liberté individuelle de la majorité des êtres humains. Ainsi, dans notre recherche, en plus de chercher à offrir notre contribution à une meilleure compréhension du rôle des valeurs dans la délimitation du champ des possibles du développement, nous visions également à contribuer à une

meilleure compréhension des causes idéelles des inégalités et de leur pérennité. Après ce bref rappel de notre hypothèse de recherche, passons à notre question de recherche et examinons si les conclusions de notre analyse permettent ou non de valider l'hypothèse mentionnée à l'instant.

Quelle est donc la contribution de la valeur fondamentale du discours néolibéral à la délimitation du champ des possibles du développement? Au cours de notre analyse, nous avons constaté que la valeur fondamentale du néolibéralisme est la liberté économique individuelle. Nous avons appris également que cette conception de la liberté, promue par Hayek et Friedman, tout comme par les penseurs du libéralisme classique avant eux, est à l'origine de la création d'un pouvoir économique impersonnel et anonyme, le marché, dont l'ampleur et la puissance actuelles restent pour le moment largement incontrôlées par tout processus démocratique. Nous avons également compris qu'en raison de la prédominance que connaît encore aujourd'hui le discours néolibéral, les institutions démocratiques, en théorie les instruments de la souveraineté populaire, semblent souvent impuissants face à lui, le champ des possibles en matières de contrôle politique et démocratique de l'économie étant lui aussi délimité par le discours néolibéral tel qu'il est devenu clair dans notre étude de la séparation des sphères politique et économique promue par le discours étudié.

Notre analyse du discours néolibéral a également démontré que les fins néolibérales (telles que l'accumulation illimitée de la richesse par des individus économiquement libres) ont toujours justifié les moyens (tels que la primauté du droit de propriété) et leurs conséquences (telles que la pauvreté extrême et ses corolaires).

En résumé, ne poursuivant aucunes fins à l'exception de la promotion et de la protection de la liberté économique individuelle sans compromis face, par exemple, à la justice redistributive ou à la solidarité humaine, le discours néolibéral ne propose aucun projet commun à tous les hommes, sauf peut-être l'accès à une liberté aussi capricieuse qu'illusoire, et dont seule une minorité peut véritablement jouir. Face aux institutions démocratiques, la puissance colossale d'un libre marché en grande partie émancipé de tout contrôle politique nous prive des moyens de faire face aux défis de l'avenir, et fait entrave à toute tentative de nous fixer collectivement d'autres fins. C'est sur la base de ces constats que nous en arrivons à la conclusion que la prédominance actuelle du discours néolibéral délimite non seulement théoriquement, mais également effectivement le champ des possibles du développement, et fait grandement obstacle à la détermination de fins communes, telles que la réduction et l'éradication de la pauvreté extrême dans le monde, qui contreviendraient à la conception néolibérale de la liberté économique individuelle. Ce faisant, il restreint paradoxalement la liberté individuelle d'une multitude d'êtres humains.

Notre hypothèse de recherche n'est donc pas entièrement validée, l'étendue de notre recherche n'ayant pas permis de démontrer que la majorité des êtres humains voyaient leur liberté individuelle restreinte par la délimitation du champ des possibles du développement effectuée par le discours néolibéral. Effectivement, si nous pouvons raisonnablement présumer que les centaines de millions d'êtres humains soumis à la pauvreté extrême induite en grande partie par les valeurs du discours néolibéral ne profitent pas pleinement de la liberté économique individuelle que ce discours participe à leur procurer, nous ne pouvons présumer avec assez de certitude que la majorité des êtres humains aspire à

d'avantage de justice et de solidarité, au prix d'une contrainte à leur liberté économique individuelle actuelle. Cela dit, nous nous intéresseront, finalement, à une dernière des conclusions que notre analyse du discours néolibéral nous a permis de découvrir, une conclusion qui va au-delà de notre hypothèse de départ.

Dans notre mémoire, nous avons nommé « prix de la liberté » toutes ces conséquences découlant en grande partie de la priorisation absolue de la liberté économique individuelle comme valeur fondamentale présidant à la délimitation de nos possibilités en matière de développement. Ce « prix de la liberté », nous l'avons évoqué, est la somme de la pauvreté extrême, de la faim chronique, de l'insécurité, de l'inégalité, de l'injustice, de l'indignité, de la souffrance et de la mort qui affligent et frappent des millions d'entre nous.

Ce constat nous amène à comprendre qu'une certaine forme de violence est induite par le discours néolibéral. Effectivement, force est de reconnaître que les conséquences de l'application intégrale de cette conception néolibérale de la liberté sont assimilables à de la violence, puisqu'elles font souffrir et qu'elles tuent des millions d'individus. Mais contrairement aux violences politiques incarnées, par exemple, par les régimes totalitaires du 20<sup>ème</sup> siècle dénoncés tant par Hayek que par Polanyi, la violence induite par le discours néolibéral en est une économique, moins discernable, plus insidieuse, presque anonyme, mais non moins destructrice et meurtrière. Effectivement, et comme nous l'avons constaté au cours de notre analyse, la pauvreté extrême exerçant actuellement ses contraintes sur une très large part de ce que nous convenons encore aujourd'hui de nommer Humanité, est en grande partie une conséquence de la violence économique induite par la valeur

fondamentale du discours néolibéral. Les résultats de notre analyse nous amène donc à la conclusion finale que cette violence économique représente ce que nous avons cru bon de nommer le prix de la liberté.

\*\*\*

L'analyse ne serait pas complète sans un dernier rappel. L'impact du discours néolibéral sur la poursuite de fins telles que la réduction de la pauvreté extrême dans le monde fut pour le présent mémoire un cas d'étude dans le but de mieux comprendre le rôle des valeurs sur dans la délimitation du champs des possibles du développement. Mais il semble important de rappeler que le champ des possibles du développement est non seulement contraint par le discours néolibéral en matière de réduction de la pauvreté extrême dans le monde. Il l'est également dans presque tous les domaines de la vie sociale, que ce soit en matière de politique, comme nous l'avons vu déjà, mais également dans les domaines de l'environnement, de l'énergie, de la culture, des transports, de l'alimentation, de la santé, de l'éducation, etc.

Le champ des possibles de notre développement actuel et futur semble donc aujourd'hui dominé par une puissance violente et aveugle (Hayek et Friedman auraient dit « impersonnelle »), le marché, ou la vertueuse « main invisible » d'Adam Smith devenue Léviathan économique, qui a acquis la capacité de déterminer de façon prédominante les fins et les moyens désirables et réalisables de notre développement dans une multitude de ses dimensions.

Nous espérons donc que ce mémoire contribuera à la réflexion portant non seulement sur le « comment », sur les moyens de parvenir aux transformations économiques et politiques nécessaires, par exemple, à la réduction de la pauvreté extrême dans le monde, mais également et peut-être surtout sur le « pourquoi », c'est-à-dire sur les fins désirables. Plus précisément, nous espérons qu'il saura contribuer à la remise en question des fins et des valeurs portées par le discours néolibéral qui prédomine encore aujourd'hui, et qui a acquis la puissance de délimiter non seulement les possibles et les impossibles de nos réalités individuelles, mais également notre capacité collective à imaginer et à rêver, à créer des avens et des mondes meilleurs.

## 9. Références bibliographiques

AMIN, Samir (1970) *L'accumulation à l'échelle mondiale*, Paris, Éditions Anthropos.

AMIN, Samir (1973) *Le développement inégal*, Paris, Éditions de Minuit.

BADIE, Bertrand (1992) *L'État importé : l'occidentalisation de l'ordre politique*, Paris, Éditions Fayard.

BANQUE MONDIALE (2009) *Rapport de suivi mondial 2009*, [En ligne] [http://siteresources.worldbank.org/INTGLOMONREP2009/Resources/GMR2009-French\\_ovw.pdf](http://siteresources.worldbank.org/INTGLOMONREP2009/Resources/GMR2009-French_ovw.pdf) [Consulté le 1 août 2013].

BANQUE MONDIALE (2013) *Système de distribution d'eau et d'assainissement : fiche sectorielle*, [En ligne] <http://www.banquemondiale.org/fr/results/2013/04/12/water-sanitation-results-profile> [Consulté le 1 août 2013].

BARDIN, Laurence (1993) *L'analyse de contenu*, Paris, Presses Universitaires de France.

BOAS, Taylor et Jordan Gans-Morse (2009) « Neoliberalism: From New Liberal Philosophy to Anti-Liberal Slogan », *Studies in Comparative International Development*, Vol. 44, No. 2, pp 137-161.

BOUDON, Raymond (1995) *Le juste et le vrai : études sur l'objectivité des valeurs et de la connaissance*, Paris, Éditions Fayard.

BOUDON, Raymond et François Bourricaud (1986) *Dictionnaire critique de la sociologie*, Paris, Presses Universitaires de France.

BOURDIEU, Pierre (2001) *Science de la science et réflexivité*, Paris, Éditions Raisons d'agir.

BOURDIEU, Pierre et Jean-Claude Passeron (1964) *Les héritiers : les étudiants et la culture*, Paris, Les Éditions de Minuit.

BOYER, Alain (1998) « Normes, rationalité critique et fondation ultime » dans Mesure, Sylvie (sous la dir.) *La rationalité des valeurs*, Paris, Presses universitaires de France, pp. 59-81.

CAMERON John et Anna Haanstra (2008) « Development Made Sexy: how it happened and what it means », *Third World Quarterly*, Vol. 29, No. 8.

- CAPGEMINI (2013) *Rapport sur la richesse dans le monde en 2013*, [En ligne] [http://www.capgemini.com/sites/default/files/resource/pdf/wwr\\_2013\\_french.pdf](http://www.capgemini.com/sites/default/files/resource/pdf/wwr_2013_french.pdf) [Consulté le 1 août 2013].
- CHALLIAND, Gérard (1990) *Anthologie mondiale de la stratégie : Des origines au nucléaire* », Paris, Éditions Robert Laffont.
- CHEVRIER, Jacques (2006) « La spécification de la problématique » dans Gauthier, Benoît (sous la dir.) *Recherche sociale : De la problématique à la collecte de données*, Québec, Presses de l'Université du Québec, pp. 53-88.
- CHOMSKY, Noam (2004) *Un monde complètement surréel*, Montréal, Lux Éditeur.
- CHOSSUDOVSKY, Michel (2008) *La mondialisation de la pauvreté*, Montréal, Éditions Ecosociété.
- CORNIA Giovanni Andrea et Julius Court (2004) *Inequality, Growth, and Poverty in an Era of Liberalization and Globalization*, Oxford, Oxford University Press et UNU-WIDER.
- COX, Robert W. (1987) *Production, Power, and World Order: Social Forces in the Making of History*, New York, Columbia University Press.
- D'AMBOISE, Gérald (avec la collaboration de Josée Audet) (1996) *Le projet de recherche en administration un guide général à sa préparation*, Sainte-Foy, Université Laval.
- DREHER, Axel (2006) « Does Globalization Affect Growth? Evidence from a new index of globalization », *Applied Economics*, Vol. 38, No. 10, pp. 1091-1110.
- DUMONT, Fernand (1993) « L'idéologie économiste » dans Richard, Jean et Louis O'Neill, *La question sociale d'hier à aujourd'hui*, Sainte-Foy, Presses de l'Université Laval, Sainte-Foy.
- DURKHEIM, Émile (1893) *De la division du travail social*, Paris, Presses Universitaires de France.
- DUVERGER, Maurice (1964) *Introduction à la politique*, Paris, Éditions Gallimard.
- EASTERLY, William (2002) « The Cartel of Good Intentions: The Problem of Bureaucracy in Foreign Aid », *The Journal of Policy Reform*, Vol. 5, No. 4, pp. 223-250.
- EBENSTEIN, Alan (2003) *Friedrich Hayek: A Biography*, New York, Palgrave.
- EBENSTEIN, Alan (2007) *Milton Friedman: A Biography*, New York, Palgrave.
- FAIRCLOUGH, Isabela et Norman Fairclough (2012) *Political Discourse Analysis. A Method for Advanced Students*, Londres, Routledge.

- FÉRRÉOL, Gilles, et Philippe Deubel (1993) *Méthodologie des sciences sociales*, Paris, Éditions Armand Colin.
- FERRY, Jean-Marc (1998) « De l'élection de valeurs à l'adoption de normes » dans Mesure, Sylvie (sous la dir.) *La rationalité des valeurs*, Paris, Presses Universitaires de France, pp. 143-182.
- FRIEDMAN, Milton (2002 [1962]) *Capitalism and Freedom*, Chicago, University of Chicago Press.
- FUKUYAMA, Francis (1992) *La fin de l'Histoire et le Dernier Homme*, Paris, Flammarion.
- FURTADO, Celso (1985) *Le mythe du développement économique*, Paris, Éditions Anthropos.
- GALBRAITH, James Kenneth (2009) *L'État Prédateur*, Paris, Éditions du Seuil.
- GINGRAS François-Pierre et Catherine Côté (2006) « La sociologie de la connaissance » dans Gauthier, Benoît (sous la dir.) *Recherche sociale : De la problématique à la collecte de données*, Québec, Presses de l'Université du Québec, pp. 19-50.
- GRUPE D'EXPERTS INTERGOUVERNEMENTAL SUR L'ÉVOLUTION DU CLIMAT (GIEC) (2007) *Changements climatiques 2007*, [En ligne] [http://www.ipcc.ch/pdf/assessment-report/ar4/syr/ar4\\_syr\\_fr.pdf](http://www.ipcc.ch/pdf/assessment-report/ar4/syr/ar4_syr_fr.pdf) [Consulté le 1 août 2013].
- GUICHAOUA, André et Yves Goussault (1993) *Sciences sociales et développement*, Paris, Éditions Armand Colin.
- HARVEY, David (2005) *A Brief History of Neoliberalism*, New York, Oxford University Press.
- HAYEK, Friedrich A. von (2005 [1944]) *La route de la servitude*, Paris, Presses Universitaires de France.
- HERMET, Guy, Bertrand Badie, Pierre Birnbaum et Philippe Braud (2001) *Dictionnaire de la science politique et des institutions politiques* (5<sup>e</sup> édition), Paris, Éditions Armand Colin.
- KUHN, Thomas S. (1983), *La structure des révolutions scientifiques*, Paris, Flammarion.
- LATOUCHE, Serge (2005) *L'invention de l'économie*, Paris, Éditions Albin Michel.
- LATOUCHE, Serge (2006) *Le pari de la décroissance*, Paris, Éditions Fayard.
- LAUTIER, Bruno (2002) « Pourquoi faut-il aider les pauvres? Une étude critique du discours de la Banque mondiale sur la pauvreté » *Tiers-Monde*, Vol. 43, No. 169, pp. 137-165.

MACPHERSON, Crawford Brough (1962) *The Political Theory of Possessive Individualism: From Hobbes to Locke*, New York, Oxford University Press.

MASNATA, François (1990) *La politique et la liberté. Principes d'anthropologie politique*, Paris, Éditions L'Harmattan.

MAYER, Robert, Francine Ouellet, Marie-Christine Saint-Jacques, Daniel Turcotte et collaborateurs (2000) *Méthodes et recherche en intervention sociale*, Boucherville, Gaëtan Morin Éditeur.

MELLOS, Koula (2006) « Une science objective? » dans Gauthier, Benoît (sous la dir.) *Recherche sociale : De la problématique à la collecte de données*, Québec, Presses de l'Université du Québec, pp. 571-590.

MILLS, C. Wright (1967) *L'imagination sociologique*, Paris, Petite collection Maspero.

NOZICK, Robert (1974) *Anarchy, State, and Utopia*, New York, Basic Books.

ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE (FAO) (2008) *L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde : Prix élevés des denrées alimentaires et sécurité alimentaire - menaces et perspectives*, [En ligne] <ftp://ftp.fao.org/docrep/fao/011/i0291f/i0291f00.pdf> [Consulté le 1 août 2013].

ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTÉ (OMS) (2008) *Closing the gap in a generation: health equity through action on the social determinants of health. Final Report of the Commission on Social Determinants of Health*, [En ligne] [http://whqlibdoc.who.int/publications/2008/9789241563703\\_eng.pdf](http://whqlibdoc.who.int/publications/2008/9789241563703_eng.pdf) [Consulté le 1 août 2013].

ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTÉ (OMS) (2013) *2,4 milliards de personnes n'auront toujours pas accès à un assainissement amélioré en 2015*, [En ligne] [http://www.who.int/mediacentre/news/notes/2013/sanitation\\_mdg\\_20130513/fr/](http://www.who.int/mediacentre/news/notes/2013/sanitation_mdg_20130513/fr/) [Consulté le 1 août 2013].

PEEMANS, Jean-Philippe (2002) *Le développement des peuples face à la modernisation du monde*, Paris, Éditions L'Harmattan.

PETRELLA, Ricardo (2007) *Pour une nouvelle narration du monde*, Montréal, Écosociété.

POLANYI, Karl (1944) *The Great Transformation*, Boston, Beacon Press.

PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR L'ENVIRONNEMENT (PNUE) (2009) *Rapport de 2009 : Saisir les opportunités de l'économie verte*, [En ligne] [http://www.unep.org/pdf/UNEP\\_AR\\_2009.FR.pdf](http://www.unep.org/pdf/UNEP_AR_2009.FR.pdf) [Consulté le 1 août 2013].

PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE DÉVELOPPEMENT (PNUD) (2010) *Rapport sur le Développement Humain 2010. La vraie richesse des nations : Les chemins du développement humain*, [En ligne] [http://hdr.undp.org/en/media/HDR\\_2010\\_FR\\_Complete.pdf](http://hdr.undp.org/en/media/HDR_2010_FR_Complete.pdf) [Consulté le 1 août 2013].

QUIVY, Raymond et Luc Van Campenhoudt (2006) *Manuel de recherche en sciences sociales*, Paris, Éditions Dunod.

RESWEBER, Jean-Paul (1992) *La philosophie des valeurs*, Paris, Presses Universitaires de France, Collection « Que sais-je? ».

REZSOHAZY, Rudolf (2006) *La sociologie des valeurs*, Paris, Éditions Armand Colin.

RIST, Gilbert (1996), *Le développement : histoire d'une croyance occidentale*, Paris, Presses de science po.

RODRIK, Dani (2008) *Nations et mondialisation: les stratégies nationales de développement dans un monde globalisé*, Paris, La Découverte.

SABOURIN, Paul (2006) « L'analyse de contenu » dans Gauthier, Benoît (sous la dir.) *Recherche sociale : De la problématique à la collecte de données*, Québec, Presses de l'Université du Québec, pp. 415-444.

SACHS, Ignacy (1988) *L'écodéveloppement*, Paris, La Découverte.

SACHS, Jeffrey (2005) *The End of Poverty: Economic Possibilities for Our Time*, New York, Penguin Press,

SAÏD, Edward (2000) *Culture et Impérialisme*, Paris, Éditions Fayard.

SAÏD, Edward (2004) *Culture et résistance*, Paris, Éditions Fayard.

SARFATI, Georges-Élia (2007) *Éléments d'analyse du discours*, Paris, Éditions Armand Colin.

SEN, Amartya (1999) *Development as Freedom*, New York, Anchor Books.

SENARCLENS, Pierre de (2005) *La mondialisation. Théorie, enjeux et débats*, Paris, Éditions Dalloz-Armand Colin.

SKINNER, Quentin (1996) *Liberty before Liberalism*, Cambridge, Cambridge University Press.

SMITH, Adam (2003 [1776]) *The Wealth of Nations*, New York, Random House.

STERN, Nicholas (2007) *Stern Review on the Economics of Climate Change*, Cambridge, Cambridge University Press.

STERN, Nicholas (2009) *A Blueprint for a Safer Planet*, New York, Random House.

STIGLITZ, Joseph (2002) *Globalization and its Discontents*, New York, W.W. Norton.

TEEPLE, Gary (2004) *La mondialisation du monde et le déclin du réformisme social*, Sainte-Foy, Presses de l'Université Laval.

TULLY, James (sous la dir.) (1988) *Meaning and Context: Quentin Skinner and his Critics*, Princeton, Princeton University Press.

UNITED NATIONS DEPARTMENT OF ECONOMIC AND SOCIAL AFFAIRS (DESA) (2009) *The Millennium Development Goals Report 2009*, [En ligne] [http://www.un.org/millenniumgoals/pdf/MDG\\_Report\\_2009\\_ENG.pdf](http://www.un.org/millenniumgoals/pdf/MDG_Report_2009_ENG.pdf) [Consulté le 1 août 2013].

WADE, Robert Hunter (2004) « Is Globalization Reducing Poverty and Inequality? », *World Development*, Vol. 32, No. 4, pp. 567–589.

WALLERSTEIN, Immanuel (2004) *World-systems Analysis: an Introduction*, Durham, Duke University Press.

WEBER, Max (1971 [1921]) *Économie et Société*, Paris, Éditions Plon.

ZIEGLER, Jean (2002) *Les nouveaux maîtres du monde*, Paris, Éditions Fayard.